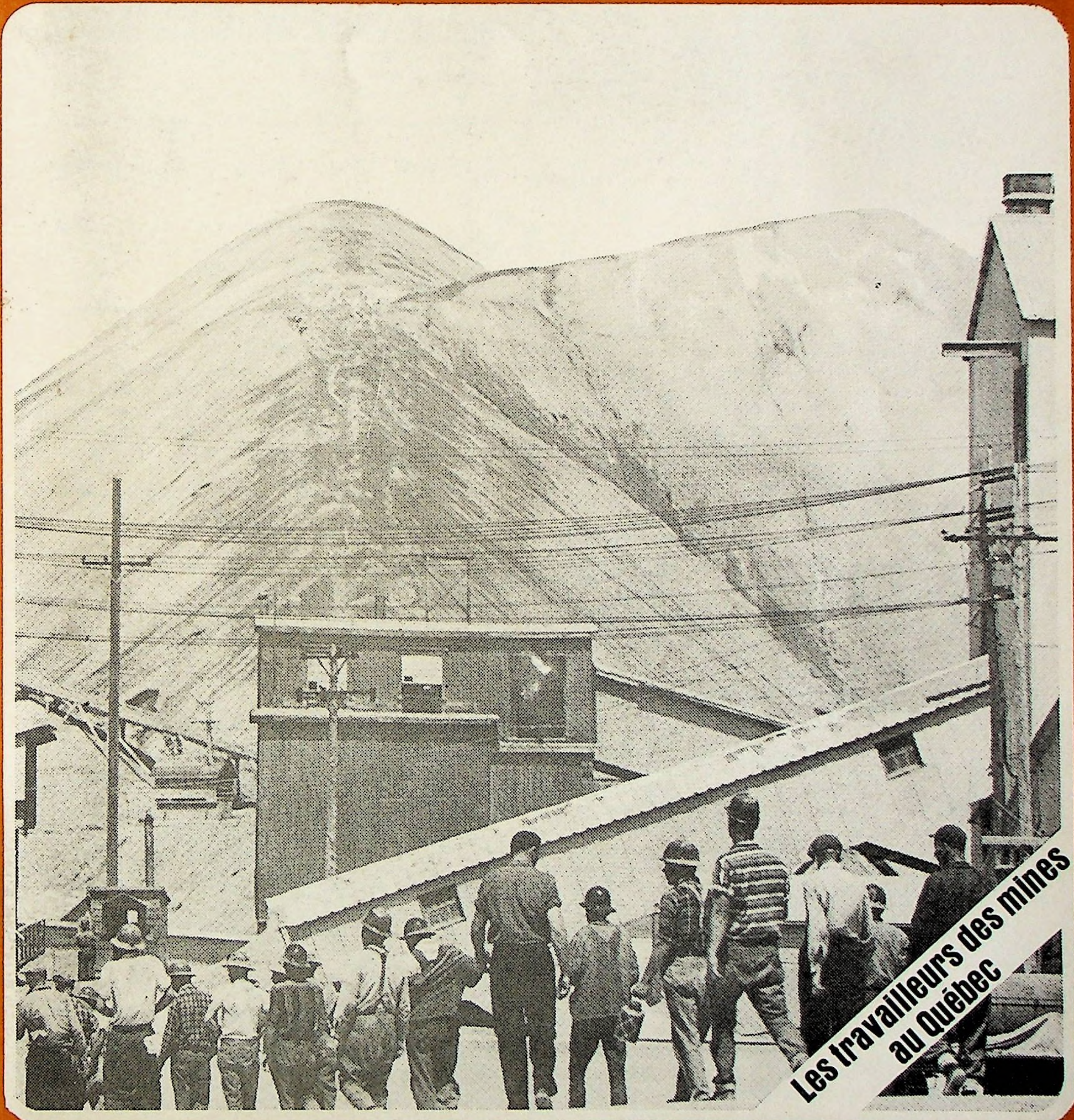
revue politique militante

mobilisation

vol. 3, no 7 mai 1974 cinquante cents



Les travailleurs des mines au Québec

MOBILISATION

La publication de la revue MOBILISATION est assumée par des militants oeuvrant dans différents milieux et venant de divers groupes progressistes.

Le développement des pratiques d'organisation, l'apparition de plusieurs comités d'usine, de quartier et d'école, impulsés par des militants révolutionnaires, soulève la nécessité de renforcer les liens entre les groupes et individus progressistes et d'oeuvrer au développement d'une orientation politique commune. C'est à cette tâche que veut contribuer la publication par plusieurs militants d'une revue militante diffusant des bilans de pratiques, des analyses, des textes de formation et suscitant des débats et discussions entre groupes politiques.

MOBILISATION est donc conçu comme moyen d'échange et de formation, dont le but est de contribuer à clarifier l'orientation politique et idéologique des groupes et des militants oeuvrant à l'édification du parti du prolétariat.

AVIS IMPORTANT

Nous sommes en train de travailler à diverses recherches sur l'histoire du mouvement ouvrier et du mouvement socialiste au Québec. Nous demandons aux lecteurs de la revue à nous donner un coup de main pour cette tâche en nous faisant parvenir les livres, documents, journaux, revues, etc...tout matériel écrit qu'ils auraient et qu'ils seraient disposés à nous donner ou à nous prêter. Cette contribution à notre recherche est indispensable à l'heure actuelle et si vous pouvez aider, vous pouvez nous contacter à la permanence de la revue à la librairie progressiste.

Le comité de rédaction

P.S. Nous serions extrèmement reconnaissants entre autres si nous pouvions trouver les numéros de l'édition de 1971-72 de Mobilisation.

Comité de rédaction:
J. Grenier, D. Gravel, A. Lavoie (APLQ), J. Massé (APLQ), G. Raymond (CRIQ), F. Lemay (Librairie progressiste), P. Beaudet (secrétaire à la rédaction).

Pour abonnements et correspondance, prière de vous adresser à:

MOBILISATION
a.s. Librairie progressiste,
1867 Amherst, Montréal,
tel.: 522-1373

Diffusion aux librairies à Montréal

Agence de Presse libre du Québec,
2074 Beaudry, Montréal
tel.:522-1175

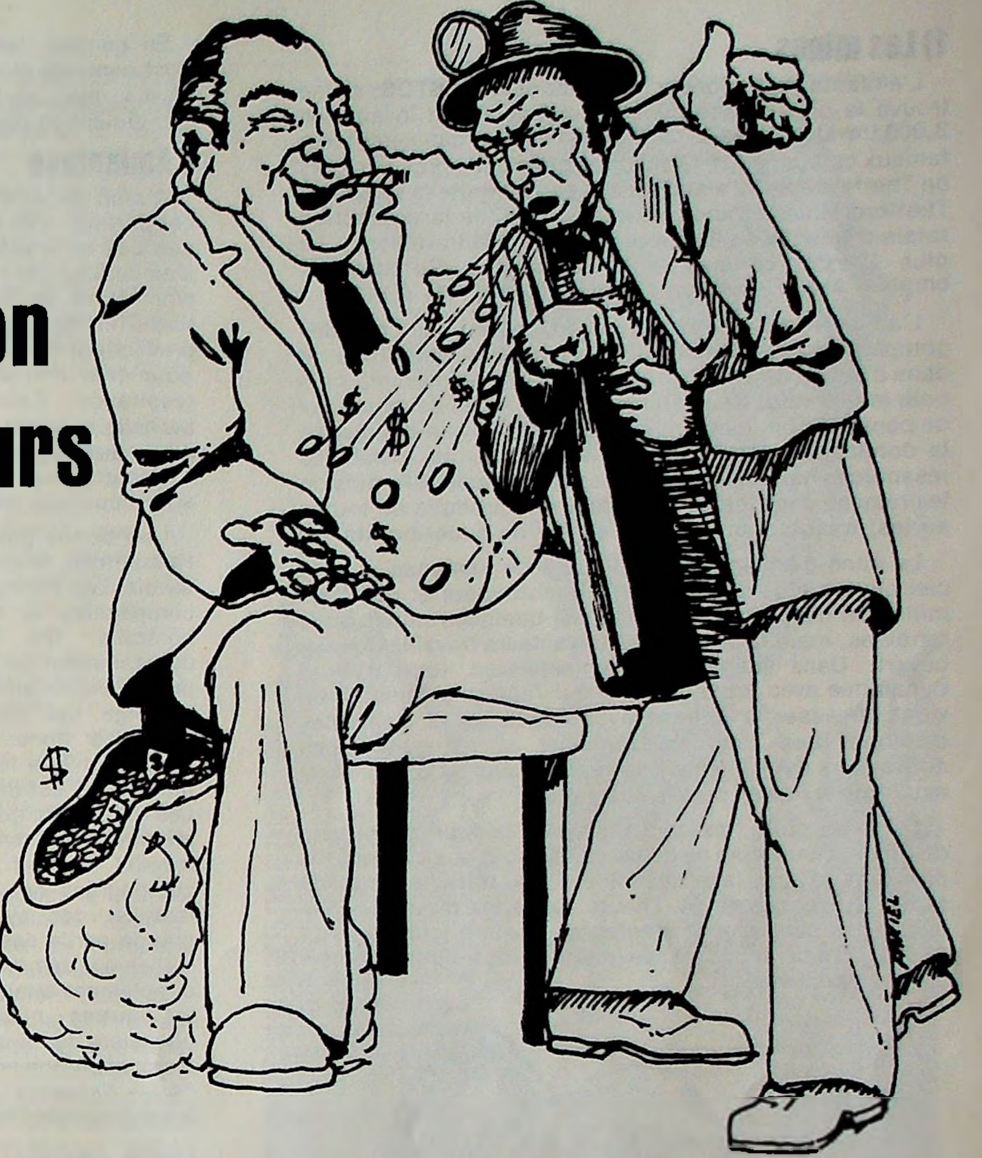
A Paris vous trouverez **MOBILISATION** à la librairie LA **JOIE DE LIRE,**
40 rue St-Sévérin, Paris Ve.

Dépôt légal à la Bibilothéque nationale du Québec.
Composé et imprimé aux presses de l'APLQ

SOMMAIRE

mai 1974 vol. 3, no 7

L'organisation des mineurs



Plus de 25,000 travailleurs québécois sont employés dans les mines. La plupart d'entre eux travaillent dans des mines qui sont contrôlées à plus de 90% par les grands monopoles américains; "Johns-Manville", "l'Absestos Corporation", l'"Iron Ore", la "Gaspé Copper Mines", etc...Les mineurs doivent travailler pour leur santé et leur sécurité. Ils vivent dans de petites villes minières, où ils ont beaucoup de difficultés à briser leur isolement, où la vie locale est contrôlée de a à z par les hommes de main des monopoles. L'exploitation et la répression sont extrêmement fortes.

Pourtant, les mineurs s'organisent, luttent, font des grèves. Ce ne sont souvent que des luttes très brèves où la force collective s'éveille pour faire plier la compagnie sur tel ou tel point. Parfois, leur combat prend l'allure de luttes épiques: les mineurs de Noranda en 1935, ceux d'Absestos et de Thetford en 1949, ceux de Murdochville en 1952, et bien d'autres. Toujours, le combat est dur, souvent violent. Les mineurs affrontent la compagnie, mais aussi les "autorités" municipales, l'élite locale qui survit grâce au bon vouloir des monopoles miniers, les gouvernements provincial et fédéral, qui défendent les intérêts de ceux qui sont derrière eux...

Les mines au Québec, c'est un des secteurs stratégiques où l'impérialisme américain tire sa puissance pour dominer le monde. C'est en même temps un domaine où la lutte des travailleurs a marqué le pas sur l'ensemble du mouvement ouvrier au Québec. Parmi les premiers à s'organiser au début des années 1900, les mineurs sont maintenant en train de s'éveiller après un sommeil d'une vingtaine d'années. Les avantages économiques qu'ils avaient acquis dans de dures luttes au début des années 50 sont en train de s'évanouir sous l'effet de l'inflation. Dans l'amiante, un des plus gros secteur minier, les quelques 6,000 travailleurs qui y sont employés renouent avec la lutte, débordent leurs sydicats. Ces derniers tentent de suivre le mouvement. La CSN déclare 1975 l'"année de l'amiante".

L'enquête qui suit a pour but de donner un aperçu partiel de cette réalité. Nous l'avons réalisée en collaboration avec un groupe de militants qui travaillent dans les mines de la région de Thetford Mines. Selon la méthode habituelle, nous décrivons successivement: le processus de travail, l'organisation de la production et les conditions de travail; ensuite, un aperçu des luttes passées, en insistant sur la dernière lutte importante en février; finalement, les perspectives d'organisation de travailleurs militants qui tentent de dépasser les structures syndicales tout en travaillant de l'intérieur des syndicats.

D'ici quelques mois, nous espérons revenir sur la question avec une enquête sur les travailleurs des mines de la Côte-Nord

MOBILISATION

1) Les mines

L'amiante au Québec, c'est d'abord **ASBESTOS**, où se trouve la plus grosse mine au monde. C'est là que les 3,000 travailleurs de la "Johns-Manville" organisèrent leur fameux combat en 1949 accompagnés peu après des gars de Thetford. Mais l'amiante, c'est aussi toute la région de Thetford Mines: 5 grosses mines, 60% de la production totale d'amiante au Québec, environ 3,000 travailleurs. La plus grosse compagnie, l' "Asbestos Corporation" emploie à elle seule plus de 1,800 dans ses 4 plans.

L'amiante qu'on extraie au Québec, les grandes compagnies américaines l'exportent aux Etats-Unis et dans d'autres pays où là on le transforme en produits finis pour le ré-introduire au Québec sous formes de matériaux de construction, isolants, etc... C'est le cycle typique de la domination américaine sur le monde: on extrait les ressources naturelles, on les transforme aux USA, puis on les ramène dans les pays originaux en produits de toutes sortes, toujours en faisant bien sûr de super-profits. (1)

La mine d'amiante, c'est d'abord un immense puits à ciel ouvert, plus de 700 pieds de profondeur et quelques milles de diamètre. Il existe aussi quelques mines sous terraines, mais la plupart des travailleurs travaillent à ciel ouvert. Dans les puits, l'amiante est tout d'abord dynamitée avec toute la roche qui l'entoure. Ensuite, on vient ramasser le minerai avec des tures et d'énormes camions. Les camions déversent la roche sur des convoyeurs qui l'amenent dans des moulins où le minerai est filtré et isolé, puis empaqueté.

Dans les puits, les gars travaillent comme opérateurs de grues, chauffeurs de camions. Ce sont eux qui font les plus gros salaires (avec les mineurs qui travaillent sous la terre): au dessus de $4. l'heure. Dans les moulins, 25% des travailleurs y sont employés: comme journaliers (à $3.71) comme hommes de maintenance ou sur divers postes spécialisées.



Lors de ma dernière inspection de votre mine j'ai trouvé vos conditions de travail idéales...

En général, les conditions sont dures partout, mais c'est dans les moulins où c'est pire. Enfermés dans des locaux mal aérés et mal éclairés, les travailleurs manipulent le minerai et respirent les fibres mortelles.

L'Amiantose

Quand on parle des mines, on parle de l'amiantose. Elle est partout. Elle infecte même la région avoisinante ou des cas de maladie sont relevés parmi la population. L'amiantose (2), c'est une maladie du poumon causée par l'inhalation de fibres microscopiques d'amiante. Ces fibres ne sont pas des "poussières" ordinaires: elles provoquent des lésions chimiques et mécaniques sur les poumons. Peu à peu, le malade perd ses facultés de respiration. Cela provoque une incapacité physique partielle et totale et conduit parfois jusqu'à la mort. Les ouvriers les plus exposés sont ceux qui travaillent avec du minerai de plus en plus "pur", débarassé de la roche; ce sont ceux qui travaillent dans les moulins.

Une bonne proportion des mineurs sont atteints par l'amiantose. Combien exactement? Il est impossible de la savoir. Les cliniques médicales sont contrôlées par les compagnies et ne font aucun relevé statistique. Au contraire, les médecins des compagnies tentent constamment de masquer la réalité: ainsi, ils ne feront pas la relation entre les nombreux cancers du poumon, de la gorge, des intestins, et, d'autre part, les conditions dans les mines. Pourtant, comme par hasard, on remarque que le taux de mortalité, pour des gens du même âge, est de 12 à 20% supérieur pour les mineurs. Les ministères gouvernementaux, dont principalement le minsitère du Travail et sa "Commission des accidents du travail" ne font que sactionner ce état de fait. Les compagnies ont alors beau jeu de ne rien faire pour installer des systèmes d'aèration qui éliminerait en grande partie ces dangers. Diverses enquêtes semi-officielles ont démontré qu'environ 15% des travailleurs sont directement atteints par l'amiantose. Et cela n'inclut pas les **autres** maladies pulmonaires causées par le poussière de minerai. **"L'AMIANTOSE TUE"**, c'est ce que disait le bouton porté par des travailleurs de la compagnie "Atlas Asbestos" (3) à Montréal en 1972, et cette réalité, les mineurs de Thetford la connaissent depuis longtemps.

Les conditions de travail

Elles sont mauvaises à tous points de vue. Les conditions de sécurité sont extrêmement inefficaces. Au moins un accident grave par semaine: le minerai déboule, les convoyeurs se brisent. Les camions dans lesquels le minerai est transporté sont en mauvais état: plusieurs accident causent la mort ou des blessures graves. Dans les moulins, de mauvaises conditions; les normes ne sont pas respectées: souvent il n'y a pas de barrières de sécurité. Les travailleurs travaillent seuls dans un bruit d'enfer: s'ils sont blessés ou pris dans quelque chose, personne ne les entend ou ne les voit. Les contrmaîtres poussent dans le dos des gars, car ils sont payés en partie en pourcentage de la production. Ils ne respectent même pas les mesures minimales de sécurité.

La majorité des gars travaillent sur des shifts, ce qui brise leurs habitudes et leurs nerfs. L'athmosphère de travail est malsaine, le monde ne se connait plus. Les travailleurs épuisés et nerveux ne pensent qu'à la minute où ils pourront sortir de la mine. L'attitude des compagnies face aux conditions de travail est très arrogante. Quand un travailleur est handicappé, plutôt que de le déclarer invalide, la compagnie se charge de lui confier un poste où le gars peut effectuer un certain travail, qui, tout en ne demandant pas un gros effort physique, oblige le gars à rester dans la poussière. Sur les questions de santé, la compagnie dépense plus en publicité (pour éviter qu'on l' "accuse") qu'en véritables installations sanitaires et sécuritaires. Bref, on se conduit avec les travailleurs comme avec des bêtes et on ne se cache pas pour le montrer ouvertement.

Au début des années '60, les travailleurs de l'amiante étaient parmi les mieux payés parmi les travailleurs québécois. Cette situation s'est complètement déterirée. Maintenant, les gars de l'amiante sont parmi les **moins** payés parmi les mineurs: le salaire varie de $3.71 pour les journaliers à $4.60 pour les opérateurs de machinerie. Bref, des salaires assez bas pour ce secteur industriel et très ordinaires à comparer avec les salaires industriels moyens au Québec.

Depuis 20 ans, les conditions de travail en général s'améliorent très peu. Il est vrai que les compagnies suite aux pressions des travailleurs et du public ont installé quelques équipements qui réduisent la poussière, mais de façon complètement inadéquate. D'autre part, la compagnie se rattrape sur d'autres aspects. Ainsi, elle installe de nouveaux équipements de production qui permettent de réduire le nombre de travailleurs et d'accélérer le processus de production. Les cadences sont ainsi augmentées pour un nombre de travailleurs réduits d'année en année. D'habitude, la compagnie ne fait pas de mises-à-pieds, mêmes temporaires. Toutefois, elle encourage les travailleurs à prendre leurs pensions plus tôt. Elle ne remplace pas les travailleurs qui partent. Aujourd'hui, la moyenne d'âge est d'environ 45 ans parmi les mineurs de Thetford. Cette moyenne d'âge a tendance à diminuer cependant, avec le départ des vieux travailleurs et l'embauche de quelques jeunes.

Cette politique agressive des compagnies a pu se développer à cause de la faiblesse syndicale et l'apathie générale. Un autre facteur entre en ligne de compte: l'environnement général des travailleurs. Dans une petite ville comme Thetford, les monopoles miniers dominent en tout: la municipalité, les députés provincial et fédéral, les moyens d'information et de loisirs, le système scolaire. Les travailleurs sont entourés de partout. Un travailleur d'une grande ville comme Montréal ne peut pas imaginer l'atmosphère étouffante et restreinte d'une petite ville minière. Tout le monde se connait, sait si vous allez à la messe, rencontrez des gens le soir, lisez tel ou tel journal, avez telle ou telle opinion. Pas un geste, pas une parole ne passent inaperçus. On tente de connaître toute votre vie. Plus tard, si un travailleur fait preuve de combativité ou de militantisme, tout l'appareil se met en branle pour l'isoler, le marginaliser, le faire passer pour un fou, un illuminé, et parfois, un "communisse"... C'est dans ce contexte que malgré tout, les mineurs résistent et s'organisent. Tout est contre eux, mais les conditions de leur travail et de leur vie finissent par rendre intolérables la soumission et la dépendance.

2) Syndicats et luttes syndicales

En octobre 1915, les mineurs de Thetford débrayaient pour appuyer leurs revendications: augmentation salariale, liberté d'achat dans des magasins autres que ceux de la compagnie; salaire régulier à tous les 15 jours, réintégration de tous les employés sans discrimination après la grève. Cette premier grande lutte des travailleurs de l'amiante se terminait par une victoire et permettait le début de l'organisation syndicale dans la région.

Mais le militantisme spontané des mineurs allait rencontrer un obstacle de taille: le syndicalisme catholique. Celui-ci réussit à s'implanter et à débarquer les unions internationales à cause de l'influence idéologique qu'il exerce sur les travailleurs québécois. (4) Durant les années '20 et '30, les efforts des curés qui contrôlent le syndicat sont mis à "combattre le



communisme" et à prêcher le bon ententisme avec les patrons. Les salaires n'augmentent que très peu. En 1939, pour donner un minimum de force à leurs organisations, les travailleurs décident de créer une fédération des syndicat de l'amiante comprenant les syndicats d'Asbestos, de Thetford Mines et d'East Broughton. Pendant la guerre, les travailleurs se rendent compte de leur force: l'amiante est un produit essentiel et les taux de profit de la compagnie sont tellement hauts que celle-ci préfère céder sur quelques revendications que de voir arrêter la production. Ces quelques petites victoires donnent confiance aux travailleurs que décident d'affronter la compagnie pour de bon. Février 1949: la grande grève illégale débute. Après cette lutte (qui fut une défaite), les travailleurs gagneront des revendications importantes au niveau des salaires et s'installeront dans une prospérité temporaire. La CTCC (5) qui devient bientôt la CSN se vante d'avoir gagné pour les mineurs de l'amiante les plus hauts salaires dans toute l'industrie québécoise.

A partir du milieu des années '60, les gains économiques durement acquis s'évanouissent sous l'effet de la récession économique qui atteint les travailleurs surtout par l'inflation. Pour les mineurs, c'est surtout l'inflation qui réduit constamment leur pouvoir d'achat,



mais c'est aussi la baisse d'importance des mines qui fournissent de moins en moins d'emplois.

C'est à partir de cette période que les travailleurs tentent par divers moyens de résister à cette déterioration de leurs conditions de vie et de travail qui les affecte partout. De nombreux débrayages partiels et généraux ont lieu, durant quelques heures ou quelques jours. Mal organisés et mal soutenus par les structures syndicales sclérosées et conservatrices, les travailleurs s'embarquent dans toutes sortes d'actions spontanées qui en fin de compte donnent peu de résultats. s.

Ainsi en octobre 1969, les travailleurs de l'Asbestos Corporation débrayent pendant trois jours pour appuyer leurs revendications sur une question de stationnement. Au début, la lutte n'implique que quelques travailleurs, mais la nouvelle se répand et plus de 1,800 gars sortent trois jours pour une question très mineure.

En 1971, d'autres débrayages ont aussi lieu sur diverses questions: accrochages avec des contremaîtres baveux, question de surtemps ou de sécurité, etc...Le climat de "bon ententisme" se détériore peu à peu.

La grève de mai 1972

La grève des 210,000 travailleurs des entreprises publiques et para-publiques éclate et s'étend partout. Le gouvernement veut briser le mouvement avec des injonctions et des emprisonnements. C'est alors que les dirigeants syndicaux tentent de faire débrayer tout le monde. A Thetford, la CSN rassemble les mineurs qui semblent en général favorables à un débrayage. La CSN comme d'habitude ne fait aucun travail d'explication et d'organisation pour que les travailleurs dépassent leur enthousiasme du moment et comprennent exactement pourquoi ils sortent. Malgré cela, les gars sortent: on occupe le poste de radio, on ferme les magasins. Le climat est bon: solidarité et force ouvrière sont des mots qui commencent à prendre un sens. Pourtant, au bout de 4 jours, le mouvement s'essouffle. Toutes sortes d'informations circulent. Les mineurs voient que les travailleurs de l'Hydro et d'autres services rentrent. Certains travailleurs font circuler une pétition demandant le retour au travail. L'élite locale organise une tempête énorme de propagande condamnant les "révolutionnaires" à la tête de la CSN.

Isolés et inorganisés, les travailleurs ne savent plus quoi penser. L'exécutif du syndicat ordonne le retour au travail qui se fait sans heurts. L'enthousiasme et la participation du début font place à un désillusionement et à un cynisme encore plus grand. Les leaders syndicaux blâmeront l' "Apathie" des travailleurs alors qu'en fait ce sont eux les grands responsables. L'action spontanée et inorganisée des travailleurs ne peut pas remplacer l'organisation et un long travail de formation.

le taux de mortalité dans une usine d'amiante aux USA

Dans une enquête médicale réalisée auprès des travailleurs de l'usine Manville au New Jersey (une usine de transformation de l'amiante en produits finis), l'on révéla que 199 des 689 travailleurs de l'usine étaient morts entre 1959 et 1972. Sur ces 199, au moins 96 étaient morts à la suite de maladies contactées à cause de l'amiante.

maladies	nombre de travailleurs	%
cancer des poumons	27	14
Mésothéminiel	15	8
Cancer des intestins	13	7
Autres cancers	17	9
Amiantose	24	12
Autres causes	103	52
total	199	102

Le contrat de '72

Peu après les événements du Front commun, c'est la négociation pour le renouvellement de la convention collective dans les mines syndiquées à la CSN. Celle-ci n'a pas de véritable stratégie face à la négociation. Elle se laisse imposer un cadre par les compagnies. La CSN publie une brocure dans laquelle elle décrit l'expansion économique de l'industrie de l'amiante et la position stratégique qu'y occupent les mines québécoises, voulant démontrer par là que les revendications des travailleurs ne sont pas exorbitantes. On y écrit:

"Sachant que l'augmentation annelle moyenne du prix de la tonne d'amiante au Québec est de l'ordre de 4%, on en déduit que cette augmentation couvre la hausse des salaires en laissant en outre une marge suffisante pour l'augmentation des profits..."

Cette citation traduit bien l'esprit des syndicats: présenter des revendications qui "permettent aux compagnies de continuer leurs profits". Donc, il ne faut pas en demander trop... Et c'est effectivement ce que la CSN fait: augmentation ridicule de 6.4% en trois ans, ce qui donne aux mineurs le fantastique montant de 65 cents d'augmentation sur trois ans, une véritable farce si on regarde l'augmentation du coût de la vie durant la même période.

Après la fin des négociations, qui se terminent à l'amiable (on imagine le contentement de la compagnie), les 3,000 travailleurs de la Johns-Manville à Asbestos se retirent de la CSN. Deux facteurs jouent: d'abord, le fait que les dirigeants locaux n'aient pas prisé le "tournant" de la CSN (5) ces derniers temps et la grève de mai '72. Les dirigeants locaux suivent la voie des réactionnaires Dalpé, Dion et Daigle. D'autre part, pour la masse des gars, c'est un débat qui n'a aucune signification. Pour eux, c'est un changement de clique et ils ne s'en préoccupent pas. La CSN locale et nationale ne leur avait jamais rien donné. Passer à la CSD, c'est tout simplement un changement de décor avec les mêmes acteurs et la même pièce.

Durant l'hiver et le printemps '73, la situation est assez calme. C'est la grande tranquilité syndicale pour un autre trois ans. Aux assemblées, il n'y a jamais plus de 100 gars dans des mines de plusieurs centaines de travailleurs. Au printemps '73, dans une des mines de Thetford, un accrochage plus sérieux survient: débrayage général de trois jours. Un mineur est suspendu parce qu'il ne se présente pas au travail pour aller au marriage de son meilleur ami. Dans la négociation, il est stipulé qu'un congé peut être accordé pour un marriage d'un parent seulement. L'attitude ridicule de la compagnie fait déborder le vase: on sort en masse. L'exécutif syndical s'empresse d'arrêter le mouvement et de faire rentrer les gars. Le cas du travailleur suspendu va en arbitrage, selon la procédure "légale" et "normale".

L'automne dernier, ce sont les élections provinciales. Les dirigeants syndicaux de la CSN mettent leurs beaux habits et font faire du porte à porte pour le Parti libéral, ou pire, pour l'Union national (dont le président du Conseil Central de ls CSN est l'organisateur en chef) ou les créditistes. Les plus "progressistes" sont du côté du PQ, mais celui-ci est encore très faible. (6) La majorité des mineurs, poussés dans le dos par leurs exécutifs et l'élite locale voteront libéral (avant ils votaient créditiste), avec une forte minorité pour le PQ. (Dans l'absence d'une alternative ouvrière, le P.Q. et son programme social-démocrate apparait progressiste pour ces travailleurs.)

Un comité de travailleurs

Au mois de novembre, un groupe de travailleurs s'organise de façon indépendante du syndicat. Leur objectif est encore imprécis, mais on veut généralement tenter de sortir de l'apathie syndicale et générale. Le conité publie un petit journal dans lequel il écrit:

"... Nous voulons devenir un groupe de travailleurs qui a un but bien précis: développer une vie de solidarité dans tous les plans.

Pour que ce but devienne une réalité bien vivante, nous nous donnons plusieurs tâches qui touchent tous les aspects, toutes les organisations des gars des plans: autant le syndicat, le comité de santé et de sécurité, la vie quotidienne dans les départements, etc...

C'est à travers la construction de notre unité partout où elle devrait exister que nous ferons sentir notre présence.

Et c'est avec les gars qui voient la nécessisté de cette solidarité que nous allons travailler. Le comité de travailleurs, il sera formé de tous ceux qui seront près à donner de leur temps, à réfléchir, à donner l'exemple autour d'eux, à mettre en pratique leurs idées de solidarité... "

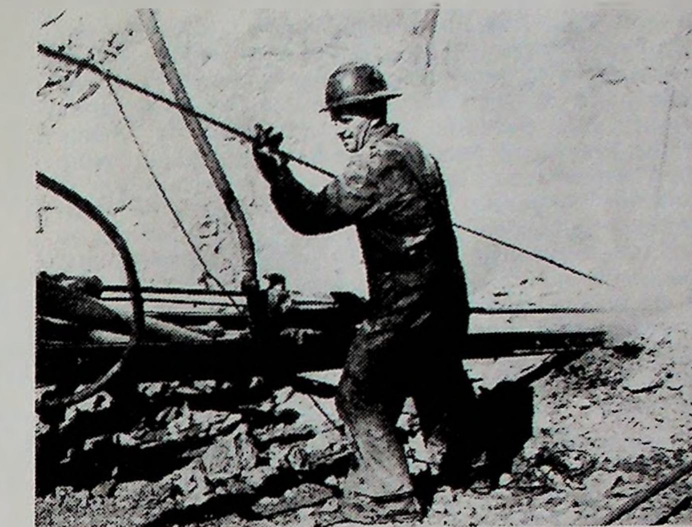
L'apparition d'un groupe de travailleurs est un changement important dans les mines. Malgré la jeunesse et le manque d'expériences du groupe, les travailleurs combatifs peuvent faire une première tentative pour combattre la passivité et le "bon-ententisme" des dirigeants syndicaux. Toutefois, les travailleurs combatifs savent que le syndicat est un instrument essentiel pour la défense de leurs intérêts. Il faut donc rebâtir le syndicat, et non le détruire. Les travailleurs en général sont passifs face à la situation. En plus d'être fortement influencés par toute l'idéologie bourgeoise de la consommation (les gadgets du genre skiddos, etc...), ils ont perdu confiance dans les possibilités de transformation du syndicat. Ils sont passifs.

Dans le journal de groupe de travailleurs, on écrivait:

"...Nous ne pensons pas que pour renforcir notre syndicat, il faut attirer le monde à l'assemblée générale en faisant tirer des prix. Il va falloir patiemment reconstruire un esprit, une vie syndicale chez tous les gars de la mine.

Le comité va travailleur à mettre en pratique les 3 grands principes que nous croyons être à la base de la reconstruction d'un syndicat FORT ET UNI...

- la démocratie: pas seulement aux assemblées générales une fois par mois mais à tous les jours chaque fois qu'il faut se grouiller. Ce n'est pas seulement le



Un mineur dans la poussière

délégué qui doit se grouiller, c'est tout le monde...

- Le militantisme: il va falloir que notre syndicat soit présent dans la mine, que les gars quand ils sont dans la mine s'aperçoivent tous les jours que leur syndicat est près d'eux...

- La combativité: de plus en plus, on voit que la discussion, ça ne marche plus avec la compagnie. Les problèmes qu'on a à la mine, on va prendre les moyens pour les régler, on va montrer à la cie qu'on est là. On va apprendre à trouver nous-mêmes des solutions à tous nos problèmes et à les réaliser nous-mêmes quand il le faudra, en tous cas à les imposer à la cie..."

3) La lutte de février

Le contexte de l'hiver est le suivant: le monde est mécontent. A chaque mois, on annonce les taux d'inflation et on s'en rend compte sur les budgets. Le syndicat, continue comme avant dans la passivité.

Au début du mois de février, les travailleurs de Thetford annoncent que les mineurs d'Asbestos ont passé un "deal" avec la compagnie. Leur syndicat CSD avait réussi à obtenir un "boni de vie chère"- 2% d'augmentation, de 8 à 18 cents dépendant du salaire de base— et cela en échange de cela, le syndicat donnait le droit à la compagnie d'obliger les gars à faire du surtemps le dimanche.

A l'annonce de cette nouvelle, les syndicats de Thetford, la CSN et les Métallos, se sentent devancés. Ces derniers temps, ils parlaient de la prochaine négociation et d'un front commun inter-syndical (qui évidemment excluerait la CSD). Rien ne se passe pour quelques jours.

Puis soudainement, les travailleurs de la base. sans aucune consultation avec les syndicats, commencent un mouvement spontané de ralemtissement du travail, une "grève du zèle": ils respectent à la lettre les instructions de sécurité; par exemple. les camions ne roulent plus qu'à 5 milles à l'heure alors qu'avant, ils se promenaient à 30-35 à l'heure. Le mouvement s'étend dans toutes les mines de la région. Les revendications des travailleurs: une augmentation de vie chère égale pour tous: "les petits salariés subissent l'inflation autant que les gros". Et de plus, ils refusent de marchander avec la compagnie la question du surtemps.

La compagnie réplique, puis les syndicats

Pendant une semaine et demie, la production diminue d'environ 30%. Il est difficile pour la compagnie de

prendre des mesures disciplinaires puisque les travailleurs respectent les règlements même de la compagnie à la lettre! Pour arrêter le mouvement, les compagnies de Thetford décident d'annoncer à grands renforts de publicité qu'ils accordent la même augmentation qu'à Asbestos, de 8 à 18 cents de l'heure selon les salaires. De plus, elle ne demande pas le surtemps obligatoire. La compagnie décide même de mettre en vigueur l'augmentation tout de suite, et avec en plus une rétroactivité au premier janvier. Dans les faits, cela donne aux travailleurs clair dans leur poche de $2. à $4. de plus par semaine, une farce plate compte tenu de l'augmentation des prix pour des produits essentiels comme l'alimentation, le vêtement, le loyer... (d'autant plus qu'avec l'augmentation des cotisations syndicales et de l'impôt, le salaire réel a diminué...)

Face à cette grandeur d'âme des compagnies, les syndicats sont bien prêts à répondre à l'affaire. Le dimanche, presque deux semaines après le déclenchement de la grève du zèle, les syndicats organisent une "assemblée monstre", une grosse réunion où tous les mineurs sont convoqués. Plus de 3,000 personnes sont présentes, pour montrer leur détermination à se battre contre quelque chose qui les frappe dur. Les leaders syndicaux font de grands discours, dénonçant les compagnies et les gouvernements. Lorsqu'il s'agit de parler de l'action toutefois, on est plus "modéré" chez les leaders syndicaux. On "recommende" aux mineurs de cesser leur mouvement. "On peut avoir des injonctions ou des amendes"... "on est mieux d'attendre à la prochaine négociation". Les travailleurs demandent; "c'est quoi la vitesse permise dans notre travail? Est ce que les compagnies peuvent nous obliger à travailler malgré leurs propres reglements?" Les leaders syndicaux sont muets face à ces questions. Les travailleurs militants distribuent un petit pamphlet dans lequel ils disent:

"L'employeur augmente la production, pour faire plus de profits, et en même temps on garde l'ouvrier au plus bas salaire possible. On constate de plus en plus une marge entre les deux classes de cette société. C'est-à-dire que ton salaire même s'il est plus gros tu en profites moins car ton pouvoir d'achats est moindre...

Avec le coût de la vie qui en '73 a monté de près de 10% et qui en '74 s'annonce de monter encore plus haut, il serait normal que l'on reçoive un réajustement de salaire qui serait équivalent avec cette hausse. Non pas un petit 2% comme nos confrères de Jonh Mansville..."

Mais l'assemblée se dissout sans aucun moyen d'organiser la poursuite de la lutte. Etant donné que c'est une "assemblée d'information", comme le disent les chefs syndicaux, on ne prend pas de vote et chacun retourne chez lui isolé et sans perspective.

Les jours suivants, malgré quelques sursauts de résistance ici et là, la lutte s'évanouit. Face aux pressions des syndicats qui surveillent les gars et leur disent de "produire comme avant", chaque travailleur ne peut résister tout seul dans son coin. La production ne revient à la normale qu'après plusieurs semaines.

Les travailleurs ont quand même appris certaines choses. Ils se disent "C'est une partie remise", pour l'automne prochain, aux prochaines négociations. D'autre part, on commence aussi à voir plus clair chez les syndicats et surtout à constater que la lutte est possible, même sans l'appui des leaders syndicaux...

4- Les perspectives actuelles

La situation après la lutte est la suivante. Pour les travailleurs, en particulier les plus combatifs, la tâche principale consiste à préparer la prochaine convention collective, tout en continuant à diffuser les idées d'unité et de solidarité. Il faut être en mesure de répliquer à la stratégie des syndicats qu'ils ont déjà commencé à mettre de l'avant.

La CSN a lancé sa campagne. "L'Année de l'amiante", a déclaré Marcel Pépin. On a aussi formé un "comité populaire à Thetford". une autre balloune syndicale pour justifier sa raison d'être. Car en fait, tout est là. La CSN ne fait rien. Elle ne fait rien depuis 20 ans. Son renouveau de "militantisme", c'est pour se justifier, aussi bien à Thetford que partout au Québec. Avec les Métallos, la CSN a peur de se faire marauder par la CSD.

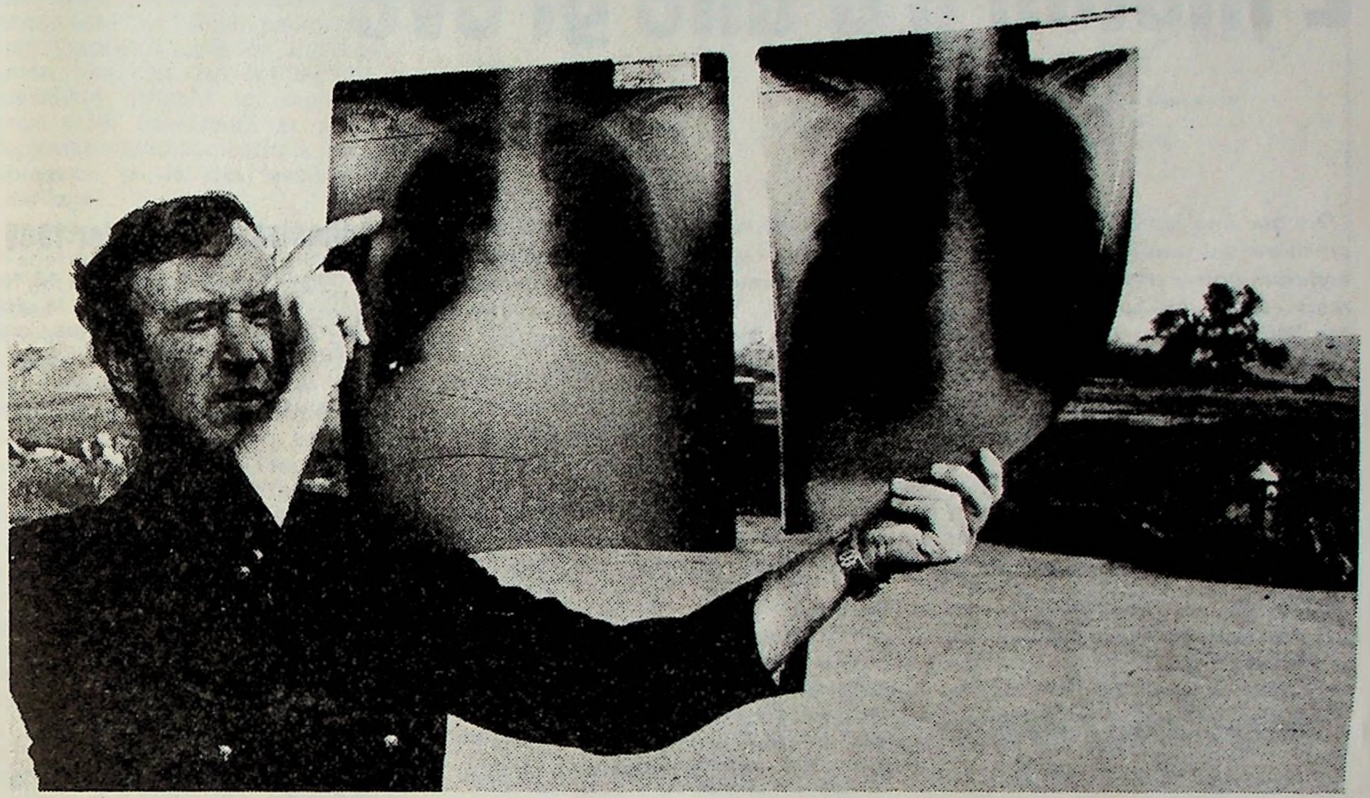
Mais le fonds de l'affaire reste le même. On peut le voir dans le style de négociation que met de l'avant la CSN: tout est centré sur l'amiantose. Les travailleurs plus combatifs pensent que c'est une stratégie qui favorise la compagnie. Pour eux, la question de l'amiantose, de même que les autres questions de conditions de travail devraient être secondaires par rapport aux questions monétaires (8), ce qui frappe le plus durement à court terme les mineurs. De plus, il est facile de négocier des clauses régissant les conditions de santé et de sécurité. Mais c'est autre chose de les faire appliquer. Déjà dans la convention actuelle, il existe plusieurs clauses qui ne sont même pas respectées par les compagnies. Le syndicat n'est pas équipé pour faire des enquêtes, les inspecteurs gouvernementaux sont corrompus ou absents; bref, la compagnie au beau jeu. Donc, pour les dirigeants syndicaux qui connaissent bien cette situation d'ailleurs, mettre le paquet sur l'amiantose, c'est déjà un moyen pour ne pas revendiquer des conditions salariales qui seraient "nuisibles" aux profits des grands monopoles. Pour eux, c'est là une autre leçon sur le mouvement syndical, comme quoi il a plusieurs chats dans son sac; il utilise même un pseudo-militantisme pour freiner l'avance des travailleurs.

Pour les travailleurs plus combatifs, il faut remettre les choses à leur place. La lutte sur les conditions de santé est très importante, mais il ne faut pas se servir **verbalement** de cela pour justifier la bureaucratie syndicale. Celle-ci cependant ne se laisse pas critiquer sans rien faire. Ainsi, alors que les syndicats proclament leur militantisme et se disent prêts à appuyer des initiatives de la base, ils empêchent pratiquement les travailleurs combatifs de s'organiser en les faisant passer pour des anti-syndicaux, voire des maraudeurs pour la CSD.

Un autre moyen de préparer les conditions parmi les mineurs, est de renforcir et de solidifier un véritable comité de sécurité syndical. Actuellement, le comité de sécurité, c'est comme un concierge. Il "avertit" le patron de problèmes secondaires. D'ailleurs, les représentants patronaux y sont majoritaires. Pour les militants, il va falloir tenter de bâtir un véritable comité de sécurité, contrôlé par les travailleurs et faisant un travail d'explication et de dénonciation sur les conditions imposées par les compagnies.

Un des problèmes majeurs qui empêchent les travailleurs combatifs dans les mines de s'organiser est celui des **femmes**.

En effet, si les mineurs eux-mêmes sont marqués par l'embourgeoisement et les multiples bébelles de la "société de consommation", les femmes des mineurs le sont encore plus, isolées dans leur cuisine et dépendantes de l'environnement social immédiat. Depuis toujours, les femmes des travailleurs craignent: pour le salaire, pour la job, pour les enfants. Si le mari perd sa job à la mine et est reconnu comme un militant, il va falloir tout lâcher et partir: il ne trouvera plus d'emplois.



Le Dr Guy Blanchard, de Valleyfield. À droite, une radiographie d'un poumon normal; à gauche, les effets de la fibrose pulmonaire due à la silice. (Photo Le Devoir, par Claude Léger

Pour solutionner cette contradiction, des militants des mines, en collaboration avec des travailleurs d'autres shops de la région de Thetford, organisent des cours de formation, durant lesquels ils tentent ensemble de se clarifier les idées, les hommes et les femmes, sur la nature de notre société et de leur travail.

Ce travail de formation et d'unification politique des travailleurs et de leurs femmes permettra de bâtir quelque chose de solide, et non une structure fragile qui s'écroulerait après les négociations.

La situation que doivent affronter ces militants est extrêmement difficile: ils doivent être capables de lier concrètement les revendications de base des travailleurs sur le plan économique et syndical avec la nécessité de bâtir un nouveau style d'organisation et de fonctionnement: c'est-à-dire pouvoir mener les luttes syndicales et économiques, tout en transformant le syndicat et en bâtissant une structure autonome, qui soit à la fois à l'intérieur et à l'extérieur des syndicats. Les conditions d'isolement et de répression particulièrement dures ne facilient pas le travail non plus.

C'est là généralement la situation actuelle parmi les travailleurs. C'est la longue marche vers l'organisation et la lutte qui commence à peine. Il y aura plusieurs années de victoires et de défaites à venir avant que les travailleurs de l'amiante, de même que tous les mineurs québécois, puissent s'organiser à la base et mettre un terme à leur exploitation.

notes

1) Il faut cependant distinguer la situation économique québécoise et celle des pays du Tiers Monde, où la domination impérialiste s'exerce avec beaucoup plus de force. Au Québec, une plus grande partie des matières premières sont transformées sur place et une partie des profits plus considérable retourne aux travailleurs.

2) Voir à ce sujet l'excellent **DOSSIER AMIANTOSE** préparé par des militants du CAP Santé de Montréal. Disponible à la librairie progressiste.

3) Des travailleurs de l'"Atlas Asbestos" qui menaient une campagne contre l'amiantose subirent la répression patronale (suspensions, congédiements...) en 1972.

4) En ce temps, les unions internationales étaient souvent dirigées par des militants progressistes et présentaient des aspects plus militants. Voir à ce sujet l'histoire du mouvement ouvrier américain, in **Mobilisation**, vol.3, no.4 et 5.

5) Pour une analyse de la scission CSN-CSD et de la situation dans le mouvement syndical de cette époque, on peut relire le texte "Débuts d'un mouvement socialiste à Montréal", pp.31-38, in **Mobilisation**, vol.3, no.1.

6) Un des candidats du PQ dans la région, J.J. Lafontaine est un permanent de la CSD.

7) Les comités populaires de la CSN furent lancés par Pépin lors du dernier congrès de la CSN.

8) Cette condition est particulière aux mineurs de Thetford. A d'autres endroits, les travailleurs combatifs et les organisations de base mettent plus d'emphase sur la question des conditions de santé et de sécurité.

Asbestos 1949

L'histoire d'une grève

Dès que l'on parle des conditions de travail des mineurs et de leurs luttes pour améliorer ces conditions et transformer la situation, l'on pense immédiatement à certaines grèves très dures qui ont marqué non seulement les mineurs impliqués mais aussi la société québécoise en général. Deux grèves ressortent particulièrement: celle d'Asbestos en 1949, et celle de Murdochville en 1957.

Mobilisation présente donc dans de dossier sur les luttes ouvrières dans les mines une courte chronologie de la grève d'Asbestos. Deux raisons motivent ce choix: premièrement, c'est une grève dont on parle depuis fort longtemps, une grève qui, répète-t-on souvent, marque le début d'un changement au Québec... et pourtant nous en savons fort peu de choses: deuxièmement, la grève d'Asbestos a des retombées directes sur le mouvement ouvrier des Cantons de l'Est et sur les efforts et tentatives des militants ouvriers progressistes de cette région, tels ceux de Thedford Mines, qui nous présentent un bref aperçu de leur travail dans ce numéro-ci.

Il faut préciser toutefois que cette chronologie ne comporte pas d'éléments d'analyse. C'est une lacune importante, il va sans dire, mais qui par ailleurs n'a pu être comblée, et ne saurait l'être, sans un travail important de recherche qui puisse nous fournir des éléments essentiels pour comprendre la véritable portée de cette grève. Car, croyons-nous, il n'y a pas eu encore d'analyse marxiste de cette grève et, dès lors, il ne peut exister de juste explication, ni de véritable compréhension de la grève d'Asbestos.

Le livre sur la grève de l'amiante (par Pierre Elliott-Trudeau), les différents interviews de Rodolphe Hamel (un des principaux leaders de la grève), dans un vidéo où ce dernier rappelle une série de luttes des mineurs ainsi que les péripéties de la grève, sont certes des éléments intéressants. Mais ces éléments témoignent principalement de deux choses: d'une part, il y avait des militants syndicaux et des travailleurs combatifs qui ont affronté les boss et les compagnies américaines, Duplessis et son gouvernement, ainsi que les "bras du régime", c'est-à-dire la Police Provinciale alors véritablement déchainée; d'autre part, il y avait des éléments de la petite-bourgeoisie libérale, ennemi du duplessisme, et qui profiteront de cette grève pour faire avancer leurs idées [nous pensons ici à Trudeau, Marchand, Pelletier, voire à Drapeau qui fut l'avocat des mineurs!]

Ces deux éléments, c'est-à-dire des travailleurs combatifs d'une part et des opportunistes petits-bourgeois d'autre part, exigent que nous creusions plus à fond la réalité et la portée de cette grève. Autrement nous pourrions tomber facilement dans le gauchisme qui condamne aveuglément sans procéder par l'analyse matérialiste ou bien dans l'idéalisme ouvriériste qui glorifie toute lutte et sème ainsi des illusions futiles sur la force de la classe ouvrière. En d'autres mots, il faut éviter la critique sectaire, tout autant que les louanges à propos de toute lutte ouvrière quelqu'en soient les véritables objectifs et son véritable caractère.

Les deux éléments mentionnés et les déviations relevées nous semblent forts importants actuellement, en cette période où nous voyons plusieurs conflits qui témoignent de la combativité de la classe ouvrière et qui illustrent également les efforts d'éléments de la petite-bourgeoisie pour récupérer ces luttes [nous pensons particulièrement aux péquistes prétendument "de gauche"].

C'est donc avec ces réserves que nous présentons cette chronologie et dans la perspective de se pencher sérieusement sur certaines grèves importantes du passé, dont celle de Murdochville, afin d'apprendre les leçons et acquis de ces luttes. Nous reviendrons donc prochainement sur cette question.

Asbestos: le 13 février 1949

Nous sommes au soir du 13 février 1949. Les travailleurs de la Johns-Manville d'Asbestos dans les Cantons de l'est viennent de voter à l'unanimité pour la grève générale et illégale (puisque le contrat n'est pas terminé).

Le 14 février, c'est au tour des travailleurs de Thetford Mines d'entrer en grève. L'Asbestos Corporation, la Flintkoke Mines et la Compagnie Johnhson cessent leurs activités.

En tout, 5,000 grévistes (2,000 à Asbestos, 3,000 à Thetford) décidés à mener une grève illimitée dont l'enjeu principal (à côté des revendications salariales) sera de faire reconnaitre dans les faits et non plus seulement sur papier leur syndicat affilié à la centrale québécoise: la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (C.T.C.C.). Depuis août 1947, la Fédération de l'industrie minière qui regroupe les syndicats locaux dont ceux de l'amiante et affiliée à la CTCC a reçu le mandat de négocier les contrats de travail et a obtenu en octobre '47 sa certification de la Commission des relations ouvrières. Les négociations de 1948 étaient le premier tour de force de la Fédération et de la CTCC dans l'industrie de l'amiante. La Fédération devait donc consolider ses positions par ces négociations et, d'autre part, les travailleurs impliqués, dont les expériences antérieures de lutte posaient clairement la nécessité d'appartenir à une centrale forte et reconnue, devaient absolument faire reconnaître leur affiliation à la centrale.

Durant de nombreuses années, autant à Asbestos qu'à Thetford, les mineurs avaient dû lutter dur pour leur syndicalisation. Sous l'influence des curés et de la pensée sociale de l'Eglise qui avançait à la fois la nécessité d'une organisation syndicale pour défendre les droits des employés et l'appartenance aux syndicats catholiques et non aux internationales, les mineurs de l'amiante se retrouvaient en majorité à l'intérieur de la CTCC.

A l'époque (comme maintenant d'ailleurs), la CTCC devait souvent affronter les unions internationales qui cherchaient également à s'implanter au Québec. La CTCC affrontait aussi mais avec plus d'acuité le régime réactionnaire de Duplessis qui cherchait à garder le Québec dans la "basse-cour" de l'Amérique industrialisée. Opposé à toute forme d'organisation syndicale qui eut signifié la possibilité d'établir un rapport de force entre travailleurs et patrons, Duplessis voulut combattre à force de répression et de lois fascistes les syndicats.

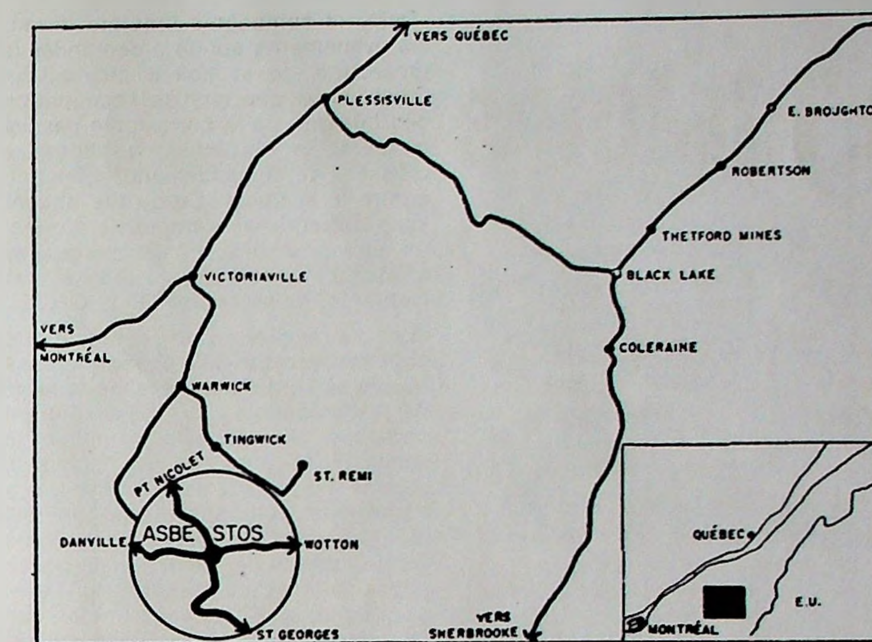
Lorsque surgit le conflit de l'amiante, ce sont les travailleurs eux-mêmes qui en ont décidé. Frustrés dans leurs justes demandes durant toute la période de la guerre à cause de lois gouvernementales sévères, les mineurs devaient à ce moment gagner l'essentiel: la reconnaissance syndicale. Trop longtemps, ils avaient dû lutter seuls contre les patrons tout-puissant sans organisation efficace et trop longtemps, les patrons avaient eu le dessus. C'est surtout à Asbestos que les luttes prirent souvent la tournure de l'affrontement violent avec la toute-puissante Jonhs Manville, compagnie américaine la plus importante dans l'industrie de l'amiante. La mine d'Asbestos fournissait des moulins très importants aux Etats-Unis, mais la Johns Manville voulait quand même garder la main forte sur ses employés. Toujours, sa politique avait été de maintenir un régime sévère et des relations industrielles autoritaires avec ses employés. Déjà, les mineurs avaient mis dehors de la ville un gérant qu'on jugeait être un véritable bourreau. Si la grève de '49 a pris une telle tournure violente, c'est en bonne partie à cause de l'intransigeance et l'attitude provocante de la compagnie secondée par le gouvernement provincial: refus de reconnaître la CTCC comme représentante des travailleurs, l'appel à la police provinciale, l'embauche de scabs, etc...

Les travailleurs et les dirigeants syndicaux

La lutte dans l'amiante en '49, ce ne sont ni les élites ni les dirigeants syndicaux qui l'ont faite, mais bien les 5,000 travailleurs engagés côte-à-côte et solidaires jusqu'à la fin. Ce sont eux qui ont choisi la grève illégale au lieu de l'arbitrage. Ce sont eux qui ont souffert les privations et les coups de matraque. Ce sont eux encore qui ont maintenu l'esprit de lutte durant plus de cinq mois.

Les dirigeants syndicaux parmi lesquels figure Jean Marchand, alors

Carte de la région de l'amiante



secrétaire de la CTCC, et actuel ministre des transports à Ottawa, ont sû bien tirer leur épingle du jeu. Toujours présent pour faire les discours et pour négocier des compromis, Marchand fut l'un de ceux qui retint le plus les travailleurs, afin "qu'ils n'aillent pas trop loin". Bien que de nombreuses initiatives des mineurs furent issues du pur "spontanéisme", ils étaient prêts à aller plus loin que leur direction. Ceci se comprend en effet, en songeant que ce sont les travailleurs eux-mêmes qui ont à subir les conditions et la politique de travail des compagnies. La direction syndicale issue de la petite-bourgeoisie libérale était bien prête à organiser les ouvriers mais dans le seul but de règlementer la vie ouvrière en leur donnant un statut légal reconnu par les patrons et par l'Etat. Il ne s'agissait pas bien sûr pour eux d'affronter le capital dans ses fondements mêmes. Ceci ne va pas à l'encontre des besoins immédiats des travailleurs. La syndicalisation est essentielle afin d'assurer le minimum de protection aux travailleurs, mais elle sert également aux patrons en regroupant les travailleurs à l'intérieur d'organisations tenues par des règlements stricts de respecter les lois, qui sont les lois des patrons.

A Asbestos, les "progressistes" du temps sont: Gérard Pelletier, actuel ministre fédéral, P.E. Trudeau, le premier ministre aujourd'hui et pour compléter ce beau tableau, Jean Drapeau, l'actuel maire-dictateur de Montréal.

Tous à cette époque sont farouchement opposés au régime Duplessis. Les grèves ouvrières, telle celle de l'amiante, ne sont-elles pas pour eux l'occasion d'étaler au grand jour leurs idées libérales et "progressistes" afin de se préparer le chemin pour demain?

Les événements d'Asbestos

Les négociations de 1948 débutent le 10 décembre par une rencontre entre les représentants de l'Asbestos Corporation et de la Compagnie Johnson et les officiers de la Fédération de l'industrie minière. Le même groupe se réunit les 11, 20 et 21 décembre '48 et le 7 janvier '49.

A Asbestos, les représentants de la compagnie Johns Manville prennent contact avec les officiers de la fédération le 24 décembre '48. On se rencontre les 4,5 et 10 janvier '49. Les négociations directes sont rompues le 14 janvier. Le 1er février, un conciliateur du ministère provincial du travail arrive à Asbestos pour y tenir plusieurs réunions avec les deux parties jusqu'à la rencontre du 10 février où le recours à l'arbitrage est recommandé par les négociateurs patronaux et syndicaux.

Nous relatons ici les faits qui surviennent à Asbestos puisqu'à Thetford, il n'y eut ni scabs, ni police provinciale. Toutefois, les travailleurs de Thetford iront à plusieurs reprises prêter main forte à leurs camarades d'Asbestos.

La grève commence dans le calme, presque dans la "sérénité" pourrait-on dire. Les travailleurs sont convaincus de la justesse de leurs actions et sont



A l'entrée de la mine

appuyés par la fédération et la CTCC. Le soir du 13 février, lors de la décision d'aller en grève, Marchand demande un sursis de 48 heures pour rencontrer le ministrère du travail Antonio Barette, mais les travailleurs d'Asbestos refusent de retarder la grève. Déjà, les travailleurs d'Asbestos avaient eu recours à l'arbitrage, et déjà ils avaient fait l'expérience de la collaboration patrons-Etat. Les temps n'ont pas changé!

Le chef de la police municipale apporte son appui à la grève en offrant son bureau au représentant de la CTCC et en assermentant quelques grévistes comme "constables spéciaux" chargés de maintenir l'ordre sur les lignes de piquetage.

Le mardi 15 février, le gouvernement provincial prend officiellement position sur la grève, en condamnant la grève dite "illégale", en offrant de former un tribunal d'arbitrage si les travailleurs retournent au travail, et en menaçant de retirer la certification syndicale.

Dans l'après-midi du 16 février, un long débat a lieu à l'assemblée législative. Le ministre Barette parle des efforts conjugués du gouvernement et des compagnies d'amiante pour diminuer les effets des maladies industrielles. Ce qui est faux. Il parle également contre les chefs syndicaux.

Au plan local, aucun incident. Le 17 février, on tient une assemblée générale à laquelle les travailleurs réitérèrent leur appui à leurs chefs syndicaux.

Déjà la compagnie inquiète devant les évènements songe à demander la protection de la police provinciale. C'est ainsi que lors de l'occupation des bureaux de la compagnie par les mineurs. le 18 février. les boss se pressent de demander une injonction contre le syndicat. Ce qu'elle obtient sans difficulté et s'empresse d'intenter une poursuite en dommages de $500.000 contre le syndicat de l'amiante. la fédération et la CTCC.

Le 19 février. une centaine de policiers provinciaux pénètrent dans la ville et se dirigent vers les terrains de la compagnie. Ils ne rencontrent personne aux barrières puisque le syndicat a prévenu les grévistes d'éviter les incidents et qu'il les a convoqués à une assemblée générale où l'on va discuter de l'injonction, de la poursuite et de l'arrivée de la police provinciale. Après l'assemblée, l'exécutif syndical et le conseil municipal rencontrent l'inspecteur général en tête des policiers. Celui-ci les assure qu'ils ne sont là que pour protéger les terrains de la compagnie et ne veulent pas entraver la marche de la grève.

Dès ce jour, les préposés à l'entretien et les gardiens quittent leur poste sous l'ordre du syndicat. Les contremaîtres et la gérance doivent remplacer les ouvriers pour assurer l'entretien de l'équipement.

Le 21 février, le conseil municipal proteste contre la présence de la police provinciale (PP).

A la fin de l'après midi, la nouvelle de la décertification des syndicats de l'amiante et de la Fédération par la Commission de relations ouvrières est confirmée.

Le 2l février, le ministre Barrette reçoit une délégation syndicale composée de dirigeants de la CTCC. Il parle de l'illégalité de la lutte.

Le 29 février, nouveau débat à l'assemblée législative sur la grève. Duplessis déclare que les chefs syndicaux sont des "saboteurs avant d'être des ouvriers". Nous sommes en plein débat sur le bill 60 (loi anti-ouvrière concernant le système d'arbitrage applicable aux différents entre les corporations municipales et scolaires et leurs employés). Duplessis dit aussi:

"... Ce sont pas les ouvriers qui ne sont pas satisfaits, mais certains chefs syndicaux qui mettent leur intérêt à eux avant celui des ouvriers et qui cherchent à causer du trouble..."

Ce même jour. la Johns Manville publie une grande déclaration en 15 points: elle affirme que les négociations ne peuvent pas reprendre avant le retour au travail. Elle se réjouit de la présence de la PP.

Le lendemain. Barette offre immédiation afin de hâter la fin du conflit. Ses conditions sont les suivantes: 1) retour au travail immédiat: 2) reprise des négociations directes entre la compagnie et les ouvriers sans conciliation et advenant la non-réussite. il s'offre comme médiateur sans passer par l'arbitrage; 3) s'il agit comme médiateur, il n'accepte pas cependant de rencontrer les dirigeants des syndicats locaux et ceux de la fédération. Il exclut ainsi les représentants de la CTCC. Les grévistes refusent.

Les blocs se forment

Déjà, seulement deux semaines après le début de la grève, la situation devient très tendue. L'échec des négociations, le retrait de la certification syndicale, la coalition gouvernement-patrons, la présence de la PP, autant de faits qui démontrent l'affrontement existant entre les deux parties. La Johns Manville décide d'attaquer de front en lançant d'une part une campagne publicitaire dans l'opinion publique contre l'illégalité de la grève. Elle envoie également des lettres individuelles aux grévistes les enjoignant de reprendre le travail et dénonçant les chefs syndicaux. Les milieux professionnels et d'affaires de la région appuient l'offensive de la compagnie.

Du côté syndical, on met sur pieds divers comités: comité de grève (chargé de la stratégie de la lutte), comité de loisirs (chargé d'organiser diverses manifestations), comité de secours et comité de magasin (chargés d'assurer la distribution des biens d'achats dans les magasins de la ville et des provisions envoyées aux mineurs pendant la grève).

Le syndicat organise plusieurs assemblées générales régulièrement pour informer les travailleurs et leurs épouses des derniers développements.

La PP commence à patrouiller systématiquement les rues de la ville et un gréviste ayant oublié son permis de conduire est amené à Sherbrooke et condamné à une amende de $130 (on lui offre de ne pas payer son amende s'il veut retourner au travail...)

Le 12 mars, les grévistes recoivent une souscription des étudiants de l'université de Montréal qui leur écrivent pou, leur manifester leur appui.

Après sa campagne publicitaire, la compagnie commence à engager des briseurs de grève, mieux connus sous le nom de **scabs**..



L'immense puit à ciel ouvert à Asbestos.

Les milieux professionnnels et d'affaires secondés de politiciens locaux tentent de diviser les grévistes, de briser la réputation des chefs syndicaux et de miner la grève.

Devant cette opposition, tout le mouvement syndical accorde un appui aux grévistes. La CTCC vide ses caisses, les syndicats affiliés au Congrès des métiers et du travail du Canada (CMTC) envoient des chèques et des provisions, de même que des syndicats affiliés au Congrès Canadien du travail (la contre partie canadienne du CIO au Canada avant la fusion avec le CMTC en 1956, qui allait devenir le CTC). Le 16 mars, les trois grandes centrales du pays forment un cartel pour soutenir les grévistes et étudier les meilleurs moyens de mettre fin à la grève.

De son côté, la CTCC lance une campagne publicitaire afin de susciter l'appui à la grève. Elle demande la collaboration des journaux, utilise les publications syndicales et certaines publications produites sous l'influence du clergé (1) et multiplie les manifestations de solidarité.

Pour leur part, les grévistes demeurent solidaires et plus décidés que jamais devant les menaces des patrons, des politiciens et des hommes d'affaires. Fort peu de grévistes retournent au travail. Au contraire, ils intimident les scabs et leurs familles rendant ainsi les incidents plus fréquents.

Le clergé se divise: certains curés appuient la grève, d'autres la condamnent.

La PP continue son action de répression en pratiquant des arrestations au domicile—même des grévistes et en patrouillant constamment les rues de la ville. La PP se rend coupable de nombreux sévices et brutalités à l'égard de certains grévistes. Le syndicat demande le calme aux grévistes afin d'éviter la provocation. Il envoie également une lettre de protestation à Duplessis.

Le 18 mars, on discute à nouveau du conflit à l'assemblée législative. Le débat est mené par Barrette et Duplessis contre la grève. Leur position demeure inchangée: la grève est illégale, les mineurs doivent rentrer au travail avant tout règlement.

Pour la première fois, le 4 avril, la grève est discutée au Parlement à Ottawa. Les députés du CFF (le futur NPD) prennent parti pour les grévistes soulignant la justesse des revendications salariales et la reconnaissance syndical. Les libéraux souhaitent le prompt rétablissement des négociations. Les créditistes se taisent malgré certaines rumeurs dans les milieux patronaux les accusant d'avoir par leur subversion causer la grève. Le journal créditiste "Vers Demain" avait déjà manifesté sa sympathie pour les grévistes et plusieurs chefs syndicaux sont des adeptes du crédit social. Des militants du parti participent aux activités de la grève, mais de façon non officielle. (2)

Pendant ce temps, la Johns-Manville poursuit son activité de dénonciation et d'intimidation tout en continuant à embaucher des scabs et même de leur offrir une augmentation. Elle spécifie que les grévistes qui reviennent au travail jouiront de cette augmentation.

Le 9 avril, les dirigeants de la CTCC votent une somme de $25,000 pour envoyer aux grévistes et annoncent la création d'un fonds de grève de $100,000.

Le 11 avril, un groupe d'étudiants de l'université de Montréal vient appuyer la grève et est acceuilli avec tambour et trompettes à Asbestos. Une souscription s'organise à l'université Laval.

Le 16 avril, il y a rencontre entre représentants patronaux et ceux de la CTCC. Les patrons disent qu'ils ne sont pas opposés à la re-certification des syndicats. Le lendemain toutefois, les négociations sont rompues. Le 18 avril, Barrette se prononce à nouveau contre la grève déclarée illégale et refuse d'aider à un règlement tant que les travailleurs ne seront pas retournés au travail. On voit qu'à l'entêtement patronal se conjugue l'entêtement gouvernemental. C'est ainsi que les syndicats envoient un télégramme à Barrette dans lequel

il le qualifie de ministre du Capital.

La violence se prépare

Pendant que continue l'intransigeance patronale et gouvernementale et que la police protège la compagnie, il demeure un fait important: l'embauchage des scabs. Les agents de la compagnie visitent les villages et les fermes parce que la compagnie est incapable de décider les grévistes à retourner au travail. Il faut à partir de ce moment empêcher les scabs de se rendre au travail.

Le 19 avril, la compagnie met en marche un moulin. Selon elle, environ 300 travailleurs sont à l'ouvrage. Le lendemain, la compagnie menace d'expulsion des grévistes qui habitent des logis loués par la Johns-Manville afin de laisser la place aux "nouveaux employés"... Le syndicat organise le piquetage autour de ces maisons pour empêcher la compagnie de donner suite à ces manaces. Le curé Camirand (sympathisant des grévistes) dénonce la menace.

Barrette le 21 avril envoie une lettre au gérant de la Johns-Manville jui recommandant de contremander les dits avis d'éviction. La compagnie répond que l'éviction des logis ne se fera pas immédiatement, mais que "tôt ou tard, il nous faudra trouver de la place pour les employés travaillant actuellement... "

"Le 22 avril, à bonne heure le matin, au moment où les briseurs de grève vont au travail. Une longue parade de grévistes défila dans les rues pour tenter de les impressionner. M. Gérard Pelletier, correspondant du journal Le Devoir, et deux amis, G. Charpentier et P.E.Trudeau, qui assistaient à cette manifestation, furent arrêtés par les policiers provinciaux et sommés de quitter la ville en moins de trente minutes. Devant leur refus, ils furent amenés au club Iroquois (3) où un officier supérieur du nom de Gagné les interrogea. Quand ce dernier se rendit compte qu'il s'agissait d'un correspondant de la presse et de **citoyens peu intimidables, l'arrogance fit place à la politesse."** (4)

Ce même jour, la compagnie par la bouche de M. Fortin déclare que la grève portait atteinte au droit de propriété et que les chefs syndicaux recherchaient une part d'autorité dans l'administration de l'entreprise. Elle se disait toute fois respectueuse des principes de la négociation collective!

Le 24 avril, au Palais Montcalm à Québec, se tenait une assemblée en faveur des grévistes à laquelle assistèrent Rodolphe Hamel, président de la fédération, Marchand de la CTCC et G Picard, le président de la CTCC.

Le 26 avril, le Conseil Municipal d'Asbestos décida d'imposer le couvre feu de 1 heure à 5 heures du matin. Toute personne circulant sans raison suffisante durant ces heures sera arrêtée. Cette mesure fut, croit-on, recommandée par l'inspecteur général de la PP, M. Labbé.

Le 29 avril, on annonçait que les négociations étaient rompues entre Me T. Lespérance et Me Y. Sabourin, respectivement arbitre syndical et arbitre patronal, nommés en vue de former un tribunal d'arbitrage pour régler le conflit. Cela avait été la plus importante concession de la CTCC et la formule sur laquelle on entretenait le plus d'espoirs. "Car, cette solution, **rencontrait les exigeances gouvernementales et patronales: elle ne compromettait aucune des parties et remettait le règlement du différend après la rentrée au travail des grévistes"**. (5)

L'arbitre syndical avait pris sur lui de rompre les négociations parce que la Johns-Manville tenait à assurer la priorité des emplois aux scabs et de ne pas considérer l'ancienneté des grévistes.

En ce même jour, la commission sacredotale d'études sociales demande de collaborer avec les autorités religieuses à l'organisation d'une collecte afin de venir en aide aux familles des grévistes. Et le 1er mai, MGR J. Charbonneau, archevêqye de Montréal, prononce un sermon très important en faveur des grévistes et demande au public de souscrire à une quête spéciale pour les mineurs.

Le 2 mai, la Johns-Manville annonce que la production est reprise dans les mines et son moulin et que 700 personnes sont au travil. Elle presse les grévistes à revenir au travail s'ils veulent un emploi car la compagnie ne peut pas garantir le poste et leur ancienneté. Le chiffre cité par la compagnie inclut le personnel de bureau et au 4 mai, 348 scabs sont au travail. Le syndicat affirme que seulement 75 de ses membres sont retournés.

Le 2 mai, également, le conseil municipal s'inquiète du problèmes des scabs mais seulement en ces termes: "il est résolu à l'unanimité que le conseil de ville demande instamment à la Canadian Johns-Manville d'engager ses anciens employés de préférence à toute personne venant de l'extérieur, ceci afin que la **situation économique d'Asbestos soit affectée le moins possible"**. Les scabs engagés par la compagnie sont des cultivateurs ou des manoeuvres des villages avoisinants.

Les journées d'affrontement

La violence devait s'accroitre et la tension monter devant l'action néfaste des scabs. Les grévistes pressent leur syndicat de faire quelque chose contre cet embauchage.

Le 5 mai, vers 6 heures du matin, les grévistes se réunissent en face de l'église afin d'organiser une parade pour intimider les scabs. Les PP sont sur les routes et arrêtent un camion de grévistes venus de Thetford pour participer à la manifestation. Ils obligent les grévistes à quitter le camion mais ceux-ci continuent à pied


Les accusations de M. Barrette, une justification de la greve des mineurs

LE TRAVAIL

C.T.C.C.

LES MINEURS VICTIMES DES LOIS

L'arrêt de travail des mineurs d'amiante provoqué par la "Farce" de certains arbitrages

Toutes les ressources financieres de la C.T.C.C. au service des mineurs

La CSN lance sa campagne d'appui aux mineurs


L'affrontement à la sortie de l'église à Asbestos.

pour prendre place un peu plus loin dans un autre camion.

Devant l'église, les grévistes se forment en rangs de parade lorsque jaillissent les cris "Allons sur les routes". Bientôt, tous se retrouvent par groupes, sur les diverses routes et aux entrées des terrains de la compagnie... Ils bloquent toutes les routes menant à la ville. Sur la route de St- Georges, les scabs sont arrêtés et renvoyés, deux autos reversées et incendiées. Sur la route de Donville, les grévistes repoussent également les scabs.

Dans la ville, des groupes considérables de grévistes occupent les entrées de la compagnie. Au delà des barrières, un peloton de la PP armé de mitrailettes, de revolvers et de lance-grenades surveille les mouvements des grévistes. Les boyaux d'arrosage sont prêts à fonctionner. Vers 7h50, une procession de femmes, récitant le chapelet, défilent devant les barrières. Quelques minutes plus tard, des grévistes s'approchent des barrières et c'est alors que les policiers lancent des bombes lacrimogènes. Un gréviste est frappé au front par un projectile. Les autres se replient.

Vers la fin de l'après midi, la ville semble plutôt vide. Le grand centre d'activités est la salle paroissiale, transformée en cafétéria où s'affairent des femmes à faire des sandwichs que des camions distribuent sur les lignes Le reste de la population dont les femmes et enfants passent la journée sur les lignes. Des camions chargés d'hommes circulent.

Le PP qui sont dans la ville ne patrouillent plus les rues mais se concentrent sur les terrains de la compagnie et au Club Iroquois, club de la compagnie. Les officiers de la compagnie et le personnel de bureau se rendent au travail et quelques scabs réussissent à se faufiler pour entrer.

Au cours de la soirée, les dirigeants syndicaux proposent aux grévistes de rentrer chez eux. Ceux-ci refusent. Ils veulent rester toute la nuit sur les lignes afin d'empêcher les scabs de sortir ou d'entrer. Les grévistes peu inquiets discutent tranquillement. Ils sont munis de bâtons mais on dit que les scabs sont armés eux aussi.

Mais si les grévistes ne sont pas inquiets, les chefs syndicaux, eux le sont. Des rumeurs racontent qu'une concentration de PP se prépare à venir le lendemain déloger les grévistes. De plus, vers 11 heures le soir, le chef de la PP téléphone aux chefs syndicaux pour leur dire que l'acte d'émeute sera lu le lendemain. Le chef de la PP demande aussi au curé de presser les grévistes de rentrer chez eux sans quoi il recevraient des sanctions sévères.

Vers minuit, les chefs syndicaux convoquent une assemblée générale. Tous les grévistes s'y rendent, mais sont mécontents de ce rappel démobilisateur. Les chefs syndicaux tentent de les persuader de rentrer chez eux en leur disant que les policiers sont fortement armés. Au fond de la salle, un cri jaillit: "Ils nous auront peut-être, mais il leur faudra

d'abord passer sur notre dos..." Cette remarque est applaudie et tout le monde sort de la salle pour aller se concentrer sur les routes stratégiques.

A ce moment, de Sherbrooke partent 25 voitures et un camion remorque de la PP. Les policiers bien armés ont l'ordre de tirer si nécessaire. Plusieurs téléphones avertissent les grévistes de l'arrivée des flics. Les chefs syndicaux font encore un dernier effort pour demander aux travailleurs de rentrer chez eux, accompagnés du curé.

Vers deux heures du matin, la PP entre dans la ville. Elle bloque les entrées, puis pensant que les gars de Thetford sont encore à Asbestos, elle se rend à la salle paroissiale pour les retrouver. Une quinzaine de grévistes sont encore là. Ils sont tous arrêtés et sept d'entre eux sont durement frappés.

Vers sept heures, la ville est "sous contrôle" et les rues patrouillées. A la sortir de la messe, le juge de paix, O'Brady de Sherbrooke lit l'acte d'émeute devant l'église. Aussitôt après la lecture, les PP mettent tous les hommes présents sous arrêts.

Ensuite, on arrête tout le monde dans les endroits publics: restaurants, salles de billard, magasins. Plusieurs ne savent pas pourquoi ils sont arrêtés. Les policiers les conduisent au Club Iroquois. Bientôt, tous les habitants se pressent de rentrer chez eux. La ville est déserte.

Les policiers commencent alors à arrêter les hommes dans leurs propres maisons. La journée du 16 mai se passe en arrestations qui se continuent le lendemain quoique moins nombreuses. Une centaine de détenus sont relâchés le jour même, mais une cinquantaine sont envoyés à Sherbrooke, puis à Montréal.

Durant les interrogatoires au Club Iroquois, les policiers utilisent les coups de pied, la matraque, les coups de poings et les poussées contre les murs. Plusieurs grévistes libérés ont le visage tumifié et portent d'autres marques de rudesse. Des policiers les menacent d'être arrêtés **de nouveau s'ils n'entrent pas au travail**.

Les marguilliers protestent contre la profanation de la PP dans l'église et ajoutent que des vivres amassés par des grévistes sont consommés par des policiers.

Toute la nuit et le lendemain, la ville est patrouillée. Les allées et venus des gens sont contrôlées. Les grévistes communiquent avec leur syndicat en se rendant au brueau du syndicat.

L'acte d'émeute est levé à 12h45 le dimanche 8 mai, le droit de tenir des assemblées est retrouvé. Le soir, il y a une assemblée. On discute surtout des grévistes arrêtés qui ne peuvent pas communiquer avec leur avocat.

Toute la fin de semaine, l'avocat des grévistes détenus, Me Jean Drapeau, fait des démarches infructueuses pour rencontrer ses clients.

Le lundi 9 mai, les accusés sont transportés de Montréal à Sherbrooke. Là Me Drapeau et Me C. Fortin sur les instances du juge peuvent rencontrer leurs clients. "La même journée, Me Drapeau écrivait une lettre publiée dans les journaux au Procureur général dans laquelle il protestait contre la **défense de voir ses clients** et contre le fait que les accusés n'avaient pas comparu dans un délai de 48 heures, comme le stipule la loi... " (7) Le futur maire de Montréal a-t-il vraiment pu avoir à un certain moment de sa vie quelques moments de justice??? Difficile à croire...

Ce même jour, assemblée à 9 heures du soir. En plus des syndiqués, de leur exécutif et des aumoniers, on remarque les journalistes dont Pelletier. Les grévistes demeurent toujours solidaires dé Marchand (un autre bon gars de la future "French mafia" d'Ottawa) affirme que ce que les grévistes désirent, c'est que les scabs rentrent chez eux.

Le 10 mai, 5 grévistes accusés d'intimidation contre des scabs sont condamnés à la prison: Les sentences varient entre un mois et deux, mais avec le recours en appel, les sentences seront transformées en amendes.

Le 11 mai, la Johns-Manville menace de demenager à cause des exigences syndicales. Mais comment en vérité peut-on déménager une mine et comble de tout, on menace même de demenager en Ontario! La Johns-Manville voulait aller à Matheson en Ontario

Le soir du 11 mai, l'exécutif syndical rencontre Mgr Bourassa, curé de Bromptonville. On y discute des demandes syndicales. Le lendemain, Mgr Bourassa rencontre les autorités de la compagnie. Il formule alors un compromis qui comprend une augmentation salariale générale mais permet une certaine discrimination de la part de la compagnie. Bientôt, on laisse tomber cette offre de médiation puisque les dirigeants de la CTCC sont en discussion avec Mgr Roy, archvêque de Québec, au sujet d'un autre compromis possible.

Le 14 mai, les officiers syndicaux sont arrêtés, mais promptement relâches.

La fin du conflit

De la mi-mai au 1er juillet, date de la cessation de la grève à Asbestos, aucun incident grave n'a lieu dans la ville.

Les vivres continuent d'arriver et les grévistes et leurs familles tiennent encore jusqu'à ce que les officiers syndicaux en viennent à une entente meilleure pour permettre le retour au travail.

A la mi-juin. Mgr Roy devient le principal médiateur dans le conflit de l'amiante. Il rencontre le 13 juin, M. Lewis Brown (venu de New York) (8) et Me Sabourin, avocat de la compagnie. Il prend contact à plusieurs reprises avec Barrette et Duplessis pour discuter des conditons de retour au travial des ouvriers et des poursuites judiciaires occasionnées par la grève. Il rencontre également Gérard Picard, président de la CTCC pour discuter des diverses formules de compromis mises de l'avant.

Le 24 juin, à Thetford, les compagnies Asbestos Corporation. Flintkote et Johnson acceptent la proposition syndicale élaborée avec le concours de Mgr. Roy.

C'est le 1er juillet à 1h30 du matin que la grève d'Asbestos se termine. La Johns-Manville octroit une augmentation dé salaires de dix cents l'heure et garantissait du travail à tous ses employés sans discrimination aucune. La rentré au travail s'effectue sous la surveillance du directeur du Service de conciliation et d'arbitrage de la province de Québec. 4 jours plus tard, la première équipe reprenait le travail.

Ce fut la fin de la grève de l'amiante et les travailleurs gagnèrent le point le plus important: la reconnaissance syndicale. Dorénavant, les compagnies devront tenir compte du syndicat et de sa centrale, la CTCC. Toutefois, les conventions collectives ne seront signées qu'au début de 1950.

---

(1) Nous parlons ici de la partie du clergé qui appuyait les grévistes.
(2) Le crédit social a toujours la même position démagogique, c'est-à-dire, d'utiliser les situations en leur faveur tout en ne se mouillant pas trop les pieds. Les créditistes dénoncent souvent des situations (ex: le chômage) mais non seulement ils n'apportent aucune solution correcte, mais ils proposent des mesures qui marquent un recul.
(3) Club Social de la compagnie Johns-Manville
(4) in "La grève de l'amiante". en collaboration sous la direction de Pierre Elliott-Trudeau, Editions du Jour, page 192
(5) Idem, page 193
(6) Idem, page 195
(7) Idem, page 201
(8) Brown est un des grands boss dela Johns-Manville, venu expressément de New-York pour voir au règlement du conflit. La maison-mère de la Johns-Manville est aux Etats-Unis.

Pour situer l'industrie minière québécoise

La façon la plus certaine de "situer l'industrie minière québécoise", consiste à connaître minimalement dans quelles conditions et en fonction de quels intérêts s'est opéré son développement. C'est ce que nous nous proposons de faire au cours de ce texte en fournissant un bref historique et quelques éléments d'analyse.

Quand on parle de production minérale, ça comprend trois choses: premièrement, les **minéraux métalliques** (ceux dont l'extraction et le traitement permettent d'obtenir des métaux: fer, cuivre, zinc, or, etc.); deuxièmement, les **minéraux industriels** (substances minérales servant comme isolant: amiante, titane); et finalement les **matériaux de construction** (ciment, pierre, etc.). Cette classification nous sera utile.

En 1968 la valeur de la production minérale québecoise atteignait $734 millions; par ordre d'importance on retrouvait les métaux avec $431 millions, les minéraux industriels avec $199 millions et les matériaux de construction avec $104 millions.

Du total, la valeur de la production du fer comptait pour 22.2%, le cuivre 20.4%, le zinc 8.1%, l'or 3.9%, l'amiante 20.6% et le titane 3.8%. C'est donc dire que la "scène québecoise" des minéraux métalliques est quasiment complètement occupée par les seuls quatre métaux mentionnés avec place prépondérante pour le fer et le cuivre; alors que la production d'amiante couvre près de la totalité des minéraux industriels (1). Par rapport au Produit National Brut du Québec (2) (qui peut servir de guide pour évaluer la place d'une industrie dans l'économie en général), la contribution de la production minérale demeure relativement **faible**, se situant autour de 4%. Notons cependant que "production minérale" ne comprend ici que les produits de l'activité **extractive** et non pas la transformation de première fusion comme l'aluminium ou encore les boulettes de fer. Cela a son importance dans la mesure où, au niveau des exportations internationales du Québec, les lingots d'aluminium comptent pour environ 12% du total et les boulettes de fer approximativement 10%, alors que la production minérale entendue dans le sens strict de produits de l'activité extractive en couvre à peu près 10% (3).

Voilà qui nous aide de façon sommaire à mieux situer la production minière dans le contexte économique plus large du Québec. Cependant cette brève description ne retient pas la caractéristique principale de cette industrie: l'industrie minière québecoise est extravertie, c'est à dire que non seulement une large partie de sa production mais encore son développement en tant que tel dépendent des besoins de l'extérieur du Québec, principalement des Etats-Unis. Ainsi, 68% de la production du cuivre est exportée, 85% pour le fer, 95% pour le zinc et 96% pour l'amiante (4). C'est donc à partir de cette caractéristique principale, prise comme fil conducteur que ce texte tentera de fournir quelques instruments d'analyse pour permettre de comprendre le développement de l'industrie minière québecoise.

1- Les débuts: l'amiante et les Cantons de l'Est

Dans la seconde moitié du 19e siècle, la guerre de Sécession américaine stimule (par une demande accélérée et une hausse des prix) l'extraction du cuivre des Cantons de l'Est jusque là rudimentaire. On se rendra compte avant la fin du siècle que cette région ne recèle que peu de



minerai de cuivre, d'une assez piètre qualité en général.

C'est cependant avec l'apparition de l'industrie de l'amiante, aussi dans les Cantons de l'Est, que le Québec pris réellement son essor dans le domaine minier: 380 tonnes extraites en 1880 comparativement à 9.860 tonnes en 1890. Ce bond dans la production d'amiante nous laisse soupçonner les changements intervenus qui en fait marquent la naissance même de l'industrie minière québécoise: 1) l'ampleur des projets (tant pour le capital requis, les forces productives mises en oeuvre que pour le nombre de travailleurs ainsi rassemblés). 2) l'importance de la production québécoise d'amiante sur les marchés mondiaux, 3) l'amorce du processus d'accumulation de capital et de concentration industrielle dans ce secteur.

Ainsi, en 1890, 13 sociétés minières opéraient des mines d'amiante dans les Cantons de l'Est et y avaient investi un total approximatif de $2¼ millions, capitaux relativement considérables pour l'époque. La composition du capital était britannique, canadien et américain. Ces mines employaient déjà environ 2,000 travailleurs, hommes, femmes et enfants dont les conditions de travail étaient terriblement dures et dangereuses.

Cette production était faite surtout pour le marché américain mais aussi pour le marché européen: dès ses débuts, le Québec occupe une position dominante au sein du marché mondial de l'amiante, dès le début le développement de son industrie minière est conditionné par l'extérieur.

L'avenir semblait donc prometteur pour les nombreuses Cies impliquées (leur nombre était passé à 27 en 1908 pendant que les réserves québécoises d'amiante prenaient une importance soudaine sur les marchés mondiaux). Dès lors, le processus de concentration se mis en marche: chaque Cie voulait accroître sa part du marché au détriment de ses concurrents. Il s'agit d'un mécanisme bien connu du capitalisme qu'un producteur doit constamment se développer sous peine de disparaître. D'autre part, ce processus d'élimination du grand nombre de producteurs et de concentration graduelle de la production entre les mains de quelques Cies conduira en fait à la consolidation de la main mise américaine directe sur l'amiante québécoise. Le moyen alors employé consistait à accroître les capacités de production de façon à réduire leurs coûts d'opération, pouvoir baisser leurs prix et se mettre ainsi en position de force par rapport à leurs concurrents. L'une des conséquences de ce processus, dans l'amiante comme ailleurs dans le développement capitaliste de l'industrie, fut l'apparition d'une nette tendance à la surproduction.

Les mineurs faisaient donc les frais doublement de telles manoeuvres. Premièrement, ils devaient subir l'augmentation des cadences, l'allongement de la journée de travail, etc pour permettre aux capitalistes le développement des capacités de production sans augmentation correspondante des coûts d'opération. Deuxièmement, ils encaissaient des mises à pied fréquentes selon les hauts et les bas de la tendance à la surproduction. Par exemple, la production d'amiante baissait à 6,000 tonnes lors de la crise de 1892 pour remonter à 18,000 tonnes en 1899.

Quant aux Cies, les périodes creuses permettaient à celles qui s'étaient placées en meilleure position (celles qui avaient les sources les plus fortes de capital et qui avaient le mieux "mâté" leurs travailleurs) d'absorber leurs rivales. Progressivement donc, s'opère la concentration de l'industrie de l'amiante des Cantons de l'Est (n'oublions pas que pendant ce temps, à l'échelle des nations impérialistes, la rivalité pour le partage du monde et des sources de matières premières avait éclaté dans la guerre 1914-18. Ce qui fut bien accueilli par les Cies minières d'amiante au Québec dont la production stimulée par les besoins de guerre atteint 137,000 tonnes en 1915 et se voit encore plus fortement devenir "chasse gardée" pour le marché US).

En 1909, une nouvelle Cie, l'Amalgamated Asbestos Corp. était née de la fusion de 4 Cies; elle se réorganisa plus tard pour devenir en 1912 l'Asbestos Corporation Canada. En 1925, l'Asbestos Corp, acquiert 11 Cies canadiennes et concentre ainsi un tiers de la production québécoise d'amiante. En 1929, le tableau de l'industrie de l'amiante au Québec est à peu de chose près le suivant: l'Asbestos Corp., cie canadienne, a intégré toutes les Cies canadiennes sauf la Cie Johnson, il existe une Cie anglaise la Bell Mines et il n'y a plus que 2 Cies américaines dont l'importante Johns Manville qui s'était "implantée" ici en 1916. (Comme nous verrons dans une annexe sur l'amiante, en 1964, la Cie Johnson était absorbée par Asbestos Corp. alors que cette dernière passait sous le contrôle américain).

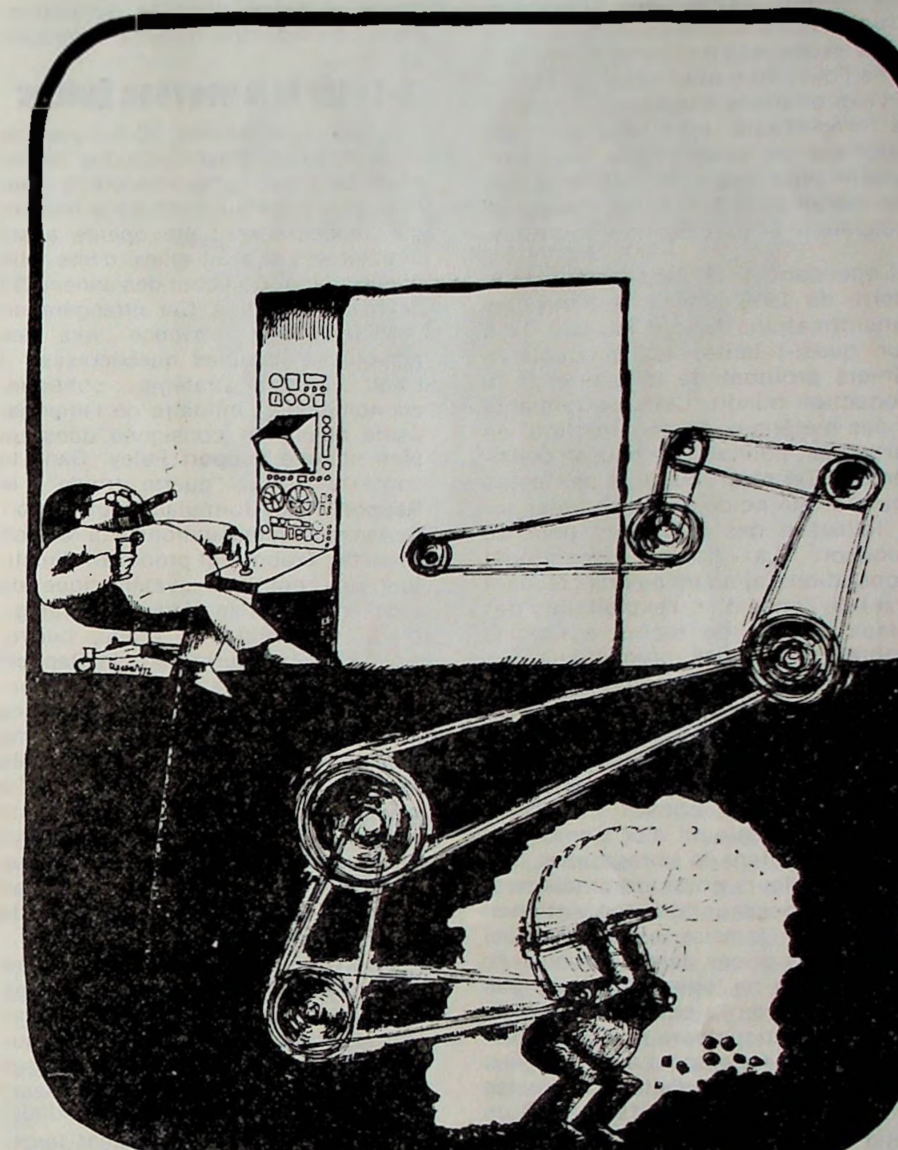
2- L'or, l'Abitibi

Jusqu'à la guerre de 1914-18, on peut dire que l'amiante et les matériaux de construction (pierre et ciment) représentent les principaux produits miniers du Québec. La situation allait cependant se transformer après 1918. Au cours de l'après-guerre, c'est en effet l'entrée en scène d'une nouvelle branche minière, les **métaux**, principalement l'or (très secondairement le cuivre). C'est aussi l'apparition d'une nouvelle région l'Abitibi au milieu de laquelle surgit un nouveau monopole, la Noranda Mines.

Par suite de la guerre, une nuée de prospecteurs avait envahi le Québec à la recherche de gisements miniers susceptibles d'alimenter les industries de guerre. L'un d'eux découvre de très riches gisements d'or dans un coin perdu qui allait devenir l'Abitibi. C'est le "rush". Prospecteurs et capitalistes prennent d'assaut la région, prennent possession de "claims" miniers, commencent à construire des mines. Une quinzaine de mines apparaissent entre 1925 et 1930, une trentaine entre 1930-1940. Pour la plupart il s'agissait de mines d'or. Toutefois quelques capitalistes se lançaient aussi dans l'extraction du cuivre et du zinc (notons qu'à l'intérieur des mines d'or on retrouvait aussi des dépôts de cuivre ou encore de zinc qui étaient exploitables en même temps). Autour des mines, des villes ou des villages surgissent pour loger les mineurs; parfois ces derniers viennent des régions méridionales du Québec, mais souvent ils sont importés d'Europe centrale par les Cies minières à la recherche d'une main d'oeuvre déjà qualifiée au meilleur marché possible.

Contrairement au cas précédent de l'amiante, cette nouvelle phase apparaît à un moment où le capitalisme est plus développé. Aussi, dès le départ, une Cie minière prend la tête du peloton: c'est la Noranda Mines. Première arrivée dans la région, elle s'est appropriée les terrains miniers les plus riches en or et en cuivre. De plus, elle dispose d'appuis financiers puissants, qui lui permettent de développer des installations minières très développées: on retrouve à sa direction le groupe ontarien Timmins (qui s'enrichit à même ses propres mines d'or dans le nord de l'Ontario) et un groupe financier américain.

Le processus de concentration dont nous venons de parler dans le cas de l'amiante, avait cours à la grandeur du système capitaliste et atteint un sommet "hystérique" en 1929 alors qu'on enregistre aux USA dans cette seule année 1,245 fusions de Cies. (5) Pour la classe capitaliste, la crise économique qui éclate en 1929 leur porte un dur coup; toutefois, les producteurs miniers s'en ressentiront de façon variable. La "dépression" se



traduit par une baisse considérable des affaires pour les producteurs d'amiante et de matériaux de construction (le chiffre d'affaires de ces derniers, par exemple, tombe en 1939 à un tiers de ce qu'il était en 1931).Les choses se présentent différemment pour les Cies minières de l'Abitibi, Noranda en tête.

Ces derniers en effet jouissent d'un avantage marqué. Elles produisaient principalement de l'or, avons-nous vu. La succession des dévaluations subies par la plupart des monnaies des pays capitalistes au cours de la crise avait entrainé, par contre coup, une augmentation de la valeur de l'or. Pour les producteurs de ce métal, une telle conjoncture représente un stimulant: pas moins de 30 mines d'or ont été ouvertes en Abitibi entre 1930 et 1940. Leur prospérité reposait également sur un autre pilier: le taux de chômage étant très fort, les capitalistes pouvaient se permettre de maintenir les salaires à des niveaux extrêmement bas pour ainsi accroître leurs profits.

Pour peu qu'ils revendiquent des salaires ou des conditions de travail plus viables, ou encore pour peu qu'ils tentent de s'organiser, les mineurs se voyaient menacés de perdre leur emploi au profit de chômeurs moins exigeants. En général ils restaient isolés et faibles, subissaient des conditions de travail parfois inhumaines et recevaient des salaires de famine. En 1934 les travailleurs de Noranda tentent de déclencher une grève en vue de défendre leurs droits. Elle fut écrasée dans l'oeuf, le rapport de forces étant trop inégal: les mineurs furent congédiés et remplacés par des chômeurs.

Pendant ce temps, des changements importants intervenaient dans l'industrie minière duQuébec. Ainsi, si en 1926, 50% de la production minérale provenait des matériaux de

construction, 42% des minéraux industriels (l'amiante essentiellement) et 8% seulement des métaux, en 1937 après l'ouverture et la mise en marche des exploitations minières de l'Abitibi, les proportions sont inversés: les matériaux de construction ne représentent plus que 14%, les minéraux non-métalliques 27% et les métaux en accaparent la part du lion soit 59%.

Cependant, le déclenchement de la guerre de 1939 amène de nouvelles transformations dans ce tableau. Dans leur quasi-totalité, les producteurs miniers profitent de la guerre et la production bondit. Celle de l'amiante et des matériaux de construction, en particulier, connaît une hausse considérable. Tel n'est toutefois par le cas pour l'or qui ne doit plus compter sur la faiblesse des monnaies pour se valoriser. La hausse des coût d'opération s'ajoutant au prix constant (fixe) de l'once d'or, l'exploitation des mines devient de moins en moins profitable pour les producteurs. 42 mines en Abitibi produisaient plus d'un million d'onces d'or en 1942; la production baissait à 650 mille onces en 1945 et il ne restait plus que 16 mines d'or en 1955. Une telle situation entraîne deux choses. D'abord, certains producteurs d'or d'envergure moyenne tentent de se regrouper, afin de réduire leurs coûts de production. Un tel processus de concentration n'atteindra jamais cependant les proportions prises dans l'industrie de l'amiante, et ne règlera d'ailleurs pas le problème de la baisse du taux de profit des producteurs miniers. Il leur faudra donc faire appel à l'Etat: c'est la "loi d'urgence d'aide aux mines d'or" qui leur versa de 1948 à '52 un total de $14.3 millions de subsides.

En gros, on peut caractériser la fin des années '40 par la chute des mines d'or et, conséquemment, la décadence progressive d'un territoire, l'Abitibi.

Par ailleurs, il ne faut pas oublier que la guerre avait favorisé l'expansion d'un autre produit minier: le cuivre. Par suite de la demande de ce métal pour l'industrie de guerre, le prix de celui-ci bondit: il double entre 1942 et 1950, après avoir déjà subi une hausse considérable entre 1938 et 1942. Ceci entraîne deux conséquences. La première est de permettre à la Noranda, gros producteur de cuivre et d'or, de se recycler en quelque sorte et de se concentrer dans l'extraction du cuivre, échappant ainsi à la mort lente qui menaçait toutes les mines d'or. La seconde est de rendre désormais rentable l'ouverture de plusieurs mines de cuivre, dans la région de Chibougamau et surtout dans la Gaspésie. Ainsi se trouve en place l'une des conditions qui permettra la troisième étape dans le développement de l'industrie minière québécoise.

3- Le fer et le nouveau Québec

Le début des années '50 marque une nouvelle phase pour l'industrie minière québécoise. Jamais encore la main mise étrangère sur l'industrie minière du Québec n'avait été opérée aussi directement et avait relevé d'une telle planification. Au début des années '50 ce n'est plus une Cie étrangère en particulier qui s'avance vers les ressources minières québécoises: il s'agit d'une stratégie politique, économique et militaire de l'impérialisme américain consignée dans un plan nommé **Rapport Paley**. Dans le contexte de la "guerre froide", le **Rapport Paley** formulait deux importantes reccommandations à la Maison Blanche. D'abord, il proposait d'instituer une politique systématique de stockage des matériaux "stratégiques" (fer, amiante, titane, cuivre, zinc, etc...). D'autre part, le **Rapport Paley** indiquait que cet approvisionnement devait se faire à l'extérieur des Etats-Unis. Il recommandait comme cible prioritaire le Canada pour des raisons de proximité géographique, à cause de la stabilité du climat politique (comparativement aux pays du Tiers-Monde) et, finalement, dû au caractère sécuritaire que pouvait revêtir la voie maritime intérieur du Saint-Laurent une fois construite.

Si on replace dans la conjoncture des années "40"., on remarque que les aciériesaméricaines s'étaient alimentées principalement, jusqu'alors, auprès de riches gisements de fer sur leur territoire, au sud du lac Supérieur. Après la seconde guerre mondiale, comme ces gisements étaient largement entamés, le gouvernement américain fit pression sur les producteurs d'acier pour qu'ils s'alimentent ailleurs afin de garder ces gisements en disponibilité (en cas de besoins militaires).

En fait ce projet économique mais aussi militaire et politique du gouvernement américain visait à favoriser et soutenir l'expansion à travers le monde des gros producteurs US, en particulier du "Big Steel". Pour eux, c'était l'occasion de prendre le contrôle des sources de matières premières les plus importantes du globe, en permettant un nouveau bond à la production. Normalement, cette arrivée massive de matières premières sur le marché n'aurait pas eu de débouchés mais le "stockpiling program" du gouvernement US offrait sa complicité en absorbant ces surplus impossibles à écouler autrement. En même temps, ces achats gouvernementaux permettaient de maintenir un niveau des prix élevé donc assuraient les Cies d'un fort taux de profit.

L'impact ne tarda pas pour le Québec. On s'empressa à aménager la voie maritime intérieure du St-Laurent.

Pour les producteurs de cuivre, les recommandations du **Rapport Paley** ne font que renforcir une conjoncture déjà favorable à l'investissement. Ce dont témoigne, en 1953, non loin de l'Abitibi l'ouverture de la région de Chibougamau. Ce sera cependant surtout en Gaspésie, par le biais de sa filiale "Gaspe Copper Mines" que la Noranda s'inscrit (également en 1953) à l'expansion des capacités de production du cuivre au Québec (nous reviendrons plus en détail un peu plus loin sur la Noranda). Résultat: la production de cuivre atteint 269.8 millions de livres en 1959, soit près du double de la production de 1950.

Mais l'effet principal du **Rapport Paley** sur le Québec, encore plus que la consolidation des secteurs miniers traditionnels fut la venue à la production de nouveaux minéraux, principalement le fer mais aussi le titane, et l'ouverture d'une nouvelle région, le Nouveau Québec.

Des gisements d'ilménite riche en titane avaient été découverts par un géologue près du lac Allard, à environ 30 milles au Nord de Havre St-Pierre sur la Côte Nord. La société américaine Kennecott Copper (dont la présentation n'est plus à faire: l'un des principaux "intéressés" par l'arrivée au pouvoir de la junte au Chili, dû à la reprise en main de ses mines de cuivre), intéressée, reprit le travail d'exploration à son compte. En plus d'y découvrir d'autres gisements, elle réalisa que celui du lac Allard en est un des plus importants au monde avec plus de 200 millions de tonnes de fer titané. Dès lors, la Kennecott Copper s'allia avec un autre monopole US, la New-Jersey Zinc Co. pour former la "Quebec Iron and Titanium". La QIT entreprit à partir de 1951 l'extraction et la transformation du minerai mis à jour. (Notons que c'est sa filiale Great LAkes Carbon de BErthier dont les travailleurs étaient récemment en grève, qui fabrique les électrodes de graphite nécessaires pour son usine de Sorel oû on tire le titane du minerai). La valeur de la production de titane, inexistante en 1945, atteignait $5 millions en 55 et $8.5 millions en 1959.

Mais ce n'était là que le début de l'expansion minière du Nord-Est québécois. En même temps que l'on terminait la constuction des installations de la Quebec Iron and Titanium, des mines de fer s'apprêtaient elles aussi, à entrer en opération. Diverses compagnies d'exploration avaient

entrepris depuis longtemps de prospecter la région située au centre du Nouveau Québec (de part et d'autre de la frontière du Labrador), pour y déterminer l'ampleur des gisements de fer dont on soupçonnait la présence. Se portant acquéreur de ces concessions, la Cie canadienne Hollinger Mines (qui relève du groupe financier Argus Corp.-voir Mob. no5, "Un coup d'oeil...") se joint au groupe américain "Hanna" et ils entreprennent l'exploration systématique de la région. Du côté québecois, Hollinger se fait accorder par le gouvernement Duplessis une concession de 3,900 milles carrés. "Cette concession est accordée en vertu d'une loi spéciale, et vient à l'encontre des dispositions que la loi des mines prévoyait à l'époque" (6). Ils disposaient ainsi, en exclusivité, jusqu'en 1962 de cette concession; après cette date la concession est réduite à 300 milles carrés (dont les terrains miniers les plus riches). Les gisements contenus se révèlent enormes.

Dans le but de mettre en exploitation ces gisements, en 1949 naît l'Iron Ore of Canada. Cette société créée par la Hollinger (10 à 15 pour cent) et Hanna (27 pour cent) reçoit de plus à la participation à son capital les investissements de 6 aciéries américaines. Au printemps 1954, le premier bateau chargé de minerai de fer quitte Sept-Iles en direction d'une aciérie de la côte Est des Etats-Unis. Dorénavant la majeure partie du minerai de fer produit par Iron Ore sera distribuée entre les aciéries qui font partie du consortium, et au pourcentage de leur participation au capital-actions.

L'iron Ore ne sera d'ailleurs pas longtemps la seule société minière affectée à l'extraction du minerai de fer dans le Nouveau Québec. En 1957, le plus important producteur d'acier aux Etats-Unis (avec plus de 40 pour cent du marché), la US Steel Co, forme une filiale chargée d'amener à la production un autre gisement de fer (la Jeannine), la "Quebec Cartier Mining". Si le projet a moins d'ampleur que celui de l'Iron Ore, il n'en demeure pas moins important. Il entrera en opération en 1961.

4- Les années "60 et le début de la décennie "70"

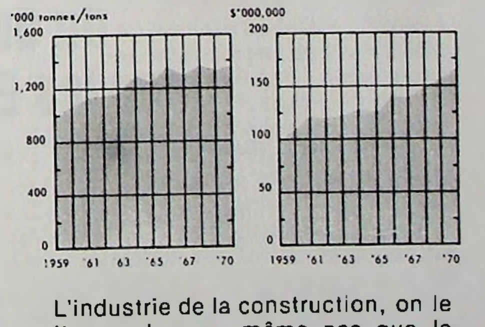
Le haut niveau des investissements qui avait caractérisé l'industrie minière québecoise et une région en particulier le Nouveau Québec, lors des années "50", ne se maintient pas dans les années "60". Comme le délai de réponse entre la phase de préparation (exploration et installation) et la mise en opération d'une mine est de 5 à 7 ans, c'est en 64 qu'apparait la stagnation du niveau de production minérale québecoise qui durera jusqu'à ces dernières années.



Il s'agit là d'une tendance générale de la production minérale québecoise prise globalement. Il nous reste à déterminer ce qu'il en a été plus précisément dans chacun des différents groupes de minéraux. Nous pourrons ainsi être en mesure d'identifier les causes d'un tel phénomène.

En ce qui concerne les **minéraux industriels**, pour la période considérée, une hausse lente mais régulière est enregistrée. L'amiante dont l'importance est toujours dominante dans cette catégorie de minéraux nous indique le rythme ténu mais constant de la progression. La baisse ne peut donc pas être attribuée aux minéraux industriels, au contraire.

AMIANTE



L'industrie de la construction, on le sait, marche au même pas que la conjoncture économique générale. Comme l'amorce de la dernière récession économique en 1967 venait en même temps que la fin de certains grands projets de construction (expo et barrages), on peut donc dire qu'un ralentissement de la production de **matériaux de construction** était à l'ordre du jour. Cependant, comme l'importance des matériaux de construction au sein de la production minérale du Québec avait été considérablement réduite (compte tenu de la vague de développement récente des minéraux métalliques), cette baisse ne joue que partiellement dans le mouvement général de stagnation de l'ensemble de la production minérale du Québec.

Or, si les causes du phénomène ne se trouvent ni au niveau des minéraux industriels, ni à celui des matériaux de construction, c'est dans les **minéraux métalliques** qu'il faut la chercher. A ce niveau, le tableau général est celui-ci: la production d'or au Quebec comme ailleurs, a continué son déclin qui dure depuis que le prix officiel de l'or a été "gelé"; la production du fer a stagné de 65 à 70 et a accusé une légère baisse en 1971-72. Du côté du cuivre et du zinc, il existe une nette tendance à la baisse pour la production québecoise tout au long des années 60. Pourquoi?

Nous l'avons vu, la production québecoise de fer avait été mise en marche par et pour le Big Steel américain. Comme le lancement de nouveaux projets d'investissement pendant les années 50, la stagnation de la production des années 60 dépendra aussi de la stratégie d'approvisionnement du grand capital US, de l'impérialisme. Avec l'entrée en opération au coeur des années 60 des

Le Québec
principal fourninisseur minier canadien du pentagone

LE COLUMBIUM: UN SUPER-METAL

Lorsque l'on parle des supermetaux, on se réfère directement à la resistance du métal au regard de la température qu'il peut supporter. Les alliages du columbium, offrent une forte résistance à la corrosion, de hautes propriétés mécaniques aux températures élevées et une excellente compatibilité avec les combustibles à uranium. En raison de ces caractéristiques, ils sont employés dans l'industrie nucléaire, la propulsion de missiles et de gros avions et dans le cadre de l'énergie atomique.

D'après le Rapport Paley, les besoins américains en termes de columbium sont des "plus pressants", particulièrement en temps de guerre. Utilisé pour la fabrication de bateaux, avions, fusils, projectiles, cuirassés et blindés, le columbium peut être exploité de la façon suivante:

Columbium métallique: industrie aéronautique spatiale (module de service Apollo au titane et au columbium) et réacteurs nucléaires;

Alliages au columbium: de type Inconel 718 à base de nickel et contenant 5% de columbium: turbines à propulsion des moteurs à réactions, réacteurs nucléaires pour les sous-marins atomiques, cônes et bords d'attaque des avions, surtout pour les bombardiers supersoniques, missiles nucléaires et anti-missiles;

Super-alliages: réacteurs nucléaires pour les sous-marins atomiques; **Ferro-columbium**: (à basse teneur en carbone) navires et véhicules militaires.

Le titane

Seul producteur de titane au Canada, le Québec est particulièrement visé par les acheteurs américains à ce chapitre qui utilisent le titane métallique à 90% dans l'industrie aéronautique, principalement aux secteurs militaire et spatial. Deuxième producteur mondial après les Etats-Unis, le Québec ne peut cependant encore "profiter pleinement" des débouchés militaires américains puisque le caractère de sa production sied à l'échelle de scories de titane qui contiennent 72% de bioxyde de titane. Or, il n'est pas encore possible de produire de titane métallique à partir de ce bioxyde mais dès que ce problème technologique sera réglé, la "Quebec Iron and Titanium", qui détient le vaste territoire du Lac Allard, sur la Côte-Nord, pourra accroître sensiblement sa production.

Cette production figure d'ailleurs dans les objectifs de la compagnie qui aura alors à concurrencer agressivement les sources nippones qui approvisionnent aujourd'hui les Américains. Quelques 96% des ventes japonaises sont destinées aux Etats-Unis.

"En vue des nombreuses applications militaires possibles du titane et des résultats en termes d'avantages stratégiques et tactiques, il serait désirable que l'on fasse un effort intensif pour en développer la production économique à large échelle aussitôt que possible" précisait en 1952 le Rapport Paley. Or, cinq ans plus tard, les propriétaires américains de la Quebec Iron and Titanium" se lançaient dans une vaste réorganisation de la compagnie. Cette opération ne serait guère étrangère au Rapport Paley qui pointait justement le Québec comme la plus importante source de ce minerai en Amérique du Nord.

Le titane sert notamment à la fabrication de bombardiers B-52, en usage au Vietnam, en substitution de l'acier inoxydable (5.500 livres de titane) et des mortiers de 81 millimètres en augmentant de 50% le pouvoir de tir de chaque homme appelé à porter le mortier. En 1967, le Pentagone se voyait contraint de consommer 80% du titane produit dans toute la zone de l'OCDE pour équiper presque essentiellement son industrie militaire et spatiale

L'amiante

D'après l'Association des mines d'amiante duQuébec, "l'amiante entre présentement dans la composition de missiles et fusées capables de supporter des températures jusqu'à 3.040 degrés centigrades de même que dans des aéronefs - bombardiers- supersoniques.

En collaboration avec un groupe d'entreprises de l'Allemagne de l'Ouest, la Canadian Johns-Manville a mis au point une mousse d'amiante, qui ressemble étrangement à de l'éponge en caoutchouc, qui ne brûle ou ne se déforme cependant pas, mais qui peut être soumise à une chaleur extrême en vue d'isoler des bombardiers à réaction. Classé à l'instar du columbium parmi les matériaux stratégiques, l'amiante a été principalement importé du Canada, de la Rhodésie et de l'Afrique du Sud par les Américains entre 1926 et 1950.

Le 23 mars 1960, la maison canadienne de courtage, The Royal Securities, signalais que fondamentalement, l'industrie de l'amiante, comme celle de l'aluminium et du nickel, a dû faire face à de très fortes poussées de demande de la part des Américains à la suite des graves pénuries enregistrées au cours de la Deuxième Guerre mondiale et de l'escalade en Corée.

Dans le plus récent rapport quinquennal du US bureau of Mines, on indique que le Canada est le pays qui pourra s'avérer, au cours des prochaines décennies, la principale source pour alimenter, au rythme de 2 7 à 3.5% par année des réserves stratégiques américaines en matière d'amiante. Or, 85% de l'amiante vendu par le Canada provient du Québec tandis qu'en 1968, 90% de l'amiante utilisé par le Pentagone originait de l'étranger. Des importations américaines, 92% provenaient du Canada

Selon l'attaché commercial canadien à Washington, la demande américaine en amiante croîtra de 817,000 tonnes qu'elle était en 1968 à 1.574.000 tonnes en l'an 2.000.

Livraisons stratégiques du Québec pour les Etats-Unis

Matériaux	Canada	Québec	Valeur des ventes en 1970 ($000)	USA
Columbium	0	22%	5,310	0
Cuivre	7.5%	2.6	115'083	20.1%
Amiante	6%	34	51,938	1%
Fer	2	4.6%	268.202	70%

Dans le cas du columbium, la valeur des ventes citée dans le tableau représente les revenus nets enregistrés en 1970 par le seul producteur canadien, la St Lawrence Columbium, à Oka. Il ne s'agit donc pas de ventes destinées globalement aux Etats-Unis. Dans la plupart des minerais cités, les expéditions comprennent également les matériaux usinés.

* tiré du "Quotidien populaire" (édition "pirate" de La Presse occupée), 4 nov. 1971

mines de fer de la US Steel au Vénézuéla et du groupe Hanna au Brésil,nous assistons à une période que l'on peut qualifier sinon de quasi-surproduction, tout au moins de plafonnement des investissements. Meme si le "stockpiling program" a été comblé depuis un bon bout de temps, il n'en demeure pas moins que la stratégie US prévoyait de diversifier les approvisionnements secondairement en Amérique du Sud. D'ailleurs, le seul fait que l'existence de gisements importants était connue justifiait pour l'impérialisme US de se les approprier avant les impérialismes rivaux. C'est donc cette expansion de l'impérialisme US qui entraina la saturation de ses besoins, le plafonnement de ses investissements et amena la production québecoise à stagner. Quant à la légère baisse de 1971-72, elle peut être attribuée à un "shiftage" de la production de l'autre côté de la frontière du Labrador (quand ce n'est pas du minerai extrait au Québec que l'on transfert directement de l'autre côté) afin de bénéficier de la fiscalité terreneuvienne plus généreuse.

L'explication de la baisse de la production de cuivre et de zinc, même si cette baisse répond aux mécanismes inhérents au développement capitaliste de la production, relève d'un ordre autre que celui de problèmes de conjoncture à l'échelle inter-impérialiste. En effet, alors que pour cette même période le Québec connaît une baisse dans le cuivre et le zinc, la production canadienne de cuivre marque un bond de 41 pour cent (nottament de 63 à 68) tandis que l'Ontario multiplie par 5 sa production de zinc.

Une caractéristique fondamentale est à retenir pour le cuivre et le zinc au Québec: la Cie Noranda y contrôle 60 pour cent de l'extration du cuivre (contre 20 pour cent pour Falconbridge et 5 pour cent pour le groupe Sullivan) et 80 pour cent du zinc (contre 11 pour cent pour Falconbridge). Voilà pour l'extraction. Quant à la transformation du cuivre, les deux seules fonderies du Québec appartiennentà Noranda, il en est de même pour la seule affinerie (la "Canadian Copper Refiners" située à Montréal Est). Donc, comme seulement 6.3 pour cent de la production québecoise est expédiée sous la forme de concentré, non seulement Noranda extrait une large part du cuivre mais encore elle est en position de force absolue sur le marché: on doit passer par elle. De même la seule usine de traitement de zinc au Quévec (à Valleyfield) est propriété de Noranda ce qui confirme aussi pour le zinc, même si seulement 12.7 pour cen tde la production étaient traitées, une position plus que dominante sur ce marché. Notons également que par sa filiale de commercialisation "Noranda Sales Corp Ltd" solidement implantée sur les marchés mondiaux, elle force les quelques petits producteurs de cuivre et de zinc à passer par elle sur un autre plan encore.

De fait la période de baisse d'investissement et , conséquemment, de production dans le cuivre et le zinc au Québec correspond à une phase de diversification pour Noranda. Pendant cette période, Noranda (dont le contrôle est resté entre les mains des canadiens) investit dans d'autres champs que le cuivre et le zinc, elle investit le plus souvent ailleurs qu'au Québec (par exemple dans le fer en Colombie britannique, l'aluminium aux USA, le zinc et l'argent au Nouveau-Brunswick etc.). Cette phase de diversification, qui permet à Noranda de stabiliser son taux de profit, est donc la cause directe de la baisse dans la production québecoise de cuivre et de zinc, compte tenu de la place importante de Noranda sur ces marchés, telle que nous venons de la décrire.Voilà ce qui permet de situer globalement la stagnation de la production minérale québecoise dans la période déterminée. Les causes principales de cette "tournure des événements" reposent fondamantalement sur la stratégie de contrôle des sources de matières premières de l'impérialisme américain pour le fer, et d'autre part sur le contrôle du marché québecois du cuivre et du zinc exercé par un monopole, la Noranda Mines.

Avant de passer à la "reprise" des investissements et la période actuelle, retenons un autre point souvent invoqué par les économistes bourgeois pour expliquer les causes de la stagnation des années 60. Celui-là concerne plus directement le rôle de l'Etat. Les recommandations du rapport Carter qui favorisaient de restreindre les bénéfices accordés aux corporations minières furent filtrées à travers les propositions du Livre Blanc de Benson en 69 et, comme en témoigne l'essor minier ailleurs au Canada dans ces années (en Ontario et à Terre-Neuve), ne peut être retenu comme explication pertinente de la baisse d'investissements miniers au Québec. Il est interessant, cependant de remarquer que les déclarations de Rockefeller en 69 attestant que ce dernier était "ouvert" à l'indépendance du Québec telle que prônée par le P.Q., peuvent être perçues comme des pressions du Big Business sur Ottawa concernant la fiscalité minière en mettant directement Ottawa en concurrence avec le P.Q. Il est d'ailleurs éloquent de retrouver la citation de Rockefeller dans le programme économique du P.Q., à côté de ceci: "il est évident que l'extrémisme violent, le désordre continuel, les législations très dissonantes, et les fiscalités trop lourdes (la grande corporation américaine) empêchent d'opérer. Mais à l'intérieur de limites raisonnables, elle sait fonctionner et elle fonctionne." (8)

C'est clair, pour le PQ les grandes corporations savent fonctionner dans des limites raisonnables. Ce n'est là qu'un avant-goût de leurs courbettes devant l'impérialisme américain; le pire viendra dès qu'ils occuperont la conciergerie provinciale.

Néammoins, à part la rivalité entre partis politiquesbourgeois pour s'attirer la confiance du Big Business, au sein de l'impérialisme de nouvelles cartes se jouaient. Après ces quelques années passées sans augmentation significative de la production de fer le développement des forces productives US conjugué au développement rapide du Japon et de son industrie de l'acier allait nécessiter une nouvelle vague d'investissement. En sont des témoins les récents développements (annoncés en 70) de Québec Cartier Mining qui doublera sa production (sa nouvelle exploitation prendra place au désormais célèbre Mont Wrigt) Iron Ore qui ajoute à sa production avec un projet de $290 millions (notons l'association de l'acier japonais au "big steel" américain dans le partage de la participation à Iron Ore: rappelons que le partage de la production de Iron Ore se fait proportionnellement au capital investi). Quant au cuivre, Noranda après que sa phase de diversification eût apporté des résultats, elle annonçait un agrandissement pour 1973 à Gaspé Copper qui allait lui permettre d'y doubler sa production.

Sans doute aurait-il été pertinent de développer plus cette dernière partie concernant les tendances actuelles de l'industrie minière québecoise. Nous n'avons pu le faire en raison de nos énergies limitées. Néammoins il nous semble que ce texte a quand même permis de donner un tableau général de l'industrie minière québecoise, des grandes étapes de son développement tout en fournissant quelques instruments pour saisir son haut niveau de monopolisation et sa caractéristique fondamentale d'extraversion.

Comme ce numéro de Mobilisation s'attarde particulièrement sur les problèmes et l'organisation des mineurs de l'amiante, nous avons cru bon d'ajouter en annèxe à ce texte quelques notes sur cette industrie.

Quelques notes sur L'AMIANTE

Le Québec fournit environ 45% de la production mondiale d'amiante. Deux producteurs monopolisent près des trois quarts de cette production:. les mines de la Canadian Johns-Manville avec 45% et celles d'Asbestos Corporation avec 27%.

1- Asbestos Corporation

En 1964, en absorbant les deux sociétés du groupe Johnson (opération financée par les banques New-yorkaise), Asbestos Corporation devenait le deuxième producteur d'amiante du Québec et passait sous le contrôle du capital américain. Ce qui ne surprendra personne, cette fusion entraina la mise à pied de 600 mineurs de Thedford et Black Lakes, quand Asestos Corporation décida d'y rationnaliser la production.

Abestos Corporation tombe sous la coupe de Canadair qui détient 55%de son .capital. Or, Canadair qui contrôle Asbestos Corporation. est elle-même contrôlée à 100% par le conglomérat américain General Dynamics. Qu'est-ce que CAnadair, qu'est-ce que General Dynamics?

Canadair est une société de construction aéronautique installée au Québec depuis plusieurs années.elle produit toute une gamme d'appareils destinés avant tout à équiper les forces de l'Armée de l'Air canadienne. Elle fabrique notamment le CF 5 qui fait maintenant partie de l'arsenal denombreux pays dont le Vénézuéla et le Pakistan. Canadair fabrique également des composants destinés à équiper les appareils de combat de l'armée de l'air américaine tels le F-111, le Galaxy de Lockheed: des turbines pour sous-marins nucléaires: des fuselages pour le F-5 de Norair. etc...(9)

La plupart des membres du conseil d'administration de Canadair sont liés à des institutions financières canadiennes: sociétés d'assurances, trusts ou banques. Trois de ceux-là occupaient des postes de commande au sein des forces armées canadiennes (un maréchal de l'air, un vice-maréchal et un brigadier).

Quant à General Dynamics, 75%de son chiffre d'affaires se répartit comme suit: (10)

Missiles et équipement spatial	36%
Avions	23%
Sous-marins	17%
Electronique	10%
Divers	14%

Notons que le président directeur général (R.Lewis) dans chacun des cas du trio General Dynamics-Canadiar--Absestos Corporation, fut assistant au secrétaire de l'Armée de l'Air américaine entre 1953 et 55. Depuis il est PDG à General Dynamics et membre du "Defense Industry Council".(11)

2- Canadian Johns Manville

Canadian Johns Manville est une filiale à part entière de Johns Manville Corporation USA. Cette société possède des installations dans plusieurs pays: 44 **usines** aux Etats-Unis, 4 au Canada, 3 en France, 2 en Belgique. et d'autres en Angleterre, au Mexique. Venézuéla, etc...

En 1970. 15% des fibres d'amiante produites au Québec principalement, par J.M étaient vendues sous formes de matières premières. Elle en transformait 35.8% en matériaux de construction. 18.7% en tuyaux (principalement "écoulés" par des contrats du gouvernement US. en particulier au chapître des projets municipaux), 11.2% en spécialités industrielles et 19.3% transformés en isolants (dont l'important isolant spécial Microfite AA employé dans les avions

Selon Pelton (12), Johns Manville est sous le contrôle conjoint des groupes Rockefeller et Morgan. Notons que récemment, G.Romney, membre du cabinet Nixon était nommé sur le conseil de direction de J.M.

3- L'amiante au Québec

a) Structure de l'industrie au Canada et au Québec:

Selon les données de 1971, il n'existe que 15 manufactures de produits d'amiante au Canada, dont 4 au Québec. Ces mêmes entreprises de transformation n'ont absorbé qu'à peine 2% de la production (extraction) canadienne d'amiante. Evidemment, pour le Canada (nous n'avons pas de données particulières pour le Québec), la balance commerciale des produits en amiante est déficitaire: ainsi en 1971, le Canada exportait pour $5.7 millions de **produits** en amiante alors qu'il en importait pour $14.5 millions (13) C'est donc dire que non seulement le Canada se spécialise dans l'exportation de la fibre d'amiante à l'état brute, mais aussi il achète plus de produits d'amiante de l'extérieur qu'il ne leur en vend, ne pouvant s'autosatisfaire.

Par ailleurs, si la **transformation** des fibres d'amiante se fait principalement hors du Canada et du Québec. il convient de souligner que de façon quasi-totale, les activités d'extraction et de transformation relèvent des mêmes Cies intégrées verticalement. En conséquence, il s'agit d'un **marché captif** pour quelques Cies: seuls les surplus de production sont écoulés sur le **marché ouvert.** (Ce qui limite, parla force des choses, les possibilités de développement de l'industrie de l'amiante ici.)

b) L'Etat au service des Cies d'amiante:

Entre 1961 et 1966, la valeur de la production globale d'amiante au Québec fut de $740 millions. Pour cette même période, les bénéfices bruts déclarés se chiffrent à $350.4 millions,
soit près de **47%** de la valeur de la production.

"En moyenne, 5% des entreprises bénéficiaient de l'exemption triennale (exemption complète d'impots pendant 3 ans). Parmi celles qui n'en bénéficiaient pas (95%), 37% ne payaient pas d'impôt sur les bénéfices. Dans l'ensemble, il y a donc une compagnie sur trois qui n'a pas payé d'impôt au cours de la période." (14) (quand on parle ici de bénéfices, il s'agit de l'ensemble des opérations des sociétés minières et non pas seulement leurs opérations de production).

Entre 1961 et 1966, la valeur de la production globale d'amiante au Québec fut de $740 millions. Pour cette même période, les bénéfices bruts déclarés se chiffrent à $350.4 millions, soit près de 47% de la valeur de la production.

"En moyenne, 5% des entreprises bénéficiaient de l'exemption triennale (exemption complète d'impôts pendant 3 ans). Parmi celles qui n'en bénéficiaient pas (95%), 37% ne payaient pas d'impôt sur les bénéfices. Dans l'ensemble, il y a donc une compagnie sur trois qui n'a pas payé d'impôt au cours de la période." (14) (quand on parle ici de bénéfices, il s'agit de l'ensemble des opérations des sociétés minières et non pas seulement leurs opérations de production).

Or même lorsque une Cie affiche dans son bilan annuel une baisse des bénéfices, ce n'est pas nécessairement le signe d'une année désastreuse: "Elle (la baisse des bénéfices) peut, en effet, aussi bien être due à la prise en charge durant l'année de pertes qu'elle a connues antérieurement, ou encore d'exemptions qui étaient allouées mais qu'elle n'avait pas encore comptabilisées. C'est d'ailleurs ce qui explique, comme le spécifiait à juste titre Carter, que les nouvelles mines ne paient pratiquement pas d'impôts durant les 6 ou 7 premières années de leur existence et non pas seulement durant les 3 premières années." (15)

A part les exemptions "spéciales" que nous venons d'aborder il y en a de plus ordinaires qui concernent l'amortissement. Les amortissements visent à "permettre aux sociétés minières de compenser la diminution de valeur subie par les immobilisations (dépenses en installations) du fait de leur vétusteté, ou plus exactement, **de récupérer le capital investi**. Parmi les plus importants, mentionnons l'amortissement général, l'amortissement des frais dits d'exploration, les bénéfices exonorés en vertu de l'allocation d'épuisement." (16)

Pour les Cies minières de l'amiante, les exemptions représentaient au cours de 1961-66, en moyenne 48.6% des bénéfices bruts: soit une somme de $170 millions. C'est donc dire, que pour cette période, les bénéfices bruts comptaient pour $350.4 millions sur une valeur de production d'amiante de $740 millions alors qu'à part de ces bénéfices bruts, nous retrouvons un $170 millions exempté d'impôts dont une bonne part de cette somme sont des profits déguisés en dépenses. Le cas de l'amortissement des dépenses est révelateur: "les dépenses effectuées représentent, en effet, moins de 20% des déductions admises" dit le rapport Chaloux; ce qui veut dire que 80% de l'amortissement des dépenses d'exploration sont des profits déguisés.

Nous voyons bien que même si les profits bruts déclarés sont imposants. il y en a une bonne partie qui n'apparait pas dans cette "déclaration" et qui sont camoufflés ailleurs. Ou ont fait les Cies d'amiante avec ces profits bruts?

Dans l'ensemble des Cies productrices d'amiante au Québec entre 1961 et 1966. la part des impôts représentait 28.9% des profits bruts déclarés (soit 10.5% au Québec et 18.4% au fédéral) 0.3% fut utilisé pour payer des intérets sur les emprunts et 1.1% pour les dépenses d'exploration. Quant au reste, 69.7%, il resta entre les mains des corporations multinationales dont un morceau de 38.8% fut versé en dividende aux actionnaires alors que l'autre partie. 31.4%, allait grossir le fonds de roulement des Cies.

Bilan pour le moins intéressant des Cies d'amiante illustré par le 69.7% des profits nets déclarés entre 61 et 66 qui furent drainés vers les maisons mères (les Etats-Unis principalement). Bilan financier intéressant. marché captif et situation de monopole. concours fidèle de son serviteur l'Etat (et rappelons nous que de 1961 a 1966 le ministre des Richesses Naturelles était nul autre que René Lévesque), tout ça alors que dans ce secteur (l'amiante), le Québec est le fournisseur dont sont nettement dépendants les US. Le rapport de forces changera dans la mesure où la classe ouvrière québécoise s'organisera politiquement.

NOTES:

(1) - source: "La place de l'industrie minière dans l'Economie québécoise", Ministère des Richesses Naturelles.

(2) - PNB - valeur totale des biens et services produits par une nation dans une période donnée.

(3).- une mise en garde est a faire a deux niveaux. D'abord soulignons que ces données sont approximatives, compte tenu que le Bureau de la statistique du Québec n'offre que les chiffres portant sur les exportations **chargées** aux ports du Québec; ceci pouvant inclure, dans certains cas, des biens produits dans une autre province mais chargés aux ports du Québec. D'autre part, il est important de rappeler que les exportations internationales du Québec sont différentes de ses exportations globales. En effet, quand nous parlons des exportations globales du Québec. cela comprend ses exportations **internationales** et ses exportations **interprovinciales.** Il s'agit d'une remarque importante puisque, en '67, les exportations du Québec vers les autres provinces comptaient pour 63% de ses exportations globales, contre seulement 37% pour les exportations vers d'autres nations. Prenant en considération le fait que les exportations du Québec vers les autres provinces sont constituées de produits de l'industrie légère pour 50% et de l'industrie lourde pour 34%, il apparait que de ne pas en tenir compte et confondre les exportations internationales du Québec avec ses exportations globales, mène à des aberrations comme celle qui consiste à tirer abusivement un parallèle avec le Québec et les pays du Tiers Monde. De

telles erreurs conduisent à des attitudes politiques "déconnectées" de la réalité comme l'humanisme style Pierre Jauvin (auteur de "Sous-développement au Québec et dans le monde" -à ne pas lire(ou encore le terrorisme style manifeste du FLQ.

(4)-. source, C. St-Onge, l,Impérialisme US au Québec
(5)- Chevalier J-M, "La structure de l'industrie américaine", Paris Editions Cujas, 1970, p. ?è
(6)- R. Brunelle, "Histoire de l'administration québécoise: le secteur minier", U de M, sciences pol., 1972, p.82
(7)- Annuaire du Québec, 1972, p. 547
(8)- "La souveraineté et l'économie", Parti Québécois 1970, p. 134
(9)- C. St-Onge, op. cit., p. 212
(10)- J.M. Chevalier, op. cit., p. 191
(11)- Défense Industry Council: organisme patronal qui fait des recommandations au Pentagone sur les questions d'armement..
(12)- R. Pelton. "Who really rules America". document photocopié
(13)- source. Statistique Canada
(14)- Y. Fortin. Min. Rich. Nat., "l'industrie de l'amiante". p. 13
(15)- Y. Fortin. op. cit. p. 14
(16)- A. Chaloux. cité par Fortin. op. cit., p. 14

Syndicats Salaires et productivité

Au Québec l'industrie minière employait environ 26,000 travailleurs en 1967, ce qui équivalait à 1.5% de la main-d'oeuvre québecoise. On peut affirmer sans risque de se tromper que ce nombre est resté assez stable et a plutôt tendance à diminuer. Le taux de syndicalisation dans cette industrie est de l'ordre de 47%, soit environ 12,000 travailleurs. Les Métallos sont nettement l'union la plus importante numériquement dans cette industrie. Les principaux bastions des Métallos sont sur la Côte-Nord et dans l'Abitibi, où l'on trouve les mines d'or, de cuivre, d'argent et de fer. Jusqu'au mouvement de désaffiliation en 72, la C.S.N. représentait la majorité des travailleurs de l'amiante dans la région des Cantons de l'Est. Suite au mouvement de désaffiliation, la Fédération de la Métallurgie (C.S.N.) perdit beaucoup de ses membres en faveur de la C.S.D.

Salaire et Productivité

Les salaires versés dans l'industrie minière sont supérieurs à la moyenne salariale québécoise. Cependant, elle se compare défavorablement à celle de d'autres secteurs économiques et les augmentations salariales sont inférieures aux hausses de productivité obtenues par les compagnies.

Les hausses salariales dans le secteur minier ne sont pas très elevees. En 10 ans, de 1954 à 1964, le salaire horaire moyen est passe de $1.538 à $2.304 soit une augmentation moyenne totale de 33%, c'est-à-dire une augmentation moyenne annuelle de 3.3%. Le tableau suivant nous montre clairement que le taux d'augmentation salariale de l'industrie minière est le plus faible au Quebec, entre 1963 et 1966.

taux agmentation salariale de '63 à '66 divers secteurs industriels										
Indus-trie	I Mine-raux metal-lique	II Manu-facture	IIa Produit textile	Produit papier	Produit fer et acier	Mine-raux non-fer-reux	Bâtiment et tra-vaux de génie	Bâtiment	Travaux de génie	service
taux d'aug-menta-tion	12.1	14.7	14.8	18.1	12.5	11.9	22.9	24.6	20.9	12.2

Un rapport confidentiel. "Place de l'industrie minière dans l'économie québécoise". produit par le ministère des richesses naturelles. nous montre clairement que les hausses de productivite obtenues par les compagnies (mines métalliques) sont très supérieures aux hausses de salaires

Rapport de la production ou nombres heures travaillées							
ANNEE	1955	1957	1960	1962	1964	1966	1967
Production (en milliers de $)	184,680	200,853	224,355	281,448	407,446	457,290	434,770
Nombre heures tra-vaillées en milliers	32,801	36,146	30,930	33,142	36,415	36,317	36,883
Indice de productivité horaire	5.6	5.75	7.25	8.5	11.1	12.6	11.8

Ici, l'indice de productivité est établi par le rapport entre la production et les heures travaillées. Le tableau suivant prouve la même chose, mais cette fois-ci, on établit le rapport entre la production et le nombre de dollars versés en salaire: comme nous voyons, en 1967, pour $1.00 versé en salaire, $4.07 allaient à la compagnie.

Rapport de la production ou nombre de dollars versé en salaire							
ANNEE	1955	1957	1960	1962	1964	1966	1967
Production (en milliers de $)	184,680	200,853	254,355	281,448	407,446	457,290	434,770
Salaires versés (en milliers de $)	49,997	66,892	66,009	78,164	89,812	100,870	106,454
Indice de productivité (par $ versé en salaire)	3.70	3.12	3.4	3.6	4.55	4.56	4.07

Donc, pour les neuf dernières années (1967), les salaires horaires dans les mines métalliques ont augmenté de 47% soit une moyenne annuelle de 5.2%, tandis que pour la même période la productivité horaire du travail augmentait de 71%, soit une moyenne annuelle de 8%.

Ces chiffres parlent par eux mêmes: les syndicats dans l'industrie minière malgré une présence numériquement importante n'ont pas fait en sorte de maintenir les hausses salariales à un taux équivalent aux hausses de productivité. Les augmentations salariales sont nettement inférieures aux augmentations de productivité et lorsqu'on pense aux conditions de travail (santé, sécurité...) prévalant dans cette industrie, le tableau nous apparait encore plus sombre. Une telle situation produit d'une part que les mineurs sont en perte de vitesse au niveau salarial (avec la hausse du coût de la vie) et que d'autre part grâce à cette situation les compagnies accumulent des fonds leurs permettant de financer des investissements pour hausser toujours plus la productivité.

Notes bibliographiques

Les mineurs en Bolivie



La Bolivie, située en plein coeur de l'Amérique Latine, est au centre de la lutte ouvrière et paysanne que mènent ces peuples depuis des dizaines d'années contre le colonialisme et l'impérialisme. Che Guevara, mort tragiquement dans les montagnes boliviennes assassiné par les gorilles de la CIA en octobre 1967, déclarait que ce pays constituait le "maillon faible" du continent, le lieu où les contradictions étaient le plus fortes, et où la mobilisation populaire permettait les plus grands espoirs.

Si le Che comprit l'importance de ce petit pays de 5 millions d'habitants, la bourgeoisie internationale le comprit elle aussi. C'est ainsi que durant l'été '71, les forces de la réaction dirigées par les impérialistes américains renversèrent le gouvernement du général Torres, un gouvernement à tendance anti-impérialiste et appuyé par les organisations ouvrières et paysannes. Cet événement, deux ans avant les coups fascistes de l'Uruguay et du Chili, démontrait l'accentuation des contradictions dans l'ensemble du continent et laissaient entrevoir la nouvelle stratégie de l'impérialisme, la ligne dure, les régimes de torture et de fascisme à la brésilienne.

Depuis le coup, les forces populaires se sont réorganisées et se sont engagées dans un processus de **guerre populaire prolongée**, dirigeant à la fois les luttes revendicatives des masses populaires (grèves, occupations des terres, manifestations étudiantes, etc...) et la lutte armée contre le régime fasciste. De plus, les organisations populaires et révolutionnaires se sont regroupées en un large front uni, le FRONT REVOLUTIONNAIRE ANTI-IMPERIALISTE qui réunit dans une seule force les syndicats, les partis politiques (Parti communiste pro-soviétique, parti marxiste-léniniste, parti socialiste, groupes trotskistes, etc...) et même certains secteurs de l'armée qui ont suivi dans la résistance l'ex-chef d'Etat, le général Torres.

Dans son numéro de février, la revue américaine NACLA LATIN AMERICA AND EMPIRE REPORT* est consacrée à la situation bolivienne. Cette revue, consacrée presqu'exclusivement à l'analyse de la situation et de la lutte en Amérique Latine, est l'une des meilleures sources d'informations documentées et concrètes sur le sujet. Nous avons cru bon de référer les lecteurs intéressés à cette revue, à la fois pour mieux connaitre la situation en Bolivie, et aussi pour tirer des leçons des luttes et des organisations des mineurs dans ce pays, qui constituent le principal contingent combatif des différentes couches sociales boliviennes en lutte.

Voici brièvement le sommaire de la revue:

-Bolivie: la guerre continue. Une analyse générale de la situation actuelle, le réaménagement des forces dans la lutte des classes depuis le coup d'août '71, le rôle de l'impérialisme, ainsi qu'un glossaire des principales organisations de la résistance.

-La Bolivie sera un pays socialiste ou ne sera jamais un pays moderne: une interview avec un dirigeant du "Mouvement de la gauche révolutionnaire" (MIR), l'ex-ministre des mines durant le gouvernement du général Torrès, qui explique le rôle du MIR et la mobilisation des mineurs dans la résistance.

-L'étain et l'impérialisme. Les Américains contrôlent l'extraction de la principale richesse minière du pays, l'étain. Quels monopoles américains sont impliqués, quelle est leur stratégie face aux travailleurs, comment les travailleurs résistent depuis 50 ans, etc... ce sont ces questions auxquelles répond le texte.

-Les thèses de Pulacayo. En 1946, la fédération syndicale des mineurs (Federacion Sindical de Trabajadores Mineros de Bolivia - FSTMB) se réunit dans le village minier de Pulacayo. Les délégués des syndicats de mineurs partout dans le pays rédigent un document politique dans lequel ils tracent les objectifs à court et à long terme de leur lutte, autant les revendications économiques immédiates que le renversement du capitalisme et de l'impérialisme et l'établissement du socialisme. Ces thèses orientèrent et orientent encore l'action des mineurs boliviens dans leur lutte contre la dictature fasciste.

-La Bolivie: prisonnier géopolitique du Brésil et **L'alliance pour le pouvoir: l'aide américaine en Bolivie sous** le **régime Banzer**. Deux textes qui situent la position de la Bolivie par rapport à l'impérialisme américain et à son lieutenant en Amérique latine, le Brésil.

*La revue NACLA parait tous les mois et se vend au coût de un dollar. Nacla édite aussi des dossiers spéciaux, entre autre, l'excellent brochure "New Chile", qui recueille plusieurs textes sur le Chili depuis la prise du pouvoir par Allende jusqu'au coup fasciste.

Les dossiers, les numéros courants et déjà parus sont tous disponibles à la Librairie progressiste, 1867 Amherst, Montréal.

La grève générale de WINNIPEG

En mai 1919, plus de 30,000 travailleurs, syndiqués et non-syndiqués, canadiens et immigrants, hommes et femmes prenaient part à une des seules grèves de masse dans l'histoire du mouvement ouvrier au Canada. Cet événement troubla la conscience ouvrière pendant plusieurs années. Plus tard durant les annéees '30, lorsque les travailleurs partout en Amérique du Nord déclenchèrent leur vaste mouvement d'organisation et de syndicalisation, ce sont des événements du genre de la grève générale de Winnipeg, la grève générale des travailleurs de l'acier aux Etats-Unis, et d'autres luttes épiques qui inspirèrent la classe ouvrière et lui fournirent des leçons pratiques essentielles sans lesquelles elle n'aurait pu avancer.

La grève de Winnipeg fut un échec. Contre la force conjuguée des patrons, de l'Etat capitaliste et des syndicats réactionnaires, les travailleurs durent plier sous la répression violente qui s'acharna sur eux pendant plusieurs mois. Dans le texte que nous présentons, nous tentons de retracer les raisons de cet échec, les différentes phases de la lutte, l'influence du "ONE BIG UNION", la nouvelle organisation syndicale combative et progressiste qui se développa dans l'ouest canadien durant ces années. Nous espérons fournir quelques éléments de base permettant la compréhension globale de cette lutte. En fin de texte, nous avons aussi ajouté une courte annexe sur le débat que mena LENINE en 1920 contre l'anarcho-syndicalisme et le "syndicalisme révolutionnaire", un débat qu'on peut voir se développer en pratique durant la lutte de Winnipeg.

Mobilisation.

Premier mai: Après trois mois de négociations patronales dans l'industrie de la construction, les syndicats regroupés dans un conseil régional des métiers de la construction votent pour la grève.

2 mai: Le conseil des syndicats de la métallurgie déclenche la grève dans les trois plus grosses usines de métallurgie.

6 mai: Le conseil des syndicats de la métallurgie, de même que le conseil des syndicats de la construction informe le Conseil des métiers et du travail de Winnipeg que les patrons refusent de négocier. Le CMT décide immédiatement d'organiser un vote dans tous les syndicats affiliés pour déclencher une grève générale d'appui.

13 mai: Le décompte des votes est rendu public: 11,000 pour la grève, environ 500 contre. On forme un comité de grève avec 300 membres (3 délégués par syndicat local). Plus tard, un comité central exécutif de 15 membres sera élu.

15 mai: La grève générale est déclenchée à 11hres am. En quelques heures, toutes les activités sont interrompues et des milliers de travailleurs non-syndiqués se joignent aux grévistes syndiqués et sortent en grève. Dans une manifestation de masse, les organisations de vétérans déclarent leur appui aux grévistes.

16 mai: On annonce la formation du "Comité des 1.000 citoyens", une organisation regroupant les bourgeois locaux pour combattre la grève.

17 mai: Le comité de grève rencontre le conseil municipal pour discuter le maintien des services essentiels. On discute entre autres du maintien du service de livraison du lait, qui sera effectivement maintenu sous le contrôle du comité de grève.

22 mai: Le ministre fédéral de la justice, Arthur Meighen, accompagné du ministre du travail, G. Robertson, arrive à Winnipeg où il entreprend des pourparlers avec le "Comité des 1,000 citoyens". Aucun contact n'est établi avec le comité de grève.

25 mai: Le ministre fédéral du travail lance un ultimatum aux employés des services postaux de Winnipeg. Les travailleurs seraient forcés de signer une déclaration comme quoi ils coupent tous les liens avec le CMT. Les gouvernements provincial et

municipal lancent des ultimatums semblables à leurs employés, l'ordre du gouvernement provincial s'adressant particulièrement aux employés du téléphone.

Une manifestation de 5,000 travailleurs des services publics rejette les ultimatums.

30 mai: Les policiers de la ville doivent signer un contrat qui stipule que toute affiliation à un syndicat est interdite. Les policiers refusent de signer.

1er juin: 10,000 soldats-vétérans manifestent devant le parlement provincial en signe d'appui à la grève, revendiquant une législation rendant obligatoire les conventions collectives, et demandant le retrait des ultimatums pour les employés des services publics.

3 juin: Dans les journaux de Winnipeg, on peut lire des déclarations du "Comité des 1,000 citoyens" demandant la déportation des "éléments étrangers" qui "dirigent la grève".

6 juin: Le gouvernement du Canada amende sa loi sur l'immigration rendant possible la déportation sans jugement pour tout citoyen né à l'étranger accusé de "sédition".

8 juin: assemblée de 10,000 personnes pour renforcir le moral des travailleurs.

9 juin: Tous les policiers municipaux sont congédiés pour avoir refusé de signer le contrat, et le "Comité des 1,000 citoyens" commence à recruter des "forces spéciales" de police.

16 juin: Les patrons de l'industrie de la métallurgie proposent des "compromis" selon eux qui faciliteraient les négociations. Le même soir, et au lendemain matin, la police fédérale entreprend une série de raids et arrête 10 grévistes qui sont amenés à un pénitencier à 20 milles de Winnipeg.

18 juin: On annonce que les 10 grévistes arrêtés seront détenus sans possibilité de cautionnement.

21 juin: A la suite de plusieurs manifestations dans tout le pays, 6 des 10 travailleurs arrêtés sont relachés sous caution.

Une manifestation pacifique à Winnipeg pour protester contre la répression est attaquée par les "policiers spéciaux" et la RCMP. Un travailleur est tué par balles, trente autres sont blessés.

23 juin: Les rédacteurs du journal des grévistes "Western Labor news" sont arrêtés.

25 juin: Le comité de grève annonce la fin de la grève.

26 juin: La grève générale de Winnipeg se termine, à 11 heures a.m.

Première partie: le contexte du mouvement ouvrier dans l'ouest canadien en 1919

Le 22 décembre 1918, quelques mois avant la grève, des militants du Parti Socialiste du Canada (1) organisaient une assemblée à Winnipeg pour protester contre le maintien de la Loi des mesures de guerre (2) et l'intervention de l'armée canadienne et britannique contre la Russie des soviets(3), libéré depuis peu suite à la révolution bolchévique d'octobre 1917. Cette assemblée manifeste le renouveau de militantisme et de combativité parmi les ouvriers de l'ouest canadien durant ces années. A ce moment, la plupart des dirigeants syndicaux locaux, reliés à des degrés divers avec les organisations socialistes, tentaient de radicaliser le mouvement ouvrier dans son ensemble et d'amorcer un travail de syndicalisation large parmi les milliers de travailleurs non spécialisés qui restaient à l'écart de l'A.F.L. et de sa filiale au Canada, le "Congrès des métiers et du travail du Canada" (CMTC). (4)

Le CMTC de cette époque suivait généralement la voie tracée par l'AFL: conservatisme politique absolu, soutien aux gouvernements réactionnaires, syndicalisation des travailleurs qualifiés seulement, abandon des larges masses de non-qualifiés, etc... Dans l'ouest du pays, cette politique générale rencontrait plus d'opposition: pour diverses raisons. D'abord, le mouvement socialiste était mieux implanté, tout au moins au niveau des syndicalistes. D'autre part, plusieurs travailleurs étaient des immigrants de fraîche date; des pays slaves (c'est parmi ces travailleurs que l'impact de la révolution russe eut le plus de force), aussi des diverses régions de la Grande Bretagne où la tradition syndicaliste était fortement implantée.

Durant les années 1917-18, et au début de 1919, plusieurs grèves dures furent menées par les mineurs, les travailleurs des ports en Colombie britannique, les métallos à Winnipeg. A chaque fois, ces luttes aboutirent à des défaites ou au mieux à des demi-victoires. La tactique habituelle des patrons, utiliser les travailleurs non-syndiqués dans l'entreprise, réussissait toujours à briser l'élan des travailleurs. C'est dans ce contexte que les travailleurs de l'ouest canadien décidèrent de changer la forme d'organisation qu'il avait developpe jusqu'à date. Au congrès annuel du CMTC au mois de septembre 1918, les délégués de la plupart des syndicats locaux et des conseils centraux de l'ouest sortent du congrès après avoir vainement tenté d'expliquer la nécessité d'en finir avec le syndicalisme de métier. Ces délégués décidèrent alors de se réunir en mars 1919 à Calgary.

La conférence de Calgary et le one big union

Cette conférence était le résultat de toute cette période de débats et d'agitation parmi les travailleurs de l'ouest. Les délégués assemblés devaient répondre à la question fondamentale: comment s'organiser à l'étape actuelle. A cette question, les travailleurs répondirent presqu'unanimement qu'il fallait organiser les travailleurs dans des syndicats de masse, industriels.(5) A cette principale constatation se rajoutèrent certaines revendications précises, comme la nécessité de lutter pour la réduction des heures de travail, des comités de sécurité, la libération des prisonniers politiques, etc... (6) De plus, les délégués votèrent une résolution pour appuyer la révolution russe, déclarant que "le principe de la dictature du prolétariat est un excellent principe pour la transformation de la propriété capitaliste privée en une richesse collective, et que dans ce contexte, nous envoyons nos

1) Parti Socialiste du Canada: fondé en 1904 à la suite de la fusion de diverses ligues socialistes implantées surtout dans l'ouest canadien. Durant les années 1905-1910, le PS réussit à faire élire quelques députés en Alberta. Mais l'organisation se bureaucratisa et devint une sorte de secte sans influences. Plusieurs autres partis socialistes virent le jour du Canada jusqu'en 1920. En 1921, toutefois, la plupart des militants socialistes se joignirent au Parti Communiste qui devint la seule force organisée de gauche jusque dans les années '30.
2) La loi des mesures de guerre qui fut instaurée pendant les années de guerre est la méme qui fut rétablie en octobre '70 au Québec.
3) En février 1919, 5,000 soldats canadiens furent envoyés à Vladivostok pour renforcir les armées britanniques et japonaises dans leur agression contre la Russie soviétique.
4) CMTC: l'ancêtre du Congrès du travail du Canada qui existe aujourd'hui. Le CMTC fut de même que le CTC une "filiale" de l'AFL et des syndicats américains. Voir à ce sujet le mouvement ouvrier américain, in Mob., vol. 3 no. 4 et 5
5) Syndicalisme industriel: cette organisation syndicale regroupe les travailleurs sur la base de l'industrie, i.e. tous les travailleurs d'une même industrie. C'est la conception du syndicalisme qu'affrontait les syndicats dits de "métier", regroupant les travailleurs d'un seul métier, dans une industrie donnée.
6) Des militants du Parti Socialiste, du "Socialist Labor Party" Americain et des IWW (Industrial Workers of the World) avaient été internésau Canada sous la loi des mesures de guerre.

salutations fraternelles au gouvernement soviétique russe, aux Spartakistes (7) en Allemagne... " Un débat de fond fut engagé sur la question de l'action politique. A l'exemple des "Industrial Workers of the World" (IWW) (8) américains, certains dirigeants syndicaux de la conférence de Calgary voulaient donner une orientation anarcho-syndicaliste au mouvement, rejettant l' "action politique" pour l' "action économique" de tous les travailleurs et son apogée, la "grève générale révolutionnaire". Ce sont ces conceptions que Lenine critiqua plus tard dans plusieurs textes (dont le plus connu demeure "La maladie infantile du communisme—le gauchisme"), analysant la différence entre la lutte économique et la lutte politique, le rôle des syndicats et le rôle du parti politique, et la nécessité pour les militants communistes de travailler même de "l'intérieur" des syndicats réactionnaires, "partout où sont les masses". Le caractère contradictoire des conceptions des dirigeants de Calgary, appui à la révolution russe d'une part, conception anarcho-syndicaliste d'autre part, s'explique par le fait que le débat sur ces questions était à peine entamé dans le mouvement ouvrier international et qu'il faudra plusieurs années de luttes et d'expériences pour vraiment comprendre clairement où menaient les conceptions syndicalistes.

La situation à Winnipeg

Winnipeg est une sorte de ville-service pour la région rurale avoisinante. Plusieurs entreprises de petite et de moyenne taille y produisent les outils et les matériaux nécessaires pour les travaux agricoles. On y compte environ 190,000 habitants, dont quelques 12,000 travailleurs syndiqués, principalement dans la métallurgie et la construction.

La conférence de Calgary qui avait donné naissance à un embryon de nouvelle organisation syndicale, la "**One Big Union**" (9) eut beaucoup de retentissement à Winnipeg. A l'intérieur du conseil central du CMTC à Winnipeg, les syndicalistes révolutionnaires menèrent une grande campagne d'agitation, pour la Russie soviétique, et pour l'idée d'une nouvelle centrale syndicale de masse, l'OBU. Au sein du conseil central du CMTC, les militants de l'OBU formaient une solide minorité et étaient capables de forcer les dirigeants réactionnaires à céder sur plusieurs revendications des travailleurs. Différentes assemblées de mase comme celle du 22 décembre 1918, étaient organisées par les militants de l'OBU et du Parti Socialiste. Peu à



Une assemblée pacifique des grévistes.

peu, les divers éléments essentiels au déclenchement d'une action massive comme la grève générale étaient mis en place. Parmi les travailleurs en général, on pouvait constater un renouveau de combativité après une guerre de 4 ans (1914-1919) pendant laquelle les conditions économiques s'étaient déteriorées alors que les patrons empochaient des centaines de millions de profits. L'exemple lointain de la révolution russe inspirait aussi beaucoup de monde, sans toutefois que cela se répercute directement en termes organisationnels. Au sein des syndicats, les militants de l'OBU n'attendaient qu'une occasion favorable pour isoler les dirigeants du CMTC. La stratégie de l'OBU était de travailler de l'intérieur du CMTC d'abord, se gagner la majorité, puis se retirer dans une organisation totalement autonome.

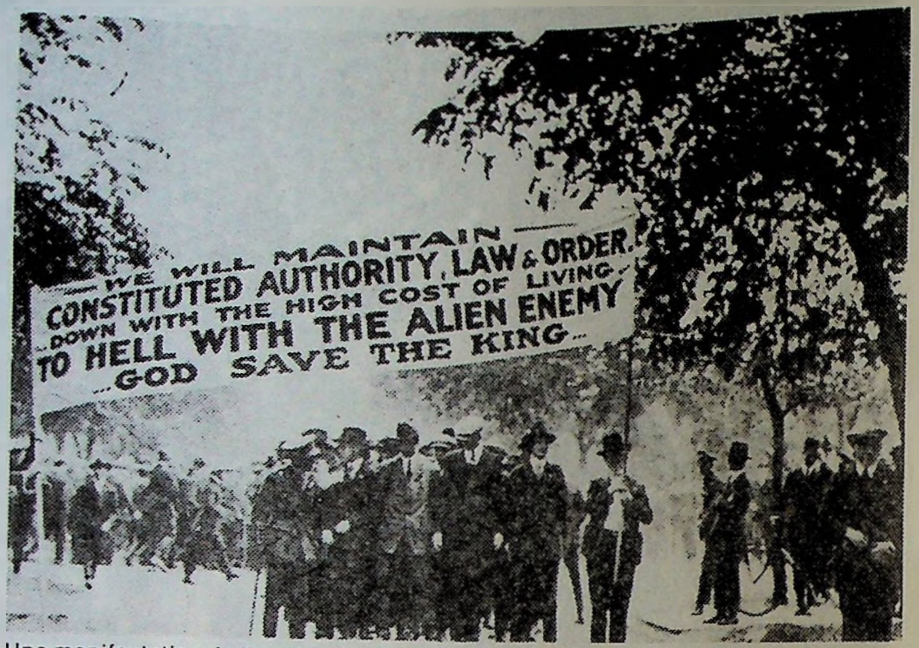
Deuxième partie: première phase de la grève

Le 1er mai, 1919, les travailleurs des métiers de la construction déclenchent la grève pour soutenir leurs revendications: augmentation des salaires et reconnaissance d'une seule unité syndicale pour tous les travailleurs. Les patrons refusent de négocier avec les représentants du Conseil général des travailleurs de la construction; ils veulent négocier avec chaque syndicat de métier séparément. Le 2 mai, face aux refus de négocier des employeurs, les travailleurs des trois plus grosses entreprises de métallurgie débrayent à leur tour. Encore une fois, la grève porte surtout sur le principe de la reconnaissance dun seul syndicat et d'une seule unité de négociation. Les patrons veulent continuer à transiger avec la multitude de petits syndicats de métier qui divisent les travailleurs en briqueteurs, maçons, platriers, décorateurs, et mille et une autre division artificielle.

Le 6 mai au soir, lors d'une assemblé du Conseil des Métiers et du travail de la ville de Winnipeg, les délégués des machinistes, qui font partie des grévistes dans la métallurgie, proposent l'organisation d'une grève générale de solidarité avec les travailleurs de la construction et de la métallurgie. Les militants de l'OBU sont bien sûr les plus chauds défenseurs de cette idée, alors que les dirigeants majoritaires du CMTC tentent de retarder l'affaire. On décide tout de même d'organiser un vote parmi tous les syndicats affiliés.

Durant une semaine, les militants de l'OBU et d'autres travailleurs combattifs visitent systématiquement les syndicats locaux, organisent des assemblées, font un intense travail d'agitation et de propagande. Lors de la réunion du 13 mai au CMT, le

7) Spartakistes: groupe socialiste fondé par Rosa Luxembourg et Karl Liebnecht en 1917 pour lutter contre les positions opportunistes du Parti Social Démocrate allemand. En 1919, un peu avant l'assassinat de Luxembourg et de Liebnecht, les Spartakistes devenaient le Parti Communiste Allemand (KPD)
8) Sur les IWW, la lecture des articles de Mobilisation sur le mouvement ouvrier américain pourra aussi répondre à plusieurs questions.
9) One big union: littéralement, "Un seul gros syndicat".



Une manifestation du "comité des 1,000 citoyens" pour la "loi et l'ordre".

résultat du vote est rendu publique: plus de 11,000 travailleurs se déclarent pour la grève, à peine 500 sont contre. La grève économique des travailleurs de la construction et de la métallurgie se transforme soudain en une grève générale politique! Même les travailleurs de syndicats non affiliés au CMT, comme ceux des chemins de fer, sont prêts à aller en grève. A la dernière minute, les autorités municipales tentent de susciter des rencontres entre syndicats et employeurs, mais peine perdue.

La grève générale commence

Le 15 mai au matin, le monde arrête de tourner à Winnipeg. Les trains, les tramways, les taxis arrêtent. Les garçons de table et les serveuses de restaurants, tous non syndiqués, débrayent. Les services de téléphone sont interrompus quand les filles sortent en masse le soir. Même les barbiers sortent en grève.

Malgré le fait qu'il n'y a que 12,000 travailleurs syndiqués environ, plus de 30,000 sortent en grève ce jour-là. Tous les secteurs de production, de communication et de transport sont paralysées. Même les entreprises de services le sont pour la plupart. A l'invitation du comité de grève, formé de 300 délégués de syndicats locaux, la ville est calme. On veut éviter la provocation. Un comité éxecutif central du comité de grève supervise le tout: il est formé de 5 membres, dont deux militants de l'OBU. Des sous-comités de finances, de publicité, de sécurité, etc... sont organisés. On décide aussi de publier un bulletin de nouvelles quotidien. Les grèvistes décident de maintenir les services essentiels, comme celui de la police, de la livraison du lait et du pain, de même que la vente de gazoline pendant des périodes de temps limitées. Les habitants de la ville, qui sont environ 190,000 (Winnipeg et banlieues) ont ainsi accès au minimum.

Au début de la grève, les travailleurs n'ont pas tellement l'impression de jouer une dure partie, d'avoir posé un geste dangereux. Les dirigeants de la greve insistent toujours sur la nécessité du calme et de la sérénité: "... La seule chose que les travailleurs ont à faire pour gagner cette grève, c'est de ne rien faire. Ne faites que manger, dormir, jouer, aimer,rire, et regarder le paysage..." (Bulletin de grève du 20 mai). C'est dans une athmosphère de joie et de gaité que se déroule la grève. Aucun incident fâcheux ne survient dans ces premiers jours. Etant donné le caractère massif de la grève, il n'y a pas de briseurs de grèves, donc pas ou peu de piquetage, pas de manifestation, pas d'affrontement. "Notre cause est juste", déclarent les grévistes dans le Bulletin de grève du 21 mai. "Jamais nous n'avons été aussi unanimes sur le bien fondé de nos deux principales revendications: 1) le droit à la convention collective et 2) le droit à des salaires satisfaisants"...

Les premiers craquements

Les patrons silencieux depuis le début de la grève décident de passer à l'action. Le prétexte choisi est celui du maintien des services essentiels (une tactique fréquement employée par les capitalistes dans le monde entier). Dès le début de la grève, le comité de grève avait autorisé les livraisons de lait et de pain, de même que certains autres services. Les patrons de l'industrie laitière profitent de ce fait pour tenter de jouer dans le dos des grévistes, en engageant des non-syndiqués. Le comité de grève décide alors de prendre en main lui-même la supervison de ce service: désormais, les seuls camions de livraison autorisés à circuler devront porter un grand placard "AUTORISE PAR LE COMITE DE GREVE". La bourgeoisie locale lance alors de grands cris d'émoi: "Puisque le comité de grève est la seule autorité qui peut permettre la livraison et la production du lait", disent les bourgeois, "cela signifie dans les faits que les grévistes contrôlent la ville et ont remplacé par la force les pouvoirs légalement constitués". La bourgeoisie locale tente alors de faire passer le comité de grève comme l'embryon d'un "Soviet" local, le début de la "révolution bolchévique" au Canada. Ce même genre de manoeuvres fut adopté dans plusieur services publics: police, pompiers, collecte des ordures, etc... Au lieu de passer des ententes avec les grévistes, les patrons ferment les entreprises et les services et blâment les travailleurs de ne pas fournir l'essentiel à la population.

Un comité de "citoyens"

Pour coordonner ses tactiques, l'élite locale de Winnipeg décide le 16 mai de former le "Comité des 1,000 Citoyens", (10) une organisation dirigée par les magnats industriels et financiers de la région. Dès le début, la stratégie du comité de "citoyens" est double: **d'une part**, empêcher les employeurs des diverses industries de signer des conventions séparément avec les grévistes, constituer un bloc uni et solide des patrons face aux grévistes; **d'autre part**, il faut mobiliser les couches moyennes, les petits et moyens salariés, les fermiers des régions avoisinantes, les apeurer au plus haut degré avec les cauchemars du communisme. "La grève est une arme de Moscou", peut-on lire dans le journal de l'élite locale du 20 mai. Les bourgeois font aussi la comparaison avec la grève générale qui s'était déroulée l'année précédente à Seattle, sur la côte ouest des Etats-Unis, et qui s'était terminée dans le sang et la répression.

D'autre part, les bourgeois locaux ne se contentent pas de propagande. Ils organisent des services de "volontaires" qui assument de force les services essentiels. Ils forment aussi des unités "spéciales" de police à la demande du ministre fédéral de la Justice qui n'a plus confiance dans les

10) "The citizen's Committee of One thousand"

forces de l'ordre locales, "contaminées" par les grévistes. Des délégués du comité de "citoyens" visitent aussi les fermiers des régions avoisinantes, pour prévenir les petits fermiers que les "communistes étaient en train de préparer la révolution." Les fermiers, isolés et sans information, dépendant de la ville pour le transport et la vente de leurs produits, furent des le depart contre les grévistes. La campagne de propagande organisée par les patrons eut beaucoup d'écho, ce qui isolait politiquement les travailleurs de la ville entourés par des milliers de petits fermiers hostiles et manipulés par les patrons.

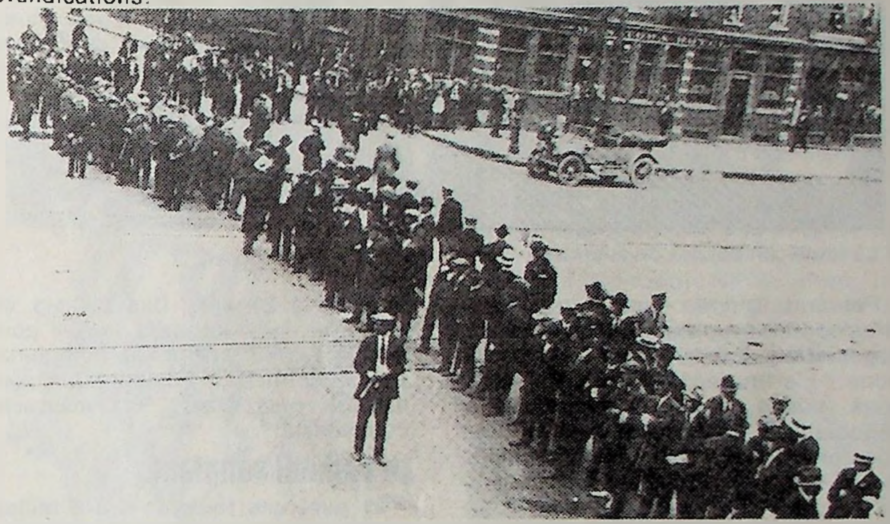
Les différents paliers de gouvernement, jusqu'alors assez silencieux, commencent aussi à intervenir. Le gouvernement provincial, qui administre le service du téléphone, se prépare à servir un ultimatum à ses employées: rentrez ou vous êtes congédiées. Le gouvernement fédéral (11) et le ministre du Travail (un ancien syndicaliste de droite) se préparent à la même tactique avec les employés des postes. Le gouvernement envoie aussi des unités spéciales de la RCMP et mêmes des bataillons de l'armée. De plus le ministre du Travail, G. Robertson, a plusieurs entretiens avec les patrons et le comité des "citoyens" durant lesquels il déconseille fortement à ceux-ci de céder aux revendications des grévistes. Il craint qu'une victoire des grévistes n'entraine d'autres mouvements semblables dans le pays. A partir de ce moment, le rapport de forces commence à devenir de plus en plus défavorable pour les travailleurs: ils ont maintenant contre eux la bourgeoisie nationale dans son ensemble, la police, l'armée, la "justice" bourgeoise.

Robertson fixe un ultimatum aux employés des postes: s'ils ne sont pas rentrés le 26 mai, ils sont congédiés. Ceux-ci dans une assemblée massive rejettent l'ultimatum. A partir du 26 mai, on embauche au bureau de poste. Les journaux bourgeois qui ont recommencé à paraître depuis le 24 chantent victoire: enfin, la solidarité des grévistes semble brisée...

Face à cette offensive généralisée, les travailleurs ne restent pas passifs. Ils répliquent durement en paralysant le transport terroviaire dans toute la province. A Calgary, en Alberta, les travailleurs des transports en commun débrayent. Plus loin, ce sont les mineurs. Le mouvement de solidarité s'étend. Les délégués au CMT de Toronto se prononcent pour un grève générale et on se prépare à imiter le geste des travailleurs de Winnipeg. Le 31 mai, plusieurs débrayages partiels ont lieu, impliquant plus de 10,000 travailleurs. Mais le mouvement s'essoufle faute d'une direction ferme.

Après deux semaines de grève, à la fin du mois de mai, les enjeux de la lutte étaient clairement posés, à Winnipeg et pour plusieurs milliers de travailleurs partout au pays. Les travailleurs ne semblaient pas vouloir fléchir. Leur organisation se solidifiait et leur moral tenait bon. De l'autre côté, le comité des 1,000 "citoyens" renforcissait ses liens avec les divers paliers de gouvernement. Ni l'un, ni l'autre côté ne pouvait céder sur ses revendications.

Ailleurs dans le pays, le mouvement d'appui s'essouflait. Le 1er juin, la grève de Toronto se termine dans la confusion. Toutefois, des mouvements de grève spontanés et sporadiques continuent de se produire d'un bout a l'autre du Canada. En juin, le CMT de la ville de Vancouver déclenche une grève générale. (12) Plus de 60,000 travailleurs de la région débrayent en solidarité avec Winnipeg. Cette grève générale à Vancouver eut moins d'échos que celle de Winnipeg, pourtant, elle dura elle aussi plus d'un mois. La tournure des événements ne fut pas aussi dramatique cependant, la grève se terminant graduellement et sans incidents violents.



Les policiers "spéciaux" qui s'appêtent à nettoyer les rues

Troisième partie: deuxième et dernière phase de la grève

Le 4 juin, le comité central de grève suspend une fois de plus sa collaboration au maintien des services essentiels suite à des maneouvres patronales. Le 9 juin, le maire de la ville annonce le congédiement de la force policière au complet et l'organisation d'un corps de police "spécial". L'apparition de ces policiers "spéciaux" provoque des batailles de rue dans les jours qui suivent.

Un élément nouveau qui apparait sur ls scène est l'intervention plus bruyante des ex-soldats. Ceux-ci sont nombreux et organisés au sein d'une association dirigée par des éléments progressistes. A partir du 31 mai, les ex-soldats organisent plusieurs manifestations et assemblées publiques pour dénoncer les patrons et le gouvernement et appuyer les grévistes. Un peu partout dans la ville, des groupes de soldats inactifs et impatients se promènent. Cette situation est vivement dénoncée par le comité de "citoyens" qui présentent les soldats comme de futures troupes de choc de la révolution.

A Winnipeg, la tension monte. Le 10 juin, la foule s'en prend aux policiers "spéciaux" qu'elle ridiculise et enferme dans ses bureaux pour plusieurs heures. Finalement, la RCMP finit par libérer les "Spéciaux", mais avec de grande difficultés, et en subissant plusieurs blessures, dont le sergent-major en charge qui eut le malheur de recevoir une brique en pleine face. L'incident provoque une campagne de propagande encore plus forte de la part de l'"élite" locale qui réclame à grands cris une intervention militaire décisive.

11) Le ministre de la justice du temps, M. Arthur Meighen, qui fut plus tard premier ministre conservateur, est le grand père de l'actuel président du parti conservateur, M. Michael Meighen, ex-candidat conservateur dans Westmount.

12) Les organisations syndicales de la region de Vancouver furent très longtemps dirigées par des militants progressistes. Durant les années '30 et '40, ce fut la place forte du Parti Communiste. Encore aujourd'hui, plusieurs syndicats, particulierement ceux des travailleurs du port et des marins, sont plus combatifs qu'ailleurs dans le pays.



La foule combat des cavaliers de la RCMP.

Pendant tout ce temps, quelques rares contacts sont entrepris en vue de négociation entre syndicats et patrons. L'attitude intransigeante des boss laisse peu de place à la négociation. Ils refusent systématiquement de reconnaitre les conseils industriels des syndicats; ils refusent de signer des contrats avec des clauses reconnaissant directement le syndicat de métiers et impliquant l'"Atelier fermé". La seule concession qu'ils présentent est la reconnaissance de syndicats de métiers représentant une infime partie des travailleurs.

Le 11 juin, la ville interdit officiellement les manifestations publiques.

Le 17 juin, huit dirigeants du comité central de grève sont arrêtés, de même que quatre autres travailleurs, et sont accusés de "conspiration séditieuse". Cette arrestation faisait suite à une modification apportée à la loi de l'immigration par le ministre fédéral, modification qui permettait la déportation immédiate et sans appel de tout non-citoyen qui serait **soupconné** (et non pas trouvé coupable) de sédition. Cette manoeuvre était dirigé contre les travailleurs de Winnipeg, parmi lesquels une bonne proportion était composée de travailleurs immigrés. La manoeuvre faisait aussi suite à la campagne raciste menée par la bourgeoisie qui tentait d'assimiler le "communisme" et la "révolution" aux "étrangers", les travailleurs immigrés.

Après plusieurs manifestations partout au pays, six des travailleurs arrêtés sont finalement libérés sous caution le 21 juin. Des milliers de personnes sortent dans la rue pour manifester leur joie et leur détermination à continuer le combat. Quelques heures plus tard, le massacre commençait.

Le samedi sanglant

21 juin, une foule de 5 à 6 milles personnes s'assemblent paisiblement pour écouter quelques discours. Soudainement, des centaines de policiers "spéciaux" armés de batons de baseball et de chaines apparaissent. Quelques 100 policiers de la RCMP les devancent montés sur leurs grands chevaux et avec leurs beaux costumes rouges. Les cavaliers chargent la foule qui les repousse plusieurs fois avec des pierres et des briques. Puis, les policiers commencent à tirer. Au début, les gens pensent qu'ils tirent à blanc. Puis, quand on en voit tomber, on s'aperçoit qu'ils tirent des vraies balles. La foule paniquée s'enfuit derrière les tirs de la RCMP et les matraques des "Speciaux". A certains endroits, des centaines de personnes sont coincés dans des rues sans issue et doivent foncer avec leurs mains nues contre la police armée. Entretemps, le maire lit la "loi de l'émeute" ce qui rend illégal tout attroupement de plus de 3 personnes! Vers la fin de la journée, l'armée fait son entrée dans la ville, les troupes occupent les rues et les édifices principaux: c'est l'état de siège. L'émeute était terminée. Le décompte des pertes: un travailleur tué, une trentaine d'autres blessés par balles, plusieurs centaines matraqués. Quelques jours plus tard, un autre travailleur meurt à la suite de blessures subies le 21.

Dans le Bulletin de grève du 23 juin, on écrit: "A quoi servira le sacrifice du Canada quand il écrasa le "Kaisérisme" en Allemagne s'il laisse le "Kaisérisme" s'établir ici même?..."

La fin de la grève

Mais la répression ne fait que commencer. A partir du 22, les rues sont patrouillées constamment par l'armée et rien n'est permis. Le 24, le Bulletin de grève, le "Western Labor News", est interdit, les journalistes et éditeurs arrêtés. La terreur régnait partout. Désorganisés, incapables de se réunir et de discuter de la poursuite de la lutte, les travailleurs sont impuissants. Le 25 juin, le comité central de grève décide d'arrêter la lutte. La majorité des dirigeants du Conseil des métiers et du travail flanchent. Les dirigeants réformistes de plusieurs syndicats s'empressent de demander le retour au travail. Déjà les masses ont perdu l'initiative, les dirigeants plus combatifs sont isolés et réprimés; le 26 juin, la grève est officiellement terminée. La bourgeoisie chante victoire, les "bolchéviques" ont manqué leur coup. Une longue série de procès et de déportations commencent

Les lendemains de la grève

Les procès s'éternisent durant plusieurs mois. Finalement, les 10 dirigeants du comité de grève qui avaient été arrêtés les premiers furent condamnés à deux ans de prison. Leur appel fut rejeté. Les autres accusés, dirigeants syndicaux et journalistes de gauche écopèrent de diverses peines de six mois à deux ans. Une trentaine d'autres procès moins spectaculaires impliquant des travailleurs arrêtés lors des émeutes se terminèrent tous par des peines de prison. Plusieurs de ces condamnés, d'origine étrangère, ont dû faire leur temps en prison, puis ensuite à leur sortie être immédiatement déportés dans leurs pays respectifs.

D'autre part, après les événements dans la ville, la campagne de répression se poursuit. La plupart des employés des services publics sont congédiés. Dans la construction et la métallurgie, les travailleurs les plus militants sont renvoyés et mis sur les listes noires ce qui les empêche de se trouver du travail. Les organisations syndicales sont presque éliminées de la carte, le CMT de Winnipeg ne demeurant qu'un grand corps vide sans substance.

13) "Kaisérisme", référence au "Kaiser", l'empereur allemand responsable du déclenchement de la guerre en 1914

Quand à l'organisation militante de l'OBU elle met la priorité après la grève sur la campagne de défense des accusés. Malgré cette défaite, l'OBU continue de s'étendre. En 1920, le Conseil des métiers et du travail de Vancouver est entre ses mains. Plusieurs syndicats des mines s'y affilient, délaissant les syndicats affiliés à l'AFL. A Winnipeg, malgré la répression, le OBU continue de dominer la plupart des syndicats. Finalement, le CMT de Winnipeg se retire du Conseil des métiers et du travail du Canada et s'affilie directement au OBU.

Dans l'est cependant, le mouvement ne parvient pas à faire des percées importantes.

L'OBU se meurt, mais la lutte continue

A la fin de 1919, le OBU pouvait compter environ 50,000 membres. Durant les années '20, ce nombre allait progressivement diminuer suite aux attaques concertées des syndicats internationaux (AFL-CMTC) ainsi qu'à la suite des conceptions erronnées des dirigeants du OBU. En 1921, les dirigeants de la grève générale de Winnipeg sortent de prison et font une tournée triomphale dans l'ouest canadien. Mais ce sera là la dernière flambée de l'OBU. Déjà en 1922, il ne reste plus que 15,000 membres. L'OBU s'éteint tranquillement sous les coups de bélier des syndicats de métier du CMTC, de la police et des patrons. Le grand mouvement de masse allait disparaitre presque complètement. Mais l'idée à la base de l'OBU, cette idée qui a inspiré ces milliers de travailleurs à lutter contre les capitalistes et leur Etat, l'idée du syndicalisme industriel, de masse, allait rester, enfouie dans la mémoire des gens. 15 ans plus tard, avec les puissantes luttes syndicales des années 1935-1940, les idées de base du OBU renaissaient avec cent fois plus de force, balayant les vieux syndicats de métier et l'opposition féroce des boss et des gouvernements pour construire les instruments de défense essentiels que demeurent les syndicats industriel de masse.

Quelques conclusions

La grève générale de Winnipeg fut un échec. Les principales revendications furent refusées. La répression fit beaucoup de victimes dans les rangs syndicaux. Aucune victoire mineure ne résultat de la grève.

Cet échec s'explique principalement par l'inégalité du rapport de forces entre les capitalistes et les travailleurs. La classe ouvrière canadienne, particulièrement celle de l'ouest du pays, est jeune, inexpérimentée. Elle est isolée au sein d'une mer de petits fermiers et de petits propriétaires qui constituent encore à cette époque la majorité de la population. L'Etat, contrôlée par la bourgeoisie s'appuie sur ces couches sociales petites bourgeoises pour écraser les mouvements de travailleurs.

Au niveau organisationnel, les travailleurs de Winnipeg possédaient des organisations marquées à la fois par un militantisme de la base et par un conservatisme de l'appareil. Cette nature double se refléta même au cours de la grève, avec un comité de grève composé de militants combatifs et de dirigeants réactionnaires. Dans la première phase de la grève, lorsque l'initiative de la lutte était encore aux



mains des masses, les forces ouvrières réussirent à maintenir leurs positions en dépit des réactionnaires. Ces derniers, les dirigeants traditionnels des syndicats de métier, réussirent à reprendre le contrôle à la fin de la lutte, une fois que les plus militants étaient immobilisée en prison et que l'offensive patronale se déchainait.

Quant à l'OBU, elle aussi joua un rôle contradictoire. D'un côté, ses militants furent à l'avant-garde de la lutte et surent développer une solidarité massive parmi les travailleurs, une solidarité qui brisa le carcan du syndicalisme de métier partout dans le pays. D'autre part, les milide l'OBU furent égalament incapables de proposer une voie qui aurait tenu compte des conditions objectives et de la nécessité d'organiser et de préparer une **lutte prolongée**. Les militants de l'OBU, à l'imitation de leurs camarades des IWW (Industrial Workers of the World) américains, furent en quelque sorte hypnotisés par l'ampleur de la force de la grève massive. Dans leurs conceptions anarcho-syndicalistes, la grève générale devait petit à petit s'étendre à tous les secteurs de la vie et les travailleurs n'auraient qu'à regarder le spectacle de la mort du capitalisme, impuissant devant l'action conjugée et collective de la classe ouvrière.

Les militants de l'OBU n'avaient pas de stratégie à long terme; ils ne savaient pas comment bâtir petit à petit une organisation et un pouvoir qui affronteraient politiquement la classe dominante. Devant l'intervention politique de l'Etat, ils étaient impuissants. Ils ne savaient pas comment utiliser les luttes économiques pour poser les jalons d'une conscience politique de classe parmi la masse des travailleurs.

C'est cette nature contradictoire de la lutte de Winnipeg, haut niveau de combativité, bas niveau de clarification politique, qui explique le double résultat: d'une part, le **syndicalisme industriel**, qui renaitra 15 ans plus tard et écrasera en grande partie les vieux syndicats de métier; d'autre part, le **réformisme politique**, et son principal représentant au Canada, le Parti CCF (14) (le futur parti NPD), dont les cadres principaux émergeront de la grève générale et constitueront la principale ossature du réformisme organisé dans ce pays.

Car malgré le radicalisme des revendications, des moyens d'action et des types d'organisation utilisés, la grève générale n'aboutit pas finalement à poser les bases d'un mouvement politique révolutionnaire. La sympathie suscitée par la grève fut récupérée par les réformistes qui dix ans plus tard formaient le parti CCF. Cette apparente contradiction n'en n'était pas une véritablement, puisqu' en elle même, la grève de Winnipeg ne remettait pas en question la nature et la raison d'être du capitalisme, ne posait pas d'alternative politique.

Les travailleurs de Winnipeg ont montré la voie par la construction du syndicalisme industriel, un instrument de défense essentiel pour défendre les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière. Toutefois, le radicalisme de leur lutte économique n'a pas pu déboucher sur une lutte politique révolutionnaire, à cause de la faiblesse de l'OBU et de l'opportunisme des dirigeants réformistes.

La grève générale de Winnipeg reste tout de même l'une des pages les plus belles et les plus courageuses dans l'histoire du mouvement ouvrier au Canada. Elle constitue l'un des enseignements les plus précieux et les plus enrichissants dont nous devons tirer les leçons pour notre lutte d'aujourd'hui.

14) CCF: "Cooperative Comonwealth Federation" fondée en 1933. En 1961, le Parti adoptera le nom de Nouveau Parti Démocratique-NPD

ANNEXE

Lénine et le syndicalisme révolutionnaire



En 1920, et dans les années suivantes, Lénine a mené un débat contre les tendances anarcho-syndicalistes et "syndicalistes-révolutionnaires" qui se manifestaient au sein des partis et organisations communistes et ouvrières du temps, et même au sein de l'Internationale Communiste.

La position des anarcho-syndicalistes et des diverses tendances ultra-gauchistes se résumaint ainsi:

1. le capitalisme est en crise; il faut mettre la question du communisme et de la révolution à l'ordre du jour; la classe ouvrière est prête pour un changement révolutionnaire.

2. les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, syndicats et partis socialistes, ont complètement trahi la classe ouvrière par les **objectifs** qu'ils mettent de l'avant: réformisme, augmentations qualitatives, etc... et par les **moyens** qu'ils emploient: parlementarisme, négociations, alliances avec diverses classes ou couches, etc...

3. Selon les conceptions anarcho-syndicalistes, les tâches d'organisation sont uniques et globales: il faut organiser des organisations larges qui remplissent à la fois et dans un même cadre les tâches syndicales et les tâches politiques, qui luttent sur des revendications économiques et politiques en même temps, et qui sont aussi des organisations de masse et des organisations d'avant-garde. Pour les "syndicalistes révolutionnaires", il faut à la fois lutter contre les syndicats réformistes et les organisations socialistes et communistes de type classique.

Lénine lui-même combattit avec acharnement le réformisme syndical et l'opportunisme des partis socialistes sous plusieurs formes.

Il dut combattre avec acharnement pendant des dizaines d'années le réformisme qui avait littéralement pris le contrôle des organisations ouvrières en Europe de 1900 à 1918 particulièrement sous l'initiative des dirigeants social-démocrates de la deuxième Internationale. Toutefois, dans la lutte même contre cette tendance ultra-droitiste, se développa l'antithèse, le gauchisme, c'est-à-dire une sorte d'ultra-révolutionarisme incapable d'examiner objectivement la réalité et de saisir le processus vivant, prolongé de la révolution. Ces déviations ultra-gauchistes se manifestèrent surtout parmi les jeunes forces communistes peu consolidées, à peine sorties de fortes luttes avec les réformistes, et tombant souvent dans l'extrême contraire, un révolutionarisme idéaliste et verbal. C'est la polémique que soulève Lénine dans son célèbre ouvrage **"LA MALADIE INFANTILE DU COMMUNISME, LE GAUCHISME".**

Dans ce texte, Lénine répondait aux tendances gauchistes dans le mouvement ouvrier mondial, principalement contre la tendance dite de "gauche" dans le Parti Communiste Allemand, et contre la tendance dite de "gauche" dans le Parti Socialiste Italien (Bordiga). Il s'attaquait aussi aux conceptions des IWW (Industrial Workers of the world), l'organisation américaine dont s'inspira tant l'OBU. En gros, il y démontrait que:

1. il faut éviter de s'illusionner sur le capitalisme; il est encore fort et d'autre part, il marque et continuera de marquer pendant longtemps la classe ouvrière:

"Nous pouvons et devons commencer à construire le socialisme, non pas avec du matériel humain imaginaire ou que nous aurions spécialement formé à cet effet, mais avec ce que nous a légué le capitalisme. Cela est très difficile certes, mais toute autre façon d'aborder le problème est si peu sérieuse qu'elle ne vaut même pas la peine qu'on en parle..."

2. Les syndicats dans ce contexte, de même que tout autre type d'organisation de masse, représentent une forme de lutte et de regroupement **intermédiaire**, nécessaire mais limité. **Nécessaire** parce que c'est par ce moyen que les travailleurs commencent à briser leur isolement, prendre conscience qu'ils peuvent constituer une force, faire l'apprentissage d'une lutte collective; les syndicats restent dans ce contexte l'"école du communisme" pour la masse des travailleurs. **Limités**, les syndicats le sont aussi par leur aspect local, partiel et revendicateur. Les syndicats de même que les autres organisations de masse ne remplaceront jamais le parti de l'avant-garde, le parti des communistes. Les travailleurs dans leurs luttes locales et économiques ne pourront pas **spontanément** en arriver à une lutte politique globale et générale: il faut pour cela un élément "extérieur", un élément conscient. Cet élément, c'est le parti communiste qui réunit les militants qui, non seulement ont fait l'apprentissage de luttes, de grèves, de manifestations, mais qui surtout ont acquis une **science**, une théorie développée et articulée du changement social, et qui sont capables de diriger leurs luttes locales et partielles vers une transformation globale, politique.

3. finalement, Lénine expliquait les tâches des communistes par rapport aux syndicats. Contrairement aux anarcho-syndicalistes, Lénine insiste sur l'importance de lutter au sein des syndicats et des organisations de masse, même les plus réactionnaires. Si l'on conçoit les syndicats comme des organisations intermédiaires, nécessaires mais limitées, il ne faut pas s'illusionner et penser qu'on peut les transformer en organisations révolutionnaires, communistes. Le rôle des communistes au sein des syndicats n'est pas d'abolir ce type d'organisations, mais plutôt d'y effectuer un long travail d'organisation et de formation:

"...il faut savoir consentir tous les sacrifices, surmonter les plus grands obstacles, afin de faire un travail de propagande et d'agitation méthodique, persévérant, opiniatre et patient justement dans les institutions, sociétés, organisations, même tout ce qu'il y a de plus réactionnaires - partout où il y a des masses prolétariennes ou semi-prolétariennes. Or, les syndicats et les coopératives ouvrières sont justement des organisations où se trouve la masse..."

C'est parce que Lénine sut distinguer les différentes tâches pour les communistes qu'il sut bâtir à la fois une organisation fortement centralisée et formée politiquement, et en même temps lié aux masses. Le parti communiste dans la tradition marxiste léniniste est à la fois une organisation de l'avant-garde et une organisation liée aux masses. Ses militants sont regroupés dans une organisation qui les développe et les forme politiquement et idéologiquement au plus haut degré. En même temps, ces militants doivent travailler et diriger les masses dans leurs luttes de tous les jours, introduisant dans le combat quotidien la connaissance que la victoire n'est possible que par le renversement du capitalisme et l'instauration du socialisme.

La révolution est un combat prolongé. Elle prend plusieurs chemins à la fois et se développe à plusieurs niveaux. Les anarcho-syndicalistes eux, pensaient toutefois qu'il s'agissait là d'un processus linéaire: il ne s'agit que de la proposer aux masses et d'organiser la grève générale. Les leçons de l'histoire ont démontré avec une grande violence le cul-de-sac de ces conceptions.

Pour vraiment comprendre à fond l'explication de Lénine, nous suggérons la lecture des oeuvres suivantes:

La maladie infantile du communime - le gauchisme, éditions de Pékin.

Lénine et l'organisation, un recueil de textes de Lénine sur la question de l'organisation préparé et introduit par l'International Communiste en 1928.

Textes sur les syndicats, un autre recueil de Lénine, aux éditions de Moscou.

A propos des grèves, un court texte de Lénine écrit en 1899, expliquant les concepts de base du marxisme sur la question de la lutte économique, ré-édité par la librairie progressiste.

Histoire du Parti Communiste Bolchévik de l'URSS, ce livre situe les textes principaux de Lénine par rapport aux grandes étapes de la révolution russe et de la construction du parti révolutionnaire. La meilleure synthèse sur l'histoire de la révolution russe.

Quatre Premiers Congrès de l'Internationale Communiste, dans lequel on trouve plusieurs textes extrêmement intéressants sur la question syndicale et le travail d'organisation des communistes dans les entreprises. Entre autres, "Le mouvement syndical, les comités de fabrique et d'usines", "Thèses sur l'action communiste dans le mouvement syndical", et plusieurs autres.

Tous ces livres sont disponibles à la librairie progressiste.

Bibliographie

The Winnipeg General Strike, D.C.Masters. Un compte rendu historique assez détaillé et intéressant. La perspective progressiste de l'auteur permet de situer assez objectivement le déroulement des événements.

Winnipeg 1919, un recueil de textes sur la grève. On y trouve une sorte d'historique de la lutte et du contexte écrit en 1920 par le Comité de défense des accusés de Winnipeg, ainsi que des extraits de discours des dirigeants ouvriers à leur procès.

The trade union movement in Canada, C. Lipton. C'est le "classique" sur l'histoire du mouvement ouvrier au Canada. Un excellent chapitre y est consacré à la situation dans l'ouest canadien et à Winnipeg durant les années 1915-1920.

Canada and the russian revolution, Tim Buck. L'ex-dirigeant du Parti Communiste canadien tente d'analyser l'impact de la révolution russe au Canada. Il y a écrit un chapitre sur la grève générale et les liens "idéologiques" entre cette lutte et la révolution russe.

Rebel Voices, an IWW Anthology. Une anthologie de textes de l'organisation américaine IWW (Industrial Workers of the World), qui ont tant influencé le "One Big Union".

Les livres sont disponibles à la Librairie progressiste.

A PROPOS DE LA LIGNE DE MASSE

Bernard Fabrègues

L'article suivant est tiré de la revue francaise COMMUNISME (sept-octobre 1973), une revue d'analyse et de recherche sur les différents aspects du mouvement révolutionnaire en France et dans le monde. Le texte que nous présentons est une sorte de synthèse des acquis théoriques du marxisme léninisme et plus particulièrement de la pensée mao-tsetoung sur la question des rapports entre l'organisation d'avant-garde et les masses.

Dans l'esprit des camarades français, le texte fut produit pour lutter contre certaines conceptions anarcho-syndicalistes et "syndicalistes-révolutionnaires" répandues dans leur pays avec encore plus de vigueur depuis les événements de mai-juin '68. En effet, après ces événements, un débat intense se déroula à l'intérieur du mouvement révolutionnaire français sur la question du Que Faire. Par rapport à la présence massive du Parti Communiste français, principal pilier du réformisme au sein de la classe ouvrière, plusieurs groupes de gauche en vinrent à remettre en question les concepts marxistes léninistes en matière d'organisation faisant là l'amalgame entre ces principes et la pratique révisionniste et réformiste du PCF.

Plus tard, les conséquences graves de ces conceptions spontanéistes apparurent pour plusieurs militants: en remettant en question l'idée d'un parti communiste puissant pour diriger la lutte des masses, sous prétexte de lutter contre le bureaucratisme et le réformisme politique et syndical, les organisations progressistes (comme la "Gauche prolétarienne") s'isolèrent des masses, en adoptant des positions "suivistes" par rapport à leurs luttes. Sous prétexte d'éviter de bâtir des petits PCF en miniature, on ne faisait que glorifier la lutte et l'organisation spontanée sans voir les limites du combat quotidien des masses populaires.

C'est dans le contexte d'une lutte idéologique contre ces conceptions qu'on a produit le texte suivant qui tente de restaurer dans l'esprit authentique des principes marxistes léninistes cette question d'une importance primordiale des rapports avant-garde - masses. Malgré le caractère quelque peu théorique du texte, ainsi que les limitations inhérentes à son caractère "interne" au mouvement révolutionnaire français, nous avons pensé qu'on peut y trouver des éléments de débat intéressants pour notre lutte ici. D'autre part, il complète assez bien les thèses présentées dans le texte sur la grève générale de Winnipeg, en systématisant au niveau théorique les conclusions pratiques qui ressortent de cette fameuse lutte des travailleurs canadiens en 1919.

Mobilisation.

L'impact de la Révolution Culturelle chinoise sur la lutte des classes en France a été (et est toujours) remarquable, mais contradictoire. Il a, d'une part, accéléré la constitution d'un courant révolutionnaire en opposition avec le révisionnisme, et renforcé la confiance dans la possibilité du socialisme de ceux qui ont su percevoir ses enseignements fondamentaux. Mais, par ailleurs, l'ultra-gauche qui n'apparut clairement en tant que telle que vers la fin de la Révolution Culturelle en Chine et dont la critique n'est menée sur une grande échelle que depuis 1972(1) eut une grande influence sur des militants qui avaient rompu avec le Parti révisionniste. Le terrain de la lutte des classes dans notre pays était relativement favorable à cette influence néfaste : il est significatif que la base de masse de l'ultra-gauche en Chine (principalement les étudiants et les élèves des écoles secondaires) correspondait à cette époque à une grande partie de ceux qui, en France, faisaient référence à l'expérience chinoise de construction du socialisme et de critique du révisionnisme. Mais, de même qu'en Chine des ouvriers ont également été influencés par la ligne ultra-gauchiste, en France cette idéologie rencontra, dans le travail militant au sein de la classe ouvrière, l'écho déformé d'un courant qui a tant marqué autrefois le mouvement ouvrier français : l'anarcho-syndicalisme (ou « syndicalisme révolutionnaire »).

L'influence de la cause externe (courant ultra-gauchiste dans la révolution culturelle) sur les causes internes (lutte de classes en France), se traduisit par le développement de l'empirisme (et donc de l'opportunisme) sur le plan du travail militant, et pour un essor de grande ampleur de l'idéologie **spontanéiste**, dont les effets sont loin d'être liquidés. De nombreux courants existent aujourd'hui qui préconisent la spontanéité dans le mouvement révolutionnaire, qui sous-estiment la lutte et l'education idéologiques, ainsi que le rôle de la théorie et la nécessité d'un Parti pour faire la révolution. Ce qui est relativement nouveau, et qui entraine beaucoup de confusion, c'est que ces courants prétendent s'appuyer sur Mao et la révolution culturelle pour défendre leur point de vue.

La compréhension du concept de ligne de masse cristallise en fait aujourd'hui encore des divergences fondamentales. De façon très générale, la ligne de masse, c'est le principe qui consiste, en partant des besoins réels des masses, du niveau de conscience exprimé par celles-ci, à les aider à « s'organiser progressivement et à développer graduellement les luttes nécessaires que permettent les conditions internes et externes du lieu et du moment donné ». Ce principe est valable à tous les niveaux de l'activité révolutionnaire pour un individu, un groupe, un Parti, un Etat socialiste : si les conditions d'application varient, le principe reste entier. Rompre avec le spontanéisme (qui, avec son « contraire », le dogmatisme et le sectarisme, entrave encore sous des formes diverses le développement du mouvement marxiste-léniniste en France), implique de rétablir la véritable signification de ce principe essentiel, qu'il est nécessaire de s'approprier et de s'assimiler à fond pour progresser dans la pratique de la lutte révolutionnaire dans notre pays.

Mao définit la ligne de masse comme **la méthode fondamentale de direction** du Parti. Le texte dans lequel il fait la syntnèse de cette question s'appelle d'ailleurs « A propos des méthodes de direction (2) ». Dans ce même texte, Mao indique que cette méthode de direction est étroitement liée à la théorie marxiste de la connaissance, c'est-à-dire à la conception du monde prolétarienne.

C'est à propos des deux aspects de la ligne de masse : théorie de la connaissance et méthode de direction, qu'il faut critiquer l'idéologie spontanéiste.

LA LIGNE DE MASSE, THEORIE DE LA CONNAISSANCE

Le point de vue fondamental de la théorie matérialiste-dialectique de la connaissance, c'est le point de vue de la pratique : la theorie se fonde sur la pratique et, à son tour, sert la pratique. Par ailleurs, pour les marxistes, les masses, le peuple, sont les créateurs de l'histoire. « Le peuple, le peuple seul, est la force motrice, le createur de l'histoire universelle » (Mao). En fait, ces deux questions sont liées. L'aspect principal de la pratique sociale, la lutte de classes, a pour force fondamentale les masses populaires. Même dans les révolutions bourgeoises du XVIIIe et du XIXe siècles, les masses populaires, dirigées par la bourgeoisie, furent la force principale. Ceci est encore plus clair (malgré la conception idéaliste selon laquelle ce sont les « grands hommes » qui font l'histoire) pour la Commune de Paris, le Front Populaire(3) la résistance à l'occupation nazie, le mouvement de mai-juin 1968(4) où le rôle principal et décisif du peuple apparut en pleine lumière. Dans les sociétés de classes, l'histoire ne pourrait progresser sans la lutte de classes que poursuivent les masses populaires. Par ailleurs, dans cet autre aspect de la pratique sociale qu'est la lutte pour la production, les masses populaires, c'est-à-dire la grande masse des travailleurs, constitue aussi la force principale. Dans toute société, y compris dans la société capitaliste où les moyens de production matériels connaissent un énorme développement, la force productive principale reste la force du travail. « Le plus grand pouvoir productif, c'est la classe révolutionnaire elle-même » (Marx).

Ainsi, le point de vue de la pratique dans la théorie de la connaissance et la reconnaissance du rôle moteur que joue dans l'histoire la lutte de classe des masses populaires sont intimement liés.

Afin d'avoir une vue d'ensemble sur la théorie matérialiste-dialectique de la connaissance, nous parlerons de la connaissance provenant de l'expérience directe, de la connaissance provenant de l'expérience indirecte, puis de la lutte idéologique.

1) L'ultra gauche en Chine: on désine par là les courants ultra-gauchistes représentés par le groupe Lin Piao, contre lequel se mène actuellement une intense campagne de critique.

2) A propos des méthodes de direction, Oeuvres Choisies, tome III.

3) En 1936, une alliance entre divers partis, dont les partis communiste et socialiste, réussit à prendre le pouvoir en France. A ce moment, des centaines de milliers de travailleurs déclenchèrent un mouvement de grève générale qui réussit à gagner d'importantes revendications économiques pour les travailleurs. La bourgeoisie française ne tarda pas cependant à revenir au pouvoir pour établir le régime fasciste du Maréchal Pétain en alliance avec les nazis.

4) Les évenements de mai-juin 1968 désignent la révolte populaire qui impliqua plus de 10 millions de travailleurs et réussit à faire chambranler le pouvoir gaulliste. Les syndicats et le Parti Communiste français furent les principaux responsables pour mettre un terme à ce mouvement des masses.

Le mouvement fondamental de la connaissance

Dans « De la Pratique », texte écrit par Mao pour lutter contre les erreurs subjectivistes commises dans le Parti par les partisans de cette forme du dogmatisme qui méprise la pratique, celui-ci décrit le **mouvement fondamental** de la connaissance (5) Dans la pratique sociale, se forment dans le cerveau des hommes des sensations et des représentations : c'est le degré de la connaissance sensible. Cette connaissance reflète l'apparence des choses et des phénomènes, leurs aspects isolés et leur liaison externe.

Cependant, la continuité de la pratique sociale, par la répétition des sensations et des représentations qu'elle provoque, produit (ou plutôt peut produire, car comme nous le verrons ce n'est pas automatique), une transformation (un bond) dans le processus de la connaissance, dont le résultat est la connaissance rationnelle, la connaissance logique.

Cette connaissance rationnelle doit de nouveau être confrontée à la pratique sociale, sous ses différentes formes, pour être vérifiée, éventuellement corrigée, approfondie. « Par la pratique découvrir les vérités, et encore par la pratique confirmer les vérités et les développer. Partir de la connaissance sensible pour s'élever activement à la connaissance rationnelle, puis partir de la connaissance rationnelle pour diriger activement la pratique révolutionnaire afin de transformer le monde subjectif et objectif. La pratique, la connaissance, puis de nouveau la pratique et la connaissance. Cette forme cyclique n'a pas de fin, et de plus, à chaque cycle, le contenu de la pratique et de la connaissance s'élève à un niveau supérieur (6) ».

L'expérience directe et l'expérience indirecte

La pratique, sous la forme de l'expérience directe, joue un rôle fondamental dans le développement de la connaissance. En effet, les connaissances de tout homme se composent uniquement de deux parties : les données de l'expérience directe et les données de l'expérience indirecte. Or, ce qui est pour un homme expérience indirecte a été pour d'autres expérience directe. Si bien que toute connaissance est liée à l'expérience directe, à la pratique sociale directe : la reconnaissance de ce fait différencie les matérialistes des idéalistes.

Cependant, si les données de l'expérience indirecte proviennent en dernière analyse de l'expérience directe d'autres hommes, il est nécessaire de bien distinguer l'une de l'autre. En effet, la pratique d'un homme, si étendue soit-elle, est forcément limitée dans le temps et dans l'espace. Le résultat, c'est que « la majeure partie de nos connaissances sont le produit d'une expérience indirecte, par exemple toutes les connaissances que nous tenons des siècles passés et des pays étrangers (7) ».

Cette question est très importante, pour deux raisons.

La première raison est que nous ne pouvons avoir une connaissance **directe de l'ensemble** des conditions sociales et de la lutte de classes de notre propre pays aujourd'hui. Cette connaissance d'ensemble ne peut provenir que de l'expérience indirecte, d'où l'importance fondamentale des **enquêtes** et des recherches. Les enquêtes et recherches (dans le but de servir la pratique révolutionnaire et en liaison avec elle) sont un moyen essentiel de connaître la situation afin de pouvoir s'orienter dans la lutte. Il faut donc éviter de ne croire qu'à soi-même et opposer l'expérience directe et individuelle à l'expérience indirecte et à celle des masses. Il faut donc apprendre avec modestie et s'instruire de l'expérience des autres : « Si, en toute occasion, on ne veut se convaincre qu'en se fondant sur sa propre expérience, si l'on se bute et si l'on refuse à accepter l'expérience d'autrui, on aboutit à la forme la plus pure de cet " empirisme étroit " » (Mao).

La deuxième raison est décisive : elle concerne la pratique de la lutte des classes menée par les masses populaires depuis que le capitalisme existe, qui ne peut être pour nous qu'une expérience indirecte. Les connaissances dégagées de cette pratique, systématisées puis confrontées de nouveau à la pratique de la lutte des classes qui a permis de les corriger, de les approfondir, de les rendre toujours plus vraies, ces connaissances constituent la théorie révolutionnaire. Pourquoi le marxisme-léninisme, pourquoi la pensée de Mao Tsétoung ont-ils un caractère scientifique, conforme à la réalité ? Parce qu'ils ont été élaborés scientifiquement (avec une **méthode** correcte), et parce qu'ils ont été confirmés et enrichis progressivement par la pratique de la lutte révolutionnaire du prolétariat et des larges masses. Le caractère universel de cette théorie provient de ce qu'elle est la synthèse d'une pratique extrêmement vaste, riche et étendue

5) Cf. **De la pratique**, et **D'ou viennent les idées justes**, in Cinq Essais philosophiques.

6) De la pratique

7) idem

dans la lutte pour le socialisme. D'où l'importance de **l'étude** de cette théorie.

Le passage de la connaissance sensible à la connaissance rationnelle

Il convient donc de reconnaitre l'importance de l'expérience directe ; mais il ne faut pas l'opposer à l'expérience indirecte. Et il faut aller plus loin : « Bien qu'elle reflète dans une certaine mesure la réalité du monde objectif, l'expérience directe acquise dans la pratique n'en reste pas moins une connaissance sensible. Ce qu'elle reflète est encore superficiel, partiel et incomplet. " Or, il est impossible de mener à bien une œuvre révolutionnaire sans avoir des connaissances relativement complètes " (Mao) ((8). Pour transformer les connaissances incomplètes en connaissances relativement complètes, il faut étudier la théorie revolutionnaire, il faut faire la synthèse de l'expérience directe (notamment de celle acquise dans la lutte de classes et dans la lutte entre les deux lignes), et « il faut encore soumettre cette expérience à une transformation — qui consiste à rejeter la balle pour garder le grain, à écarter ce qui est fallacieux pour ne conserver que le vrai, à procéder d'un phénomène à un autre, à aller du superficiel à l'essentiel — de façon à lui faire accomplir le bond de la connaissance sensible à la connaissance rationnelle. Dans ce processus, la position, le point de vue et la méthode corrects sont particulièrement importants. En l'absence d'une position, d'un point de vue et d'une méthode marxistes, ce bond de la connaissance est impossible (9) ».

La pratique sociale, la pratique révolutionnaire a un rôle décisif car c'est elle qui transforme la société, mais cette pratique, si elle n'est pas guidée par la théorie révolutionnaire ne peut progresser, ne peut aboutir à transformer la réalité conformément aux buts fixés. Marx disait : « L'arme de la critique ne peut évidemment remplacer la critique des armes. La force matérielle doit être renversée par la force matérielle, mais la théorie devient aussi une force matérielle dès qu'elle pénètre les masses. »

C'est pourquoi une pratique aveugle, empirique, ne peut qu'aboutir à des résultats opposés à ceux qu'on voulait obtenir, ou, au mieux, à une dépense d'énergie en pure perte. Théorie et pratique révolutionnaire doivent être comprises dans leur unité dialectique : il faut se garder d'isoler l'une de l'autre ou d'avoir une vision unilatérale de leur unité. Réaliser concrètement cette unité est la tâche essentielle : il faut, selon la formule de Mao, unir la vérité universelle du marxisme-léninisme à la pratique concrète de la révolution dans notre pays.

La lutte idéologique et le développement des connaissances

Nous avons vu que, dans la théorie de la connaissance, il fallait partir de la connaissance provenant de l'expérience directe, puisqu'il fallait prendre en compte la connaissance provenant de l'expérience indirecte, de la théorie déjà élaborée. Afin d'avoir une vision d'ensemble de la question, il faut enfin parler de l'idéologie et de la lutte idéologique.

Dans toute société de classes, l'idéologie dominante est l'idéologie de la classe dominante, c'est-à-dire de la classe qui détient le pouvoir politique et le pouvoir économique (possession des moyens de production). Cela signifie que toutes les classes dans la société sont soumises à cette idéologie, qui s'impose par toutes sortes de moyens (éducation, information...). Cette idéologie prend des formes diverses, mais son contenu fondamental reste le même.

Ainsi, pour élaborer des connaissances relativement complètes sur la société, il faut également lutter contre l'idéologie de la classe dominante qui impose une vision de la vision de la réalité conforme à ses intérêts. Puisque ses intérêts sont de maintenir sa domination de classe, de masquer la lutte de classes, cette vision sera inévitablement une vision déformée de la réalité, sinon une vision opposée à la réalité.

La lutte idéologique est donc un élément essentiel du développement de la connaissance. Les idées justes ne naissent pas spontanément dans la pratique sociale, elles se développent dans la lutte contre les idées erronées, en liaison avec la pratique sociale. C'est une des raisons pour lesquelles les connaissances déjà acquises doivent être confrontées aux faits, à la pratique sociale, afin d'être vérifiées, corrigées, développées.

Marx, par exemple, a élaboré le matérialisme historique en liaison avec la pratique révolutionnaire de son époque en faisant la **critique** des théories existantes, des théories bourgeoises, en les confrontant à la réalité (les titres de la plupart de ses livres comportent le mot « critique »). Plus précisément,

8) "Surmonter l'empirisme", in Notes d'études sur "matérialisme et empirocriticisme" de Lénine. Cet artile est contenu dans une brochure re-éditée par la Librairie progressiste : "Notes d'études des ouevres marxistes".

9) Idem

Marx est parti de l'étude de la réalité sociale de son époque et de la critique des théories bourgeoises ou petites-bourgeoises existantes (la philosophie allemande, l'économie politique anglaise, le socialisme français) — tout en intégrant ce qu'elles avaient de meilleur, les aspects scientifiques qu'elles comportaient. Il a joué un rôle décisif dans le développement de la connaissance car, outre ses capacités intellectuelles, il a mené cette étude de la réalité et cette critique des théories en liaison avec la pratique révolutionnaire de son époque, et parce qu'il s'est placé sur les positions de classe du prolétariat, qu'il a posé ces problèmes du **point de vue** du prolétariat. C'est à cette question aussi qu'Engels faisait allusion lorsqu'il parlait du mouvement ouvrier qui devait mener la lutte dans « trois directions » : « théorique, politique et économique pratique (résistance contre les capitalistes (10) ».

Lénine, à son tour, a développé la théorie marxiste, l'a fait accéder à une étape supérieure, dans la lutte contre les idées erronées qui empêchaient la pratique révolutionnaire de progresser (ou même la ramenaient en arrière) : le caractère polémique, critique, de la plupart de ses écrits est tout à fait révélateur à cet égard. Mao à son tour insistera sur le fait que les idées justes, une juste ligne politique ou militaire ne se développent pas d'elles-mêmes, **paisiblement**, mais qu'elles se développent dans la lutte (notamment contre l'opportunisme, de droite et « de gauche »).

Mais la critique dont il est question ne doit pas être simplement une critique théorique contre les penseurs bourgeois et leurs théories, elle doit être surtout dirigée contre les formes de l'idéologie bourgeoise qui sont présentes au sein des masses (par exemple le réformisme, **le révisionnisme**, etc...). La lutte idéologique doit être menée contre les idées erronées qui sont dans les masses.

En effet, l'influence de l'idéologie bourgeoise sur les masses, et le **caractère extrêmement profond de cette influence, ne sont pas simplement dûs à la pression de cette idéologie par l'intermédiaire de tous les moyens dont elle dispose. Elle est aussi due au fait que l'idéologie dominante s'appuie sur l'apparence des choses, sur l'apparence des rapports sociaux** pour **camoufler leur nature profonde. Marx disait que « toute science serait superflue si l'apparence et l'essence des choses se confondaient ». Il a beaucoup insisté sur cette question, en montrant que les fondements de l'idéologie bourgeoise (les notions de « liberté » et d'« égalité ») reflétaient l'apparence des rapports sociaux bourgeois : le travailleur libre de vendre sa force de travail, et l'échange « égal » entre le capitaliste et le travailleur (« je te donne autant de salaire que tu me donnes de travail »). Ces notions de liberté et d'égalité ont d'ailleurs eu un contenu révolutionnaire, tant qu'il s'agissait de lutter contre les privilèges de la féodalité qui niait justement la liberté bourgeoise (en attachant le serf à la terre, en refusant les franchises aux bourgeois) et l'égalité bourgeoise (avec un système de hiérarchie sociale très rigide et imbu des prérogatives de l'aristocratie). Cependant, une fois la bourgeoisie au pouvoir, elle a utilisé ces notions de liberté et d'égalité pour fonder toute son idéologie politique, juridique et philosophique. Devenue classe dominante, la bourgeoisie a mis son idéologie au service de sa domination de classe : d'idéologie révolutionnaire, celle-ci s'est transformée en idéologie conservatrice. La tâche du prolétariat, qui était désormais la classe révolutionnaire dans la société, était alors de critiquer cette idéologie, de démontrer son caractère mystificateur. C'est ce qui fit Marx, en montrant que derrière l'apparence de l'échange égal entre capitaliste et ouvrier il y avait en réalité le mécanisme fondamental de l'exploitation de la plus-value (donc une inégalité foncière), et que la « liberté » du travailleur était seulement la liberté de choix entre mourir de faim ou se faire exploiter par un capitaliste. Ainsi Marx donnait des armes à la lutte révolutionnaire : le prolétariat (comme toute classe révolutionnaire à d'autres époques de l'histoire) cherche à comprendre le monde, la société, afin de le transformer.**

Un autre exemple éclaire cette contradiction entre l'apparence des choses et leur essence profonde, et le fait que la bourgeoisie utilise les apparences pour dissimuler l'essence : cet exemple, c'est l'école bourgeoise. La bourgeoisie a fait de l'« école pour tous » une réalité ; et elle en conclut : dans notre société, il y a des chances égales pour tous, puisque seules les « aptitudes » des élèves sont prises en compte pour leur orientation. Ce que l'idéologie bourgeoise dissimule ainsi, c'est qu'au sein même de l'« école pour tous » se reproduit tout le mécanisme de la sélection sociale. Les élèves sont orientés vers telle ou telle filière (primaire/professionnel ou secondaire/supérieur) en fonction de critères idéologiques, pédagogiques, etc., qui sont des critères de classe. Mais il faut être conscient (afin de mener correctement la lutte idéologique) du fait que l'accès de tous les enfants à l'école (quelle que soit leur origine sociale) est une base matérielle pour l'idéologie trompeuse de l'« égalité des chances ».

10) Oeuvres Choisies de Marx et Engels, tome II, p. 180

« Révolution idéologique » avant tout ?

L'idéologie dominante est l'idéologie de la classe dominante : cette idéologie s'impose donc sous ses différentes formes à une grande partie des masses. Faut-il en conclure qu'il n'existe pas d'idéologie prolétarienne ? Pas du tout. Lénine disait que la conception marxiste du monde était la seule expression juste des intérêts, des vues et de la culture du prolétariat révolutionnaire, que le marxisme était « l'idéologie du prolétariat révolutionnaire ». Les travailleurs révolutionnaires, tous les révolutionnaires doivent transformer leur idéologie inévitablement influencée par l'idéologie bourgeoise sous ses différentes formes, pour s'élever à la conception prolétarienne du monde, pour s'approprier l'idéologie du prolétariat révolutionnaire, le marxisme-léninisme, la pensée de Mao Tsétoung.

C'est ici que se pose une question essentielle : comment peut-on transformer sa conception du monde, comment peut-on faire cette « révolution idéologique » nécessaire pour progresser ? Doit-on, comme beaucoup l'affirment, faire **d'abord** une révolution idéologique radicale avant d'entamer toute pratique révolutionnaire ? Doit-on de même se donner pour objectif une « révolution dans les esprits » comme condition préalable à toute transformation de la société ? Et dans ce cas qui provoquera cette révolution dans les esprits, qui éduquera le peuple dans l'esprit révolutionnaire ? Il s'agit en fait d'une très vieille question, à laquelle Marx répondait qu'il ne fallait pas oublier que l'éducateur (des masses) avait lui-même besoin d'être éduqué (Mao dira plus tard qu'il faut être l'élève des masses avant de devenir leur maitre). Et Marx ajoutait que c'était dans l'activité révolutionnaire qu'on se transformait soi-même tout en transformant l'environnement. Il écrivait que « la coïncidence de la modification des circonstances et de la modification de l'activité humaine ou de la modification de soi-même ne peut être saisie et rationnellement comprise qu'en tant que **pratique révolutionnaire** (11) ».

Faire de la « révolution idéologique » un préalable à toute transformation sociale, c'est en réalité avoir une vision du monde idéaliste. La Révolution Culturelle a eu lieu en Chine 25 ans après la révolution, après 25 ans de construction du socialisme, et on dit là-bas qu'il faudra d'autres révolutions culturelles ! La transformation de l'idéologie est un phénomène ininterrompu, qui peut progresser par bonds, mais c'est un phénomène qui se développe **avec et par** la pratique révolutionnaire, et non exclusivement avant.

Les « actions symboliques » : une conception idéaliste

On peut trouver un exemple frappant (l) de l'incompréhension de cette question dans la théorie des « actions symboliques » ou des « actes exemplaires » de la « NRP » (de Grailly, Nogrette, râclée infligée à Charrel - patron de Peugeot Saint-Etienne qui conduisait le commando anti-grève (12) « L'arrestation de Nogrette, c'était une " action symbolique ", dont le but était de susciter le débat de masse, à l'échelle du pays, sur la question de la hiérarchie, du rapport entre hiérarchie et fascisme patronal (...). Nogrette, en réalité, ça réveillait une intelligence accumulée dans les masses ouvrières, l'intelligence du rôle de la hiérarchie (13) ». En réalité, ces « actions symboliques » ne peuvent aboutir à une transformation idéologique qui ne peut être que le résultat de luttes dans lesquelles les masses doivent faire leur propre expérience par elles-mêmes, où on ne peut se substituer à elles et mettre en avant des formes d'action qu'elles ne peuvent en aucune manière reprendre à leur compte. Ces « actions symboliques » sont la négation du fait qu'il ne suffit pas de « prendre conscience » abstraitement pour progresser, mais qu'il faut encore être capable d'élaborer une ligne d'action permettant de lutter efficacement contre les véritables ennemis du peuple, d'avancer dans l'**organisation** révolutionnaire des masses. Ceci ne peut être obtenu que dans un patient travail d'éducation politique et de lutte idéologique, en liaison avec la pratique révolutionnaire.

La théorie des « actions symboliques » est également basée sur la conception spontanéiste suivant laquelle les idées révolutionnaires, les connaissances justes seraient en fait massivement présentes dans le peuple, et qu'il suffirait d'une action d'éclat particulièrement « révélatrice » pour que le vernis des idées bourgeoises craque et que les travailleurs accèdent à la conscience révolutionnaire, qu'ils auraient jusqu'alors possédé sans le savoir.

11) Thèses sur Feurbach

12) NRP : Nouvelle Résistance Populaire, c'est une organisation "anarchiste" qui au printemps '73, lors de l'assasinat de l'ouvrier Pierrot Overnay devant les portes de l'usine Renault par la police, enleva un cadre supérieur de la régie Renault, le dénommé Nogrette. Cet attentat eut pour effet de démobiliser les travailleurs de Renault et de favoriser la répression des militants à l'intérieur des usines Renault.

13) La Cause du Peuple est le journal de la "Gauche prolétairienne", qui exprime les tendances que l'auteur du texte qualifie de spontanéistes.

Une caricature de cette conception spontanéiste a été donnée par Michel Foucault dans « Libération (14) ». Le rôle de l'« intellectuel », dit-il, « n'est pas de former la conscience ouvrière puisqu'elle existe, mais de permettre à cette conscience, à ce savoir ouvrier, d'entrer dans le système d'informations... ». « Le savoir d'un intellectuel est toujours partiel par rapport au savoir ouvrier. Ce que nous (intellectuels) savons de l'histoire de la société française est entièrement partiel par rapport à toute l'expérience massive que la classe ouvrière, elle, **possède.** » Laissons de côté le problème de ce que Foucault entend par « intellectuels » (les ouvriers forment bien une classe, mais les intellectuels ? ; comment alors opposer le « savoir ouvrier » au « savoir des intellectuels » ?). Ce qui est complètement faux, c'est d'affirmer que la « conscience ouvrière » et le « savoir ouvrier » sont à ce point répandus dans la classe ouvrière, que celle-ci **possède** aujourd'hui son expérience massive de façon **complète** (et non partielle) ! Il suffit d'ouvrir les yeux pour constater que l'influence de l'idéologie bourgeoise (notamment sous sa forme révisionniste) sur la classe ouvrière et sur les masses populaires n'a pas un caractère négligeable. Le problème qui est posé aujourd'hui est en réalité que la classe ouvrière s'approprie ce qui est le véritable « savoir ouvrier », c'est-à-dire la théorie révolutionnaire, dont elle est justement séparée dans sa masse par l'idéologie bourgeoise sous ses différentes formes (notamment celles que diffusent les « intellectuels » bourgeois). La solution de ce problème est dans la lutte, y compris la lutte idéologique prolongée (elle ne prendra même pas fin avec la prise du pouvoir), et non dans la « séquestration » de Nogrette ou un coup de trique derrière les oreilles de Charrel.

LA LIGNE DE MASSE, METHODE DE DIRECTION

Les masses, le peuple, les classes

Le courant spontanéiste se caractérise non seulement par un culte général et abstrait des « masses », mais aussi par le fait que l'emploi du concept de « masses » a entièrement remplacé celui de « classes ». Parler de lutte de classes serait ainsi superflu, il suffirait de parler de lutte de masses. Or, il est essentiel de distinguer.

De façon générale, parler des masses c'est parler des **masses populaires**, c'est donc parler du **peuple.** La notion de « peuple », nous dit Mao, prend un sens différent selon les pays et selon les périodes de leur histoire. Le contenu du peuple dépend de la contradiction principale de la période historique : en France, aujourd'hui, la contradiction bourgeoisie/prolétariat. Cette contradiction détermine un « camp du peuple » et un « camp des ennemis du peuple ». Le camp du peuple comprend toutes les classes, couches sociales et groupes sociaux qui s'opposent et luttent contre l'ennemi commun : la bourgeoisie. Mais, au sein du peuple, toutes les classes et couches sociales ne sont pas sur le même plan : la classe ouvrière est la classe à qui sa place dans la production confère un rôle révolutionnaire fondamental. Elle a donc un rôle de direction au sein du peuple, sa tâche consiste à structurer le camp du peuple, à l'organiser, à l'unir, à entraîner les classes et couches sociales du peuple à lutter contre l'ennemi commun, tout en tenant compte de leurs intérêts et de leur situation particulière, en leur donnant une éducation politique révolutionnaire. Tout cela, c'est l'aspect le plus général.

Il faut rappeler enfin que l'oubli du fait que les masses se composent de classes est absolument contraire à la conception de Mao : « Les idées justes qui sont **le propre d'une classe d'avant-garde** deviennent, dès qu'elles pénètrent les masses, une force matérielle capable de transformer la société et le monde (15) ». Il est donc nécessaire de faire en tout temps et en tout lieu une analyse de classe, afin de comprendre notamment les contradictions qui existent au sein du peuple, d'élaborer la tactique à employer pour rallier dans le camp du peuple les couches sociales hésitantes(celles qui oscillent entre la bourgeoisie et le prolétariat), etc...

Les différents éléments des masses

Le culte que certains vouent à la spontanéité des masses les amène inévitablement à concevoir celles-ci comme un tout homogène, comme une unité abstraite. Cette conception ne correspond en aucune façon à la réalité. « Les masses, en tout lieu, comprennent grosso modo trois sortes d'éléments : ceux qui sont relativement actifs, ceux qui sont relativement arriérés et ceux qui sont entre les deux. C'est pourquoi les dirigeants doivent être capables de réunir autour d'eux le petit nombre des éléments actifs et s'appuyer sur ces derniers pour élever le niveau des éléments intermédiaires et rallier les éléments arriérés (16) ».

14) Le quotidien Libération est un autre journal marqué de courants populistes et spontanéistes dont Michel Foucault est un des défenseurs.

15) D'où viennent les idées justes

16) A propos des méthodes de direction

Quel est le **mécanisme fondamental** de la ligne de masse ? Voyons ce qu'écrit Mao : « Dans toute activité pratique de notre Parti, une direction juste doit se fonder sur le principe suivant : partir des masses pour retourner aux masses. Cela signifie qu'il faut recueillir les idées des masses (qui sont dispersées, non systématiques), les concentrer (en idées généralisées et systématisées, après étude), puis aller de nouveau dans les masses pour les diffuser et les expliquer, faire en sorte que les masses les assimilent, y adhèrent fermement et les traduisent en action ,et vérifier dans l'action même des masses la justesse de ces idées. Puis, il faut encore une fois concentrer les idées des masses et les leur retransmettre pour qu'elles soient mises résolument en pratique. Et le même processus se poursuivra indéfiniment, ces idées devenant toujours plus justes, plus vivantes et plus riches. Voilà la théodie marxiste de la connaissance (17) ». C'est ainsi que l'attitude fondamentale des communistes consiste à être l'élève des masses avant de devenir leur éducateur. Lénine donnait en exemple l'attitude de Marx vis-à-vis de la Commune de Paris : « Il prend l'expérience concrète du mouvement prolétarien de masse et s'efforce d'en tirer des leçons pratiques. Il " se met à l'école " de la Commune, de même que tous les grands penseurs révolutionnaires n'hésitèrent pas à se mettre à l'école des grands mouvements de la classe opprimée, sans jamais les aborder du point de vue d'une " morale " pédantesque... (18) ».

Ce processus est donc le processus fondamental. Cependant cela ne signifie en aucune manière qu'il faut recueillir et concentrer **n'importe quelle idée** présente dans les masses : nous avons déjà vu que si l'on agissait ainsi on risquerait fort de concentrer des idées réformistes, révisionnistes, ou même parfois franchement réactionnaires. « En concentrant les idées des masses, les camarades des dirigeants doivent les soumettre à une analyse de classe marxiste-léniniste, en partant de la position, des points de vue et des méthodes du prolétariat. Il faut analyser de façon concrète les intérêts de classes traduits par les différentes idées des masses et distinguer quelles sont les idées représentant les intérêts de la classe ouvrière, des paysans pauvres et moyens-pauvres et des larges masses populaires révolutionnaires, quelles sont celles qui représentent les intérêts de la couche moyenne et quelles sont les idées erronées représentant les points de vue de la classe exploiteuse et allant à l'encontre des intérêts des masses » (19)

Il existe des exemples historiques dans lesquels des tendances allant à l'encontre des intérêts du peuple, des tendances réactionnaires (ou même fascistes) se développent dans les masses. Le rôle des communistes n'est alors évidemment pas de s'adapter à ces éléments arriérés, même s'ils représentent une large fraction des masses (cela ne signifie pas bien sûr qu'il ne faille tenir aucun compte de la situation créée par ces tendances...). Dans une résolution du II[e] Congrès de l'Internationale Communiste, en 1920, il était indiqué : « C'est ainsi, par exemple, qu'au début de la guerre impérialiste de 1914, les Partis de tous les pays, soutenant « leurs » bourgeoisies respectives, ne manquaient pas de justifier leur conduite en invoquant la volonté de la classe ouvrière. Ils oubliaient, ce faisant, que si même il en avait été ainsi, c'eût été plutôt la tâche du Parti prolétarien de réagir contre la mentalité ouvrière générale et de défendre envers et contre tous les intérêts historiques du prolétariat » (20) L'attitude des communistes vis-à-vis des idées des masses est donc la suivante : discerner, sur la base d'une analyse de classe, les idées justes représentant les intérêts de la classe ouvrière et des larges masses, les recueillir, les concentrer, les systématiser, afin de les diriger de nouveau vers la pratique et que les masses s'en emparent ; et discerne les idées erronées afin de les critiquer et de lutter contre leur influence.

Liaison avec les masses, direction des masses

Les deux aspects de la ligne de masse sont étroitement liés : la direction des masses d'une part, la liaison avec les masses de l'autre. Si on sous-estime la liaison avec les masses, on tombe dans l'autoritarisme, le bureaucratisme ; si on sous-estime la direction, on tombe dans le spontanéisme, le suivisme, l'opportunisme. « Si actif que soit le groupe dirigeant, son activité se réduirait à l'effort infécond d'une poignée de gens, si elle n'était pas liée avec celle des larges masses. Mais, d'autre part, l'activité des larges masses qui n'est pas orientée comme il convient par un fort groupe dirigeant ne peut se maintenir longtemps, ni se développer dans une direction juste et s'élever

17) idem

18) L'Etat et la révolution

19) 12 textes philosophiques chinois, une brochure de l'Association Belgique-Chine

20) 4 Premiers Congrès de l'Internationale Communiste, Ed. Maspéro, p. 49

a un niveau supérieur » (21).

C'est ainsi que, comme l'indiquait Mao dans le rapport sur le mouvement de masse paysan dans le Hounan en 1927, les masses quand elles entrent en lutte **mettent à l'épreuve** les révolutionnaires : seront-ils capables de se mettre à la tête du mouvement et de le diriger, de le faire progresser dans la lutte ? Les masses populaires, de par l'exploitation et l'oppression qu'elles subissent sont et seront inévitablement amenées à se soulever contre le pouvoir bourgeois. Depuis que la bourgeoisie est au pouvoir en France, les luttes des masses populaires ont été innombrables. Elles ont été plus ou moins étendues, plus ou moins radicales suivant les périodes et les situations, mais elles n'ont jamais cessé. Il y a cinq ans, en 1968, s'est déroulé dans notre pays un mouvement de masse contre le pouvoir bourgeois d'une ampleur extraordinaire, qui a ébranlé dans ses profondeurs l'Etat capitaliste et toute la classe dominante. Les potentialités de ce mouvement de masse étaient énormes, tant sur le plan idéologique que sur le plan politique. Cependant le mouvement masse étudiant resta soumis à l'idéologie petite-bourgeoise, anarchiste, et le mouvement de masse de la classe ouvrière fut saboté puis récupéré tant bien que mal par les révisionnistes. Ce mouvement a donc montré à la fois l'enthousiasme révolutionnaire et la capacité créatrice des masses en lutte, et la nécessité d'une organisation révolutionnaire liée aux masses et capable d'orienter dans une juste direction le combat, faute de quoi il est impossible à la révolution de progresser et de triompher.

La nécessité d'une organisation révolutionnaire, d'un Parti marxiste-léniniste

Mao, quand il définit la ligne de masse, la décrit comme la méthode fondamentale de direction **du Parti.** Il indique qu'elle est liée à la méthode de centralisation de l'autorité, qui associe la division du travail à une direction unique. Il est donc tout à fait erroné d'opposer comme le font certains spontanéistes le centralisme démocratique défini par Lénine à la ligne de masse. Il y a entre les deux une continuité fondamentale, un développement créateur basé sur cette continuité. L'apport de la révolution chinoise et de la Révolution Culturelle à la théorie et à la pratique de la ligne de masse est essentiel et il est nécessaire de l'assimiler correctement. Cependant il faut rappeler que Mao a indiqué que le principe de la ligne de masse était pour le Parti communiste chinois un héritage de la révolution d'Octobre, de l'enseignement de Lénine : « Plus la lutte des classes est acharnée, plus le prolétariat doit occuper les positions les plus résolues et les plus conséquentes en s'appuyant sur les larges masses populaires, intensifier leur activité révolutionnaire pour vaincre les forces de la contre-révolution. L'expérience de la lutte grandiose des masses au cours de la Révolution d'Octobre et lors de la période de guerre civile qui a suivi aussitôt la révolution, a démontré entièrement cette vérité. La "ligne de masse" dont notre parti ne cesse de parler résulte justement de l'étude de l'expérience de l'Union soviétique lors de cette période (22) ».

C'est également une grave erreur que de chercher à opposer les conceptions de Mao sur les questions de l'organisation et des rapports avec les masses et les conceptions de Lénine sur le Parti et le centralisme démocratique. La nécessité d'un Parti révolutionnaire, armé de la théorie d'avant-garde et étroitement lié aux masses populaires est un principe absolument fondamental du marxisme, toujours valable aujourd'hui. Ce principe, loin d'être périmé, a au contraire été confirmé par l'expérience de la Révolution Culturelle, où l'on a vu comme jamais dans l'histoire les masses intervenir dans la lutte politique et idéologique, et leur initiative se développer sur une échelle extraordinaire. Cette question n'est d'ailleurs pas nouvelle, elle a toujours été une ligne de démarcation entre les marxistes et tous les opportunistes. Marx et Engels ont lutté contre les « anti-autoritaires », contre les anarchistes dans le mouvement ouvrier qui refusaient la lutte politique (la lutte pour le pouvoir) et combattaient la centralisation du Parti. Lénine a lutté contre les spontanéistes qui voulaient laisser la lutte économique aux travailleurs et réserver la lutte politique aux intellectuels « libéraux », qui avaient le culte de la spontanéité des masses et s'opposaient à toute organisation structurée. Mao a lutté contre l'ultra-démocratisme, contre le polycentrisme, et un très grand nombre de ses écrits sont consacrés à renforcer la capacité combattive du Parti en perfectionnant les méthodes de direction.

La ligne de masse est un principe tout à fait général que tous les révolutionnaires se doivent d'appliquer dans leur travail militant, en ayant toujours à l'esprit ses deux aspects : théorie de la connaissance et méthode de direction. Cependant la ligne de masse est la méthode de direction fondamentale d'un Parti révolutionnaire, et seul un Parti révolutionnaire peut appliquer dans toute son ampleur la ligne de masse, et permettre ainsi à la lutte de progresser et d'atteindre le but : la révolution socialiste. La tâche essentielle, aujourd'hui en France, est de créer les conditions pour l'édification d'un tel Parti.

21) A propos des méthodes de direction

22) Nouvelles Considérations sur l'expérience historique de la dictature du prolétariat, décembre 1956, un texte rédigé sous la direction de Mao.

numéros précédents encore disponibles

Vol.2, no. 3
Les fonds de pension—Le quatrième congrès du P.Q.—Panama.

Vol.2, no.4
La lutte sur les frais de scolarité à l'UQUAM—La génération révoltée—L'assassinat d'Amilcar Cabral et les luttes de libération en Afrique—Une évaluation du travail idéologique.

Vol.2, no.5—SPECIAL SUR LA PROPAGANDE
Lénine: A propos d'une profession de foi—De la propagnade—La propagande: rôle, tâches et limites—Le rôle de la propagnade dans la construction du parti révolutionnaire.

Vol.3, no.1—SPECIAL
Mobilisation: comprendre la réalité, poursuivre la lutte—Les débuts d'un mouvement socialiste à Montréal.

Vol.3, no.2
La lutte des femmes dans une usine de carton à Montréal—Deux ans de travail d'un noyau de militants ouvriers et socialistes—L'organisation et la lutte à Firestone—Chili 1973 (1ière partie).

Vol.3, no.3
La Steel après la lutte—Grève à Shell aux USA sur la santé et la sécurité—Résumé de "Notes sur les contradictions économiques et politiques au Canada et au Québec"—La question nationale et nos pratiques dans la classe ouvrière—Le Xième congrès du PCC—Chili 1973 (2ième partie)—Le Service Social... instrument d'une classe.

Vol. 3, no. 4
La lutte et l'organisation dans les garderies poplulaires—La femme et la lutte des classes—La surveillance policière des militants progressistes—La lutte à LIP en France—Le mouvement ouvrier américain (première partie).

Vol.3, no.5
Enquête avec des militants d'une entreprise de transport public—L'enquête économique: un coup d'oeil sur Domtar—Quelques notes sur le Centre d'information et de recherche sur le Québec—A propos du film "On a raison de se révolter"—Le mouvement révolutionnaire en Espagne—Le mouvement ouvrier américain: les nouvelles formes de lutte et d'organisation.

Vol 3, no. 6
Thetford: l'organisation des mineurs—Asbestos 1949: l'histoire d'une grève—Les mines au Québec—Les mineurs en Bolivie—A propos de la ligne de masse.

Dans les prochains numéros

Bilan de la lutte à Remi Carrier
Bilan d'un travail de formation
Interview avec le Comité de solidarité avec les luttes ouvrières
Bilan d'un voyage de militants québécois en Chine
Pourquoi il n'y a pas d'inflation en Chine
Bilan du Cap St-Michel
Bilan d'une lutte de syndicalisation dans une petite usine
A propos de la lutte municipale
Les origines historiques de la social-démocratie
Le revisionisme en Union Soviétique
...et plusieurs autres sujets

LES DOSSIERS mobilisation

(paru)

NO.1 LES CONTRADICTIONS ECONOMIQUES ET POLITIQUES AU CANADA ET AU QUEBEC
— par Jean Grenier

NO.2 APRRENDRE A VAINCRE
— du coup d'état militaire à la résistance populaire au Chili.

NO.3 LES COMITES DE TRAVAILLEURS
— dépasser l'état actuel des choses

(à paraître]

NO.4 L'IMPERIALISME
—cahier de formation par le C.R.I.Q.

NO.5 LES TRAVAILLEURS QUEBECOIS ET LA QUESTION NATIONALE
— par Bernard Normand et Victor Lapalme

formule d'abonnement

☐ $5.00 pour un abonnement individuel à 10 numéros
☐ $.......pour ....abonnements collectifs à 10 numéros [$5.00 chacun, frais de poste inclus]
☐ $.......pour les numéros précédents suivants..............................
☐ $0.50 pour les DOSSIERS suivants....................................
☐ $10.00 pour...............abonnements de soutien
☐ $10.00 pour ....abonnements pour l'étranger par avion

abonnements à partir du numéro.....

Faire parvenir votre paiement à:

MOBILISATION
3902 Ontario est
Montréal 403, PQ
Canada

Nom......................................
Adresse..................................
....



Hôi Viêt kiêù yêu nuóc tai Canada

ASSOCIATION DES PATRIOTES VIETNAMIENS AU CANADA
ASSOCIATION OF VIETNAMESE PATRIOTS IN CANADA

C.P. 220, Station G, Montreal, P.Q Tél.: (514)-279-6658

CONFERENCE SUR LE VIETNAM

organisée par l'Association des Patriotes Vietnamiens au Canada
à Montréal, les 7,8,9 juin 1974

Le 6 juin de cette année, ce sera le 5ème anniversaire du **Gouvernement révolutionnaire provisoire** de la république du Sud Vietnam. La création du GRP fut un grand évènement dans l'histoire de la lutte du peuple vietnamien pour la paix et l'indépendance.

Pour célébrer l'occasion, l'Association des patriotes vietnamiens au Canada organise une conférence à Montréal les 7, 8 et 9 juin, pour renforcir la solidarité internationale et l'appui des peuples québécois, canadiens et américains à la lutte du peuple vietnamien.

Le programme provisoire de la conférence est le suivant:

1- Vendredi soir, 7 juin: session d'ouverture, discours et messages de solidarité de délégués d'organisations progressistes et de membres de l'A.P.V.C.

2- Samedi, 8 juin; durant la journée des ateliers sur les sujets suivants: Les accords de Paris, ses aspects légaux, la question de la reconnaissance diplomatique par le Canada du GRP; la stratégie actuelle des Etats-Unis au Vietnam; la troisième force au Vietnam et la question des prisonniers politiques; la situation actuelle au Sud Vietnam; la révolution populaire nationale démocratique et la construction de zones libérées au Sud Vietnam.
Durant la soirée du samedi, une fête culturelle de solidarité avec des artistes québécois, américains, vietnamiens, etc...

3- Dimanche, le 9 juin: session de clôture, résolutions et meeting d'amitié.

Le lieu de la conférence sera annoncé ultérieurement.

Dans le but de pouvoir mieux planifier les activités, l'association des patriotes vietnamiens vous demande de les prévenir à l'avance de votre collaboration à cette manifestation de solidarité internationale en remplissant la formule suitante:

Envoyer à: A.P.V.C.,
B.P. 220, Station G.,
Montréal, Québec.

Nous assisterons à la conférence sur le Vietnam organisée par l'APVC les 7, 8 et 9 juin à Montréal.
-Nom de l'organisation (ou de l'individu)..........
-Nombre de participants..........
-Adresse et numéro de téléphone..........
-Nous cherchons un endroit pour demeurer à Montréal oui........ non.......
-Nous amènerons des enfants oui....... non.......

Pour toutes autres informations, vous pouvez écrire ou téléphoner à l'Association des patriotes vietnamiens, à Montréal à (514)279-6658 ou 274-2795 ou 677-6660.